

LE
STATUT JURIDIQUE ET FISCAL

DES
COOPÉRATIVES AGRICOLES
DE PRODUCTION, DE TRANSFORMATION ET DE VENTE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
présentée et soutenue le 25 Mai 1936, à 14 heures.

PAR
ANDRÉ DURAND

Président : M. ROGER PICARD, professeur.

Suffragants { MM. OUALID, professeur.
PERCEROU, professeur.

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON ET C^{ie}
160, RUE SAINT-JACQUES

1936



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE
STATUT JURIDIQUE ET FISCAL
DES
COOPÉRATIVES AGRICOLES
DE PRODUCTION, DE TRANSFORMATION ET DE VENTE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE
STATUT JURIDIQUE ET FISCAL

DES
COOPÉRATIVES AGRICOLES
DE PRODUCTION, DE TRANSFORMATION ET DE VENTE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
présentée et soutenue le 25 Mai 1936, à 14 heures.

PAR
ANDRÉ DURAND

Président : M. ROGER PICARD, professeur.
Suffragants { *MM. OUALID, professeur.*
 { *PERCEROU, professeur.*

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON ET C^{ie}
160, RUE SAINT-JACQUES
—
1936



LE STATUT JURIDIQUE ET FISCAL
DES
COOPÉRATIVES AGRICOLES
DE PRODUCTION, DE TRANSFORMATION ET DE VENTE

AVANT-PROPOS

L'agriculture française a été le théâtre, depuis un demi-siècle, de modifications organiques profondes. Entre autres, ou peut-être avant toute autre, il faut citer l'importance sans cesse grandissante qu'ont acquise dans le monde rural les coopératives de production, de transformation et de vente des denrées agricoles.

Ce concept nouveau d'organisation professionnelle a paru aux uns devoir être le remède à la plupart des maux dont souffrent hommes et choses de la terre. Il a été par d'autres systématiquement dénigré.

Notre intention n'est pas d'intervenir en ce débat.

Louées ou honnies, ces coopératives existent. Dès lors, elles retiennent l'attention d'une entité particulièrement vigilante : le fisc. De ce dernier la prétention est catégorique : lui doit tribut tout ce que la loi n'a pas soustrait explicitement à son emprise.

Toute l'histoire du droit coopératif agricole n'est qu'une suite de conflits de frontières entre deux domaines : le juridique et le fiscal. De la délimitation précise de celui-ci

découle l'étendue de celui-là. Payer l'impôt est une nécessité inéluctable à laquelle les coopératives agricoles n'ont jamais prétendu se dérober. Elles demandent simplement à être dotées d'un statut juridique conditionnant leur régime fiscal.

Justifier en droit cette tendance, en montrer la genèse, l'évolution et l'aboutissement, tel est l'objet de notre présente étude.

TITRE LIMINAIRE

TABLEAU STATISTIQUE DE L'ORGANISATION COOPÉRATIVE DE PRODUCTION, DE TRANSFORMATION ET DE VENTE DES DENRÉES AGRICOLES

Une question préjudicielle se pose : un intérêt, autre que de philosophie pure, s'attache-t-il à l'étude détaillée du droit coopératif agricole ? Ce droit recouvre-t-il une organisation professionnelle effectivement existante et agissante, ou n'est-il que le substratum légal d'un système social plus désirable que réel, susceptible davantage de considérations didactiques que d'applications pratiques ?

A cette question répondra la simple lecture des tableaux officiels qui comptabilisent l'effort financier de l'État envers les coopératives dont s'agit. Nous rappelons qu'aux termes de l'article 22 de la loi du 5 août 1920, sur le crédit mutuel et la coopération agricoles, sont seules admises au bénéfice des avances de l'État les « sociétés coopératives agricoles constituées en vue d'effectuer ou de faciliter toutes les opérations concernant la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés ».

Le rapport adressé annuellement par le Ministre de l'Agriculture au Président de la République ne mentionne que les coopératives ayant obtenu des avances de l'État. D'autres existent qui ne sont pas citées parce que non débitrices. Ce

document laissera donc échapper à notre investigation le mouvement coopératif que l'on peut qualifier de libre. C'est un inconvénient que nous ne nous dissimulons pas. Mais l'énoncé de chiffres strictement officiels nous paraît présenter un double avantage : en premier lieu, ils ne peuvent être discutés ; en outre, ils indiquent exactement l'effort financier accompli par la puissance publique pour le développement de l'action coopérative dont il y aura lieu de se demander si elle n'est pas plus lésée par l'État-percepteur que favorisée par l'État-banquier.

Relevé des sociétés coopératives visées à l'article 22 de la loi du 5 août 1920 ayant obtenu des avances à long termes.

a) Caves et distilleries coopératives vinicoles.

JUSQU'AU 31 décembre.	NOMBRE d'avances.	CAPITAL VERSÉ ayant servi de base à l'attribution de l'avance (en 1.000 fr.).	NOMBRE de membres.	AVANCES accordées (en 1.000 fr.).
1921.	163	15.984	20.665	22.094
1922.	185	18.237	23.425	25.544
1923.	246	26.343	31.085	40.338
1924.	317	35.604	38.702	55.162
1925.	426	52.096	51.929	83.437
1926.	501	61.979	62.375	98.246
1927.	558	68.146	71.653	109.955
1928.	616	78.962	78.535	125.479
1929.	775	110.226	98.141	164.153
1930.	860	122.836	106.666	185.934
1931.	936	133.808	119.457	205.094
1932.	1.017	149.240	126.515	230.942
1933.	1.111	160.637	130.973	253.049
1934.	1.142	165.555	135.388	260.543

b) Distilleries coopératives et sucreries.

1921.	11	1.018	659	1.792
1922.	16	3.993	1.490	8.042
1923.	17	5.165	1.635	10.542
1924.	20	8.393	3.611	13.382
1925.	22	9.293	4.232	14.682

JUSQU'AU 31 décembre.	NOMBRE d'avances.	CAPITAL VERSÉ ayant servi de base à l'attribution de l'avance (en 1.000 fr.).		NOMBRE de membres.	AVANCES accordées (en 1.000 fr.).
1926.	22	9.293	4.232	14.682	
1927.	21	9.943	4.307	15.612	
1928.	21	9.943	4.307	15.612	
1929.	21	9.943	4.307	15.612	
1930.	21	10.729	6.124	15.612	
1931.	22	11.129	6.185	16.412	
1932.	33	22.431	7.048	21.212	
1933.	35	25.457	7.808	22.212	
1934.	35	25.457	7.808	21.712	

c) Cidreries.

1925.	1	43	67	50
1926.	1	43	67	50
1927.	1	43	67	50
1928.	1	43	67	50
1929.	5	481	668	740
1930.	5	481	668	740
1931.	9	2.462	1.662	2.740
1932.	9	2.462	1.662	2.740
1933.	9	2.462	1.662	2.740
1934.	9	2.462	1.662	2.740

d) Coopératives de battage et d'utilisation de matériel agricole.

1921.	217	1.795	8.334	4.381
1922.	285	2.583	11.880	5.998
1923.	347	3.399	14.661	7.393
1924.	444	4.781	19.442	9.747
1925.	512	5.763	22.782	11.311
1926.	644	8.666	29.323	15.760
1927.	766	11.882	34.442	21.521
1928.	863	13.747	38.255	24.466
1929.	933	16.168	40.911	27.694
1930.	1.022	18.086	47.538	31.011
1931.	1.123	20.387	51.536	34.976
1932.	1.169	21.292	52.896	36.502
1933.	1.229	22.625	54.763	38.573
1934.	1.250	23.083	55.646	39.403

e) Coopératives fruitières, laiteries, caseineries.

1921.	248	4.902	31.535	8.091
1922.	290	6.181	35.488	10.417
1923.	331	8.151	38.715	12.462

JUSQU'AU 31 décembre	CAPITAL VERSÉ ayant servi de base à l'attribution de l'avance (en 1.000 fr.)			NOMBRE de membres	AVANCES accordées (en 1.000 fr.)
	NOMBRE d'avances.				
1924.	375	10.199	43.425	15.681	
1925.	435	14.120	50.232	22.303	
1926.	495	17.473	55.391	28.264	
1927.	530	21.138	60.754	34.573	
1928.	572	25.193	65.368	39.896	
1929.	633	30.075	71.024	48.455	
1930.	686	38.694	79.532	60.182	
1931.	735	45.346	86.941	71.937	
1932.	778	51.694	94.258	82.271	
1933.	804	54.356	95.819	86.916	
1934.	836	57.062	99.370	90.667	

f) Huileries coopératives.

1921.	22	458	3.287	994	
1922.	27	549	3.934	1.221	
1923.	33	857	4.915	1.859	
1924.	34	867	5.034	1.871	
1925.	39	1.266	5.860	2.527	
1926.	41	1.615	6.282	2.772	
1927.	45	1.852	6.984	2.898	
1928.	47	1.975	7.466	3.118	
1929.	55	2.717	9.559	4.368	
1930.	57	2.928	10.231	4.798	
1931.	57	2.928	10.231	4.798	
1932.	57	2.928	10.231	4.798	
1933.	57	2.928	10.231	4.798	
1934.	58	2.998	10.361	4.918	

g) Sociétés coopératives diverses.

1921.	43	2.407	11.646	3.686	
1922.	53	2.786	13.456	4.496	
1923.	61	4.795	16.541	6.226	
1924.	69	5.843	17.801	7.169	
1925.	79	7.224	20.849	8.444	
1926.	86	7.696	22.926	9.126	
1927.	93	8.001	23.750	9.858	
1928.	106	9.059	26.510	11.488	
1929.	118	11.294	30.199	14.068	
1930.	126	12.318	32.516	15.780	
1931.	138	19.978	37.412	21.160	
1932.	155	24.886	45.875	27.635	
1933.	185	31.071	65.211	38.822	
1934.	212	38.399	76.380	46.691	

L'importance de l'organisation coopérative que nous étudions et la grandeur de l'effort financier consenti en sa faveur par l'État ressortent de la lecture du tableau ci-après (*Journal Officiel* du 19 novembre 1935) qui présente, à la date du 31 décembre 1934, la situation des sociétés coopératives ayant obtenu des avances à long terme de la Caisse Nationale de Crédit Agricole :

NATURE de sociétés.	NOMBRE d'avances.	CAPITAL VERSÉ ayant servi de base à l'attribution de l'avance.	NOMBRE de membres	AVANCES accordées.
Caves et distilleries coopératives vini- coles.	1.142	165.555.000	135.388	260.543.000
Distilleries coopéra- tives et sucreries .	34	25.457.000	7.808	21.712.000
Cidreries	9	2.462.000	1.662	2.740.000
Coopératives de bat- tage et d'utilisa- tion de matériel agricole.	1.250	23.083.000	55.646	39.403.000
Coopératives frui- tières, laiteries, caséineries. . . .	836	57.062.000	99.370	90.667.000
Huilleries coopéra- tives	58	2.988.000	10.361	4.918.000
Sociétés coopérati- ves diverses . . .	212	38.399.000	76.380	46.691.000
Totaux. . . .	3.541	315.006.000	386.615	466.674.000

Tel est le bilan de la coopération agricole à laquelle l'État prête son concours. Bien qu'il ne nous soit pas possible de dresser, en regard, un tableau d'ensemble de la coopération libre, on aura une idée suffisamment précise de son importance par l'examen de l'état comparatif ci-après :

Relevé au 31 décembre 1930 (*Journal Officiel* du 16 décembre 1932)
et au 31 décembre 1934 (*Journal Officiel* du 19 novembre 1935)
des sociétés coopératives agricoles de production, de trans-
formation, de conservation et de vente des produits agricoles :

NATURE DES SOCIÉTÉS	TOTAL des sociétés existantes au 31 décembre		SOCIÉTÉS ayant reçu des avances de la Caisse Nationale de Crédit Agricole au 31 décembre	
	1930	1934	1930	1934
Laiteries, beurreries, froma- geries, caséineries	2.038	2.145	544	634
Caves et distilleries. . . .	826	936	590	702
Cidrieres et distilleries de pommes.	25	28	5	10
Distilleries coopératives di- verses	30	30	13	12
Sucreries et distilleries de betteraves	31	41	17	31
Féculeries coopératives . . .	39	40	5	6
Huilleries coopératives . . .	62	62	54	55
Coopératives de conservation et de vente de céréales, meuneries, boulangeries. .	673	1.012	37	84
Coopératives de battage et d'utilisation de matériel agricole	1.637	1.788	864	1.043
Coopératives d'élevage . . .	50	49	3	3
Coopératives agricoles di- verses	78	112	20	43
Totaux	5.489	6.243	2.152	2.623

Ainsi donc, près de trois mille coopératives groupant 386.615 cultivateurs ont reçu de l'État, à la date du 31 décembre 1934, 3.544 avances dont le montant dépasse 466 millions de francs.

Or, un rapport du Ministre de l'Agriculture au Président de la République, publié au *Journal Officiel* du 8 février 1923, faisait connaître qu' : « au 31 décembre 1919, le nombre des sociétés coopératives agricoles ayant bénéficié des avances de l'État en exécution de l'ancienne loi du

29 décembre 1906 s'élevait à 479, comptant 56.879 membres... Le total des avances qui leur avaient été accordées s'élevait à 17.009.101 francs. »

La comparaison des bilans, à quinze ans d'intervalle, de la coopération agricole contrôlée répond mieux que tout commentaire à la question préjudicielle posée au début du présent chapitre.

En conséquence, il n'est pas vain de procéder à un examen approfondi des règles juridiques et fiscales dont disposent, pour se mouvoir dans la vie sociale, les coopératives agricoles de production, de transformation et de vente.

TITRE PREMIER

LE RÉGIME JURIDIQUE DES COOPÉRATIVES AGRICOLES DE PRODUCTION, DE TRANSFORMATION ET DE VENTE

CHAPITRE PREMIER

TYPES JURIDIQUES OFFERTS AUX SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES

L'idée coopérative a réalisé sa forme première dans les sociétés fromagères dénommées « fruitières », qui, maintenues encore actives dans le Jura et en Franche-Comté, paraissent avoir existé dès le ^{xiii}^e siècle. Ce n'est cependant qu'à partir de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés que les groupements coopératifs purent se constituer d'après des règles juridiques procédant non du libre arbitre, divers et incertain, des intéressés, mais de l'intention du législateur. Admis au bénéfice des dispositions nouvelles, ils n'y trouvèrent rien de plus que le droit commun. Toutefois, et bien que la loi ne prononce pas une seule fois le mot de « coopération » ou un vocable équivalent, elle permet à l'organisation coopérative de prendre corps, et ce, sous la forme de « sociétés à capital variable » dont traite son titre III rédigé comme suit :

Dispositions particulières aux sociétés à capital variable.

Article 48. — « Il peut être stipulé, dans les statuts de toute société, que le capital social sera susceptible d'augmentations par

des versements successifs faits par les associés ou l'admission d'associés nouveaux, et de diminutions par la reprise totale ou partielle des apports effectués.

Les sociétés dont les statuts contiendront la stipulation ci-dessus seront soumises, indépendamment des règles générales qui leur sont propres suivant leur forme spéciale, aux dispositions des articles suivants.

Article 49. — Le capital social ne pourra être porté par les statuts constitutifs de la société au-dessus de la somme de 200.000 francs.

Il pourra être augmenté par des délibérations de l'assemblée générale prises d'année en année ; chacune des augmentations ne pourra être supérieure à 200.000 francs.

Article 50. — Les actions ou coupons d'actions seront nominatifs, même après leur entière libération.

Ils ne seront négociables qu'après la constitution définitive de la société.

La négociation ne pourra avoir lieu que par voie de transfert sur les registres de la société, et les statuts pourront donner, soit au conseil d'administration, soit à l'assemblée générale, le droit de s'opposer au transfert.

Article 51. — Les statuts détermineront une somme au-dessous de laquelle le capital ne pourra être réduit par les reprises des apports autorisés par l'article 48.

Cette somme ne pourra être inférieure au dixième du capital social.

La société ne sera définitivement constituée qu'après le versement du dixième.

Article 52. — Chaque associé pourra se retirer de la société lorsqu'il le jugera convenable et sauf l'application du paragraphe premier de l'article précédent.

Il pourra être stipulé que l'assemblée générale aura le droit de décider, à la majorité fixée pour la modification des statuts, que l'un ou plusieurs des associés cesseront de faire partie de la société.

L'associé qui cessera de faire partie de la société, soit par l'effet de sa volonté, soit par suite de décision de l'assemblée générale, restera tenu pendant cinq ans, envers les associés et envers les tiers, de toutes les obligations existant au moment de sa retraite.

Article 53. — La société, quelle que soit sa forme, sera valablement représentée en justice par ses administrateurs.

Article 54. — La société ne sera point dissoute par la mort, la retraite, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ; elle continuera de plein droit entre les autres associés. »

Il est clair que les dispositions législatives précitées visent l'organisation corporative. A quel mobile répond ce silence quant au nom ? « Il est curieux d'évoquer, indique M. Baudoin-Bugnet, député, le souci auquel les coopérateurs eux-mêmes avaient répondu : ils demandaient que fût créée à leur usage personnel et éventuel une société commode, mais ils voulaient que celle-ci entrât dans le droit commun. Ils espéraient ainsi désarmer par avance certaines susceptibilités qui auraient pu dégénérer en hostilité si les milieux non coopératifs s'étaient avisés de marquer une émotion excessive devant l'instrument juridique nouveau représenté par les sociétés à capital et personnel variables. Timidité ou scrupule excessif de la part des coopératives ? Quelle que soit l'explication de leur geste, il est permis de conclure qu'en tout cas il fut fâcheux. En marquant une réserve de cet ordre, ses groupements contribuèrent dès cette époque à dresser l'équivoque dont ils souffrent encore actuellement et dont les conséquences se sont accusées, depuis ces dernières années, de façon pénible¹. »

« A dresser l'équivoque..... » Ce dernier mot analyse et résume en effet, ainsi que nous le verrons plus loin, toutes les difficultés qui devaient résulter pour les agriculteurs groupés en organisations professionnelles des dispositions de la loi sur les sociétés.

1. Rapport n° 5518 fait au nom de la Commission des Finances de la Chambre des Députés par M. Baudoin-Bugnet, député, sur plusieurs projets et propositions de loi relatifs au statut fiscal des coopératives agricoles de production, de transformation et de vente.

Mais, objectera-t-on, les agriculteurs avaient-ils effectivement besoin de modifier ou d'abandonner leurs pratiques ancestrales de labeur individuel pour leur substituer des méthodes de réalisation collective ? Répondre à cette question c'est faire le procès du mouvement coopératif. Nous nous bornerons à déclarer irrationnelle et inéquitable la prétention de priver l'agriculture du bénéfice de l'action de groupe dont on ne saurait contester qu'elle ait été éminemment profitable à d'autres branches de l'économie nationale. Aussi bien, dès la seconde moitié du xix^e siècle, les conditions et les buts de l'activité agricole se modifiaient profondément. Le perfectionnement des techniques, l'ouverture de nouveaux marchés, l'élargissement des débouchés posaient pour le monde rural des problèmes de sélection et de concurrence qu'il ne pouvait résoudre que par voie d'organisation collective.

En dépit d'un tel besoin, les agriculteurs n'avaient — et n'ont encore — nul cadre juridique spécifiquement approprié. A défaut d'un statut coopératif, force leur est donc de choisir, pour réaliser leurs groupements, l'un des trois types de droit commun : syndicat, association ou société.

Comment choisir ? Quelle raison de préférer tel moule juridique à tel autre ? Il ne peut être répondu de façon définitive. Toutefois, et sous réserve de cas d'espèce, on peut poser en règle générale que ni le syndicat, ni l'association ne constituent des formes vraiment favorables à l'aménagement collectif de la production agricole.

En effet, la loi du 21 mars 1884, relative aux syndicats professionnels, n'admet pas (et les additions de la loi du 12 mars 1920 n'ont pas édicté de facilités spéciales à ce sujet, que la forme syndicale puisse servir à la constitution de groupements qui, bien que d'une nature juridiquement différente des entreprises commerciales ou industrielles, s'adon-

ment à des opérations finalement identiques. En bref, le syndicat doit se cantonner dans un rôle de propagande, d'information, de défense collective.

A fortiori, le régime de l'association créé par la loi du 1^{er} juillet 1901 est moins adéquat encore. « Le syndicat est une modalité privilégiée de l'association ; il serait surprenant que l'on puisse se trouver plus à l'aise dans le cadre de la liberté générale que dans celui de la liberté et de l'aptitude juridique privilégiées¹. »

C'est pourquoi le mouvement coopératif s'est constitué, dans sa très grande majorité, sous la forme de « sociétés ».

Or, aux termes de l'article 1832 du Code Civil, « la société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun dans le but de partager le bénéfice qui pourra en résulter ». Une distinction est au surplus à faire entre la société civile et la société commerciale. Légalement est société civile :

La société universelle de tous biens présents ;

La société universelle de gains ;

La société particulière.

Est société commerciale :

La société en nom collectif ;

La société en commandite simple ou par intérêts ;

La société en commandite par actions ;

La société anonyme ;

L'association en participation ;

La société à responsabilité limitée ;

La société à capital variable.

A considérer la liste de ces sociétés, on pourrait présumer que l'embarras des agriculteurs est grand de choisir entre

1. Roche-Agussol, *Cours d'économie et de législation rurales*, 1934.

elles, en connaissance de cause, pour constituer leurs groupements coopératifs. Mais la pratique a révélé que l'organisation coopérative exige presque obligatoirement l'adoption de la société civile particulière ou de la société anonyme.

Dès lors, quels critères permettront aux groupements coopératifs de préférer telle forme à telle autre ? Qui plus est, un type juridique étant adopté, sera-t-il conservé à l'état pur ou, au contraire, modifié de façon plus ou moins déformante ?

Le problème fera l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE II

LE RÉGIME COOPÉRATIF DE FAIT

Comment distinguer, d'après son comportement juridique, une société civile d'une société commerciale?

Le caractère de la société est fonction de son objet, autrement dit de la nature de ses occupations. Si la société effectue des actes commerciaux, elle est société de commerce; elle est société civile si ses opérations sont civiles.

En conséquence, la forme n'influe pas sur le caractère; ainsi la société qui, constituée sous une forme commerciale, s'adonne à un objet civil n'en reste pas moins civile. Une importante restriction a été toutefois apportée à ce principe par la loi du 1^{er} août 1893 aux termes de laquelle, par modification à la loi de 1867, « *quel que soit leur objet*, les sociétés en commandite ou anonymes qui seront constituées dans les formes du Code de Commerce ou de la présente loi seront commerciales et soumises aux lois et usages du commerce ». Par suite, depuis la loi de 1893, sont (ou demeurent) civiles les sociétés de toutes formes antérieures à ladite loi, dont l'objet est civil, ainsi que les sociétés à objet civil constituées sous une forme commerciale autre que la commandite ou l'anonymat. A contrario, sont commerciales les sociétés à objet commercial, quelle que soit leur forme, ainsi que les sociétés à objet civil en commandite ou anonymes.

En résumé, le caractère civil ou commercial d'une société résulte non de la qualification qui a pu lui être donnée, mais de la nature des opérations auxquelles elle procède. Ce critérium de « l'objet » est en défaut dans l'unique cas de la commandite ou de l'anonymat, formes conférant obligatoirement le caractère commercial.

L'incertitude posée par le cumul des opérations civiles et des opérations commerciales d'une société se lève par la détermination de ses opérations principales.

L'évolution de l'objet de la société au cours de son existence soulève une difficulté plus sérieuse. Supposant une société de nature à l'origine entièrement ou principalement civile qui entreprendra des opérations commerciales de plus en plus importantes ou fréquentes, à quel moment situer son caractère commercial? On se trouve en présence d'une société devenue commerciale de fait et assujettie dès lors aux obligations incombant aux sociétés de commerce, aux formalités de publication notamment. Le cycle est évidemment réversible, une société commerciale à l'origine pouvant, exception faite pour la commandite et l'anonymat, devenir civile de par la prédominance de ses opérations civiles.

Ces notions générales sur les sociétés civiles et commerciales étant rappelées, examinons maintenant comment nos groupements agricoles ont utilisé l'une ou l'autre de ces deux formes juridiques dont nous avons dit qu'elles se prêtaient le mieux, en fait, à la réalisation du concept coopératif.

Une constatation liminaire s'impose : il n'est pour ainsi dire pas d'exemple où ait été conservé à l'état pur le type juridique de base adopté. Ce type a été amendé et déformé, jusqu'à devenir méconnaissable, pour s'adapter aux besoins de l'œuvre coopérative.

Sous cette réserve, et bien qu'aucune statistique n'existe,

à l'heure actuelle¹, cataloguant les coopératives suivant la forme juridique par elles adoptée, il est patent que la forme anonyme a été fréquemment employée.

Mais comment se présente, en fait, la société coopérative qui se constitue théoriquement sous le régime de l'anonymat? La société anonyme étant une société par actions, il a fallu plier aux exigences du concept coopératif les possibilités, parfois antagonistes, juridiquement reconnues à l'action. Avant toute chose, il importait que l'action ne pût quitter le milieu coopérateur; en conséquence, on la décréta nominative. Sa cession à des tiers serait soumise à l'agrément du groupement qui se réservait un droit de préemption.

Non seulement dépouillée ainsi de ses attributs, l'action perdait encore ce qui constitue d'ordinaire sa raison d'être, à savoir un titre à participer aux bénéfices. Il était en effet stipulé catégoriquement qu'en aucun cas l'action ne donnerait droit à dividende, que son détenteur ne pourrait prétendre qu'à la ristourne du « moins-dépensé » résultant de la réalisation coopérative.

Quelle était dans ces conditions la nature exacte d'une telle « société coopérative par actions »? Pouvait-on qualifier de « par actions » une société dont la caractéristique principale était de n'en pas posséder, son capital social étant composé uniquement de parts d'intérêt? Méritait-il au surplus la dénomination de « société » cet organisme qui, d'essence et de fonction purement mutualistes, s'interdisait la recherche des bénéfices auxquels ne s'identifient nullement, ainsi que nous le verrons plus loin et quoi qu'on en ait dit, les ris-

1. Cette statistique pourra être dressée dans un avenir prochain, le décret-loi du 8 août 1935 (qui sera étudié plus loin) soumettant désormais à l'agrément du Ministre de l'Agriculture les statuts des organismes qui utiliseront la dénomination de « coopératives ».

tourne rétrocédées aux coopérateurs? L'expression « société coopérative par actions » est donc, juridiquement parlant, doublement inexacte.

Au demeurant, cette hérésie de langage paraît n'avoir inquiété ni les coopérateurs, ni, ce qui est plus regrettable peut-être, le législateur. « La coopération est si vaste qu'une loi nouvelle, même parfaite, ne saurait tenir lieu de législation unique sur la matière. C'est par le degré de réalisation qu'on doit choisir et caractériser les différentes applications actuelles de l'idée coopérative, beaucoup plus que par les formes juridiques qu'elles affectent », lit-on dans l'exposé des motifs de la loi du 29 décembre 1906 autorisant des avances aux sociétés coopératives agricoles. La teneur de la loi n'est pas moins formelle; c'est ainsi que l'article 4 stipule que « pourront seules recevoir les avances prévues à l'article 1^{er} de la présente loi, *quel que soit d'ailleurs leur régime juridique*, les sociétés coopératives constituées par tout ou partie des membres d'un ou plusieurs syndicats professionnels agricoles, en vue d'effectuer ou de faciliter toutes les opérations concernant soit la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés, soit l'exécution de travaux agricoles d'intérêt collectif, *sans que ces sociétés aient pour but de réaliser des bénéfices commerciaux* ».

Ainsi donc cette thèse était, non seulement admise, mais consacrée par la loi qu'une société anonyme pût s'interdire de réaliser des bénéfices commerciaux. Cette disposition fut d'ailleurs précisée et renforcée par voie réglementaire. Le décret du 26 août 1907 portant règlement d'administration publique exigeait, en son article 6, que les parts des sociétaires fussent nominatives et exclusivement réservées à des

agriculteurs; que leur taux de remboursement n'excédât en aucun cas leur taux initial; qu'aucun dividende ne fût attribué au capital; que l'intérêt fût limité à 4 p. 100; que les excédents annuels ne fussent, le cas échéant, répartis entre les coopérateurs que proportionnellement aux opérations faites par eux avec la société; que les modifications aux statuts de la société fussent soumises à l'agrément du Ministre de l'Agriculture.

Survient la guerre; le droit coopératif rural passe au second plan. La paix retrouvée, le pays a besoin de reconstituer ou de développer toutes ses forces vives. Le monde agricole est convié au gigantesque effort qu'impose le relèvement de l'économie nationale. Mais l'œuvre à accomplir est si vaste, l'évolution des besoins et des techniques si profonde, que les tentatives isolées risquent de rester inefficaces. Le succès de la tâche exige le concours de toutes les activités. Si d'aucunes paraissent trop faibles ou trop peu adaptées, l'organisation coopérative suppléera à leurs éventuels et provisoires défauts. D'où l'importante loi du 5 août 1920 qui a codifié, en les modifiant et les complétant, les dispositions antérieurement édictées sur le crédit mutuel et la coopération agricoles.

En son article 22, cette loi stipule que peuvent bénéficier des avances de l'Etat « les sociétés coopératives agricoles constituées en vue d'effectuer ou de faciliter toutes les opérations concernant la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés ». C'est exactement la formule précitée de l'article 4 du décret du 29 décembre 1907 avec cette seule différence qu'il n'est plus fait obligation aux coopérateurs d'être membres d'un syndicat professionnel (cette qualité leur fera d'ailleurs

consentir un droit de préférence par le décret du 9 février 1921).

L'article 23 de la loi précise que le capital de ces « sociétés » coopératives ne peut être constitué par des souscriptions d'actions. « Il doit être formé par les sociétaires au moyen de parts souscrites par chacun d'eux.

Les statuts doivent spécifier expressément :

1° Que ces parts sont nominatives et réservées exclusivement à des agriculteurs, que le taux de remboursement n'excédera en aucun cas leur prix initial et qu'elles ne sont transmissibles que par voie de cession et avec l'agrément de la société ;

2° Qu'aucun dividende n'est attribué au capital ou fraction de capital, que le taux des intérêts ne peut pas dépasser 6 p. 100¹ et que les excédents annuels, déduction faite des charges, amortissements, intérêts au capital, frais généraux et réserves, etc., ne peuvent être répartis, s'il y a lieu, entre les coopérateurs, que proportionnellement aux opérations faites par eux avec la société coopérative. »

Une addition apportée audit article par la loi du 30 décembre 1922 prévoit que le capital de ces coopératives « peut être fixé, lors de la fondation, à une somme supérieure à 200.000 francs, ou augmenté en une année de plus de 200.000 francs par dérogation à l'article 49 de la loi du 24 juillet 1867 ».

« Nonobstant l'article 1^{er} de loi du 24 juillet 1867, modifiée par la loi du 1^{er} août 1893, les parts souscrites par les membres de ces sociétés pourront être de 25 francs, quel que soit le montant du capital social à l'époque de la fondation ou par suite d'augmentations. »

1. Taux abaissé à 5 p. 100 par le décret du 28 septembre 1935 (art. 9), modifiant la législation relative au crédit agricole.

Aux termes de l'article 24 de la loi du 5 août 1920, modifié par la loi du 19 décembre 1926, les sociétés coopératives désignées à l'article 22 précité peuvent bénéficier d'avances à long terme dont le taux d'intérêt doit toujours être inférieur de 1,50 p. 100 au moins au taux d'escompte de la Banque de France sans pouvoir descendre au-dessous de 3 p. 100.

Un décret du 9 février 1921 portant règlement d'administration publique, rendu en application de la loi du 5 août 1920, précise les conditions d'attribution de ces avances. Les statuts des sociétés coopératives bénéficiaires doivent spécifier expressément :

« 1° Que les parts des sociétaires sont nominatives, qu'elles restent exclusivement réservées à des associations agricoles et à des agriculteurs, de préférence membres d'un syndicat agricole, et que leur taux de remboursement n'excédera, en aucun cas, leur prix initial ;

2° Le nombre maximum de voix que peut avoir un sociétaire, quel que soit le nombre de parts possédées par lui ;

3° Qu'aucun dividende ne sera attribué au capital ou fractions de capital, et que le taux des intérêts ne pourra dépasser 6 p. 100 ;

4° Les dispositions prévues pour la constitution d'une réserve spéciale à prélever sur les excédents annuels de recettes, en vue de l'amortissement du montant des avances reçues ;

5° Que les excédents annuels, déduction faite des charges, amortissements, intérêts du capital, frais généraux et réserve légale, etc., ne pourront être répartis, s'il y a lieu, entre les sociétaires, que proportionnellement aux opérations faites par eux avec la société ;

6° Que la comptabilité sera tenue conformément aux prescriptions du Code de Commerce et aux instructions spéciales de l'Office National du Crédit Agricole ;

7° Que toute modification projetée aux statuts sera portée à la connaissance de la caisse régionale responsable du remboursement de l'avance. »

D'autres articles du même décret indiquent les formalités à l'accomplissement desquelles est subordonné l'octroi des

avances et prévoient les sanctions, pouvant aller jusqu'à l'obligation de restituer à l'État les sommes prêtées, susceptibles d'être appliquées en cas d'infraction aux dispositions statutaires ou légales.

Un arrêté du Ministre de l'Agriculture, en date du 19 mai 1921, énumère les pièces à fournir par les sociétés coopératives bénéficiaires d'avances en vue de permettre le contrôle de leurs opérations. Au moment de sa constitution, la coopérative qui demande une avance doit faire connaître à la caisse prêteuse et à l'organisme de contrôle :

Ses statuts, l'acte d'association ou l'acte constitutif de l'institution ;

Son règlement intérieur s'il en a été établi un ;

La liste des souscripteurs, indiquant leurs noms, prénoms, domicile, profession, nationalité, l'association agricole dont ils font partie, ainsi que le capital social souscrit et versé par chacun d'eux ;

La liste des membres du conseil d'administration et de la commission de surveillance ;

L'indication des immeubles possédés par l'institution et leur situation hypothécaire ;

L'acceptation de tout ou partie des membres du conseil d'administration de signer un engagement de remboursement conjoint et solidaire dans le cas où les statuts ne comportent pas la clause de responsabilité conjointe et solidaire de tous les sociétaires, etc.

En outre toute société coopérative ayant reçu une avance de l'État doit fournir chaque année les documents ci-après :

Le relevé de ses opérations de l'année précédente, avec la balance des comptes des écritures du grand-livre, le bilan au 31 décembre de la même année et l'indication détaillée des créances actives et passives à la même date ;

La copie in extenso des procès-verbaux de ses assemblées générales et en particulier de l'assemblée générale statuant sur l'affectation des résultats de chaque exercice ;

Un rapport sur les opérations faites par l'institution pendant l'exercice précédent et sur ses prévisions pour l'année en cours.

Au surplus, la caisse prêteuse et l'organisme central de contrôle se réservent de demander à la société bénéficiaire toutes justifications supplémentaires qui leur paraîtraient nécessaires.

Telles sont les dispositions essentielles de la loi du 5 août 1920 et des textes réglementaires rendus pour son application.

Cette loi, dont on a dit qu'elle constitue la charte de la coopération agricole — ce qui est manifestement un éloge excessif, car c'est au nom de cette pseudo-charte que le fisc allait déclarer la guerre à nos coopératives — cette loi de 1920 fut complétée par une loi du 12 juillet 1923, laquelle dénote un souci patent de ses auteurs d'assouplir davantage encore le droit coopératif.

L'exposé des motifs de cette loi explique en effet que les sociétés coopératives agricoles ont toute latitude pour choisir la forme juridique qui leur convient « sous la seule condition que celle-ci ne soit pas incompatible avec leur caractère coopératif, ni inconciliable avec les prescriptions de la loi de 1920 qui les régissent ».

Remarquant qu'en fait ces sociétés adoptent la forme, soit de la société civile, soit de la société anonyme, l'exposé ajoute : « Ces deux types de sociétés ont été créés par le législateur à des époques où il était impossible de prévoir le développement que prendraient les sociétés, et les modalités diverses auxquelles elles devraient se plier pour suivre

l'évolution des besoins économiques. Elles présentent quelques lacunes qui devraient être comblées pour qu'elles puissent être tout à fait adaptées aux sociétés coopératives. »

Par son article 1^{er}, la loi dote de la personnalité civile les sociétés coopératives visées à l'article 22 de la loi du 5 août 1920 qui se constituent sous le régime de la société civile particulière ou de la société anonyme. En son article 2, elle précise les conditions requises pour la validité des délibérations, suivant leur objet, des assemblées générales desdites sociétés.

En définitive, si l'on en croit l'exposé des motifs de la loi de 1923, les quelques lacunes constatées dans le droit coopératif étant comblées, nos sociétés seraient désormais en possession d'un outil juridique « tout à fait adapté » à leurs besoins.

Il n'est pas sans intérêt d'examiner ce qu'il est advenu, à l'épreuve des faits, de l'espoir ainsi manifesté par le législateur. Au préalable, pour être à même de discuter, s'agissant de la vie juridique de nos sociétés coopératives, solutions doctrinales ou décisions jurisprudentielles, il importe d'élucider à la lumière de critères fondés en droit la nature exacte de ces collectivités.

CHAPITRE III

DE LA NATURE JURIDIQUE

DES COOPÉRATIVES AGRICOLES DE PRODUCTION, DE TRANSFORMATION ET DE VENTE

Nous avons relevé brièvement, dans le chapitre précédent, quelques-unes des critiques que soulève l'appellation de « sociétés coopératives par actions » appliquée aux groupements coopératifs agricoles dont la forme juridique extérieure est celle de la société anonyme. A défaut de ce cadre, avons-nous ajouté, ces groupements adoptent le type de la société civile particulière. Ainsi donc, dans l'un et l'autre cas, ces organismes se constituent, semble-t-il, sous le régime de la société. La société ne s'identifiant pas avec les personnes qui la composent, de par ses obligations fiscales notamment, il est d'une importance capitale à notre sens de résoudre cette question préjudicielle : nos « sociétés coopératives » sont-elles effectivement des « sociétés » ?

L'article 1832 du Code Civil définit la société « un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter ». Le contrat de société implique donc la conjonction de trois éléments, d'ailleurs interdépendants :

- Un groupement de personnes ;
- Des apports mis en commun ;
- La recherche et le partage des bénéfices.

La doctrine et la jurisprudence sont constantes pour exiger dans le contrat de société la coexistence de ces trois éléments. La question, souvent posée et toujours discutée, de savoir s'il ne faut pas, en outre, un élément d'ordre psychologique, l'*affectio societatis*, l'intention de collaborer dans le but prévu, ne nous retiendra pas. Nous nous bornons à rechercher si l'on trouve, dans le contrat de coopération agricole, les trois caractères spécifiquement constitutifs du contrat de société :

A) *Un groupement de personnes* : cette condition est, par définition, satisfaite dans le contrat coopératif.

B) « *Mettre quelque chose en commun* » : il vient immédiatement à l'esprit de considérer comme mis en commun dans l'organisme coopératif, d'une part, la contribution versée par chaque adhérent pour constituer le capital social, d'autre part, les denrées agricoles que ledit organisme a pour mission de produire, de transformer ou d'écouler.

Mais il importe de ne pas perdre de vue la relation nécessaire de finalité qui lie, aux termes de l'article de définition, les deux derniers éléments constitutifs du contrat de société. « *Mettre quelque chose en commun dans la vue* de partager le bénéfice qui pourra en résulter », stipule le Code. L'agrégat des versements sociétaires ou des récoltes individuelles est-il effectué, en l'occurrence, *dans la vue* de partager le bénéfice de l'opération ?

Peut-être, de prime abord, s'étonnera-t-on d'une telle question. Comment contester, dira-t-on, que des producteurs ne se groupent que dans l'intention évidente d'en tirer profit ! A cet étonnement facile, il n'est que de répondre que le profit coopératif est, juridiquement parlant, tellement peu patent que les tribunaux administratifs eux-mêmes — qu'on ne saurait suspecter de tendresse excessive, on le verra

plus loin, envers nos groupements agricoles — ont nié son existence jusqu'à une date encore toute récente. Cette objection levée, examinons le problème au fond, sous son double aspect : agrégat d'argent, agrégat de récolte réalisés pour des fins bénéficiaires.

Quelle est, s'agissant de nos « sociétés » coopératives, la nature juridique de leur capital social ? Si, coopérateur, je souscris une ou plusieurs parts de capital, je toucherai, de ce fait, un intérêt prédéterminé et limité par la loi. Si mon activité coopératrice ne dépasse pas ce stade, si je ne confie pas au groupement dont je suis membre le soin de produire ou de transformer ma récolte, je me serai borné à considérer ledit groupement comme une banque de dépôt ou une caisse d'épargne. Je ne saurais prétendre, bien entendu, à bénéficier du résultat des opérations en vue desquelles s'est constituée la coopérative. Et mes espoirs futurs seraient, si j'en avais, pareillement déçus. En effet, le taux de remboursement de mes parts ne dépassera, en aucun cas, leur valeur initiale. L'actif éventuel du groupement sera, à sa dissolution, affecté à une œuvre d'intérêt agricole. En conséquence, est-il possible d'assimiler la part d'intérêt coopérative à la mise en commun génératrice de bénéfices visée par l'article 1832 ? Assurément non.

Mais la récolte, arguera-t-on, n'est-elle pas, elle, mise en commun ? Ne constitue-t-elle pas indubitablement « l'apport » qui sert de base au contrat de société ? Encore une fois, nous répondrons par la négative.

Une discrimination formelle doit en effet être établie entre l'agglomérat matériel des récoltes des adhérents et la mise en commun juridique prévue à l'article 1832. Ces deux formes de réalisation collective procèdent de conceptions directement opposées. La première se propose la suppres-

sion d'un intermédiaire, l'industriel transformateur ; la seconde, au contraire, crée un agent intermédiaire, la société. La première implique la conjonction en fait, mais non en droit, de produits agricoles que le coopérateur ne cesse, dans son esprit, d'individualiser. La seconde entraîne la formation d'une entité distincte dont les constituants ignorent assez souvent le comportement réel, n'en voulant connaître que le seul résultat. Au surplus est-il possible d'identifier la mentalité de l'agriculteur coopérateur à celle du capitaliste sociétaire, quand on entend si souvent l'agriculteur se plaindre que la récolte du voisin est de qualité inférieure à la sienne et que, de ce fait, la mise en œuvre collective risque de lui être préjudiciable ; quand on sait que nombre de coopératives en sont encore à pratiquer la « vente libre », c'est-à-dire à laisser à l'adhérent la faculté de pourvoir, comme il le désire, à l'écoulement de sa récolte transformée. Imaginerait-on un sociétaire du type de l'article 1832 Code Civil accorder, au conseil d'administration de la société dont il est membre, sa confiance et son argent sous réserve d'être admis à procéder lui-même à la vente des produits résultant de l'œuvre sociétaire ?

Aussi bien, l'impossibilité d'assimiler la conjonction des récoltes assurée par voie coopérative à la mise en commun exigée par l'article 1832 découle irréfutablement de l'argument suivant, fourni par un auteur que nous aurons l'occasion de citer plus longuement par la suite, M. Bernard Auger avocat au Conseil d'État et à la Cour de Cassation : il est un cas, — et un seul —, où l'associé fait un apport en remettant sa récolte à la société ; c'est celui de la « Gesellschaft mit beschränkter Haftung¹ » du droit

1. Cf. La société à responsabilité limitée en droit allemand contemporain. Hatt, *Thèse Paris*, 1908. — *Kommentar zum G. m. b. H.* Lieb-

allemand. Or, cette société n'existe pas en droit français.

Aux termes de la loi allemande du 20 avril 1892, révisée par celle du 20 mai 1898, le capital social de la G. m. b. H. est constitué par des apports (Stammeinlage) de chaque sociétaire lequel peut, en outre, être tenu statutairement à des prestations en nature (Nachschüsse), telles que marchandises, fournitures, services, etc. Il y a alors effectivement mise en commun de ces prestations en nature.

Mais le droit français n'offre rien d'analogue. La meilleure preuve en est que la loi française du 7 mars 1925 a créé la société à responsabilité limitée précisément pour combler une lacune de notre législation, devenue particulièrement sensible depuis le rattachement de nos trois départements de l'Est. Comme la loi de 1925 n'a pas imité la loi sur les G. m. b. H. en ce qui concerne les prestations en nature, l'inassimilation a persisté de l'apport coopératif de récoltes et de la mise en commun prévue à l'article 1832 du Code Civil.

Dès lors, de ce que l'un des trois éléments fondamentaux du contrat de société, *la mise en commun d'apports*, fait défaut dans le contrat coopératif agricole, il résulte que la société coopérative agricole n'est pas une « société » au sens attaché à ce mot par le Code. En conséquence, il paraîtrait superflu d'examiner si le contrat coopératif renferme l'autre élément constitutif du contrat de société : la recherche des bénéfices. Cette question nous retiendra néanmoins, ses conclusions étant susceptibles d'importantes répercussions fiscales.

mann, Berlin, 1906. — *Répertoire pratique de droit et de jurisprudence d'Alsace et de Lorraine*, Paris, Recueil Sirey, 1925, p. 593 et suiv. — J. Percerou, *Annales de droit commercial*, 1925, p. 208. — J. Priou, La société à responsabilité limitée en droit allemand, *Revue des Sociétés*, juin 1928.

C) *Si les « sociétés » coopératives agricoles conformes à la loi du 5 août 1920 réalisent des bénéfices.*

Quel est le sens juridique exact de l'expression « bénéfice » dont fait état l'article 1832 Code Civil : «... dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter » ?

« Que doit-on entendre au juste par ces mots ? » demande le *Traité de droit commercial* de MM. Thaller et Percerou qui les commente en ces termes : « On les interprète souvent de la façon la plus stricte et l'on déclare qu'une société ne peut se constituer qu'en vue d'un partage de profits pécuniaires, c'est-à-dire d'une distribution d'argent. Cette opinion est trop étroite et du reste en désaccord avec la dernière jurisprudence. Des arrêts les plus récents paraît bien se dégager cette idée, économiquement exacte et conforme à la tradition (Planiol, II, n° 1990) que le bénéfice caractéristique de la société n'est pas nécessairement formé par une somme d'argent, par des espèces à partager, et l'on a même voulu en tirer le principe que le bénéfice « peut résulter de tout avantage économique, de tout profit patrimonial au sens le plus large, à la seule condition que ce profit ait un caractère positif et ne consiste pas uniquement en une garantie contre une perte éventuelle... »

« On comprendrait même que l'on étendît davantage encore la notion de bénéfices, qu'on y fit rentrer tout avantage patrimonial quelconque, fût-il négatif, et dût-il résulter seulement d'une garantie contre les pertes éventuelles... La jurisprudence cependant se refuse à aller aussi loin et aujourd'hui encore elle tient que l'expression « bénéfices » ne doit s'entendre que d'un gain (non plus nécessairement, il est vrai, pécunaire, mais du moins matériel, c'est-à-dire procuré en nature) d'un gain en tout cas « qui ajoute à la fortune des

associés¹ ». (Civ. Cass., 4 août 1909. D. 1910, I, 153 ; Cass., chambres réunies, 11 mars 1914. D. 1914, I, 259.) »

Analysant ces décisions jurisprudentielles, le Traité ajoute en note (p. 181) : « D'après ces textes, une société coopérative à capital variable, dite « caisse rurale », qui a pour seul but de procurer à ses adhérents, à un taux aussi réduit que possible, le crédit nécessaire à leur exploitation et non la réalisation et le partage des bénéfices, n'a pas le caractère d'une société. »

Qu'est-ce à dire ? Pour fixer les idées, imaginons des vignerons créant une caisse coopérative rurale qui leur procurera « à un taux aussi réduit que possible, le crédit nécessaire à leur exploitation ». Ils vont pouvoir de la sorte améliorer leurs techniques, partant, obtenir des produits plus rémunérateurs ; un pas de plus, et ils « façonnent » eux-mêmes leurs récoltes pour économiser sur les frais de transformation. Au surplus, nos vignerons restent parfaitement libres d'adopter le mode de travail, isolé ou en commun, qui répond le mieux à leurs goûts ou à leurs intérêts. Le gain que retirent nos vignerons d'une telle pratique, proclame la Cour de Cassation, n'est pas une réalisation de bénéfices. Or, une « société » coopérative vinicole est-elle autre chose que ce groupement de vignerons qui collaborent pour faire l'économie de l'industriel transformateur et minimiser leurs frais généraux ?

Aussi bien, on relève dans la jurisprudence administrative des décisions non moins formelles à cet égard que celle précitée de la Cour de Cassation. C'est ainsi que le Conseil d'État a jugé en plusieurs arrêts, — que nous étudierons plus longuement dans le même chapitre pour définir la nature exacte du contrat coopératif — qu'une « société »

1. 8^e édition, p. 180.

coopérative agricole se conformant à son but statutaire dans les conditions prévues par la loi de 1920 « *ne saurait être regardée comme réalisant personnellement des bénéfices.* »

Conclusion : des trois éléments dont la coexistence est suffisante et nécessaire pour constituer la société définie à l'article 1832 du Code Civil, deux font défaut dans nos « sociétés » coopératives : d'une part la mise en commun de quelque chose, d'autre part la réalisation et le partage des bénéfices. Il en résulte que ces « sociétés » coopératives ne sont pas, juridiquement, des sociétés.

Quel est l'intérêt d'une telle énonciation, purement négative, objectera-t-on peut-être. Elle nous servira à contester, nous le verrons plus loin, le bien-fondé de certaines prétentions fiscales ou de certaines décisions jurisprudentielles. Quoi qu'il en soit, plutôt que de savoir ce que le contrat coopératif n'est pas, on préférerait évidemment connaître ce qu'il est. Plus exactement, étant donné qu'il n'est pas cité par le Code, qu'il est, diraient les romanistes, un contrat « innommé », à quel contrat explicité peut-il être identifié ou comparé ?

Nous nous proposons de montrer que le lien juridique unissant coopérateurs et groupement n'est autre chose qu'un *mandat gratuit*.

L'assimilation de ces deux contrats a été exposée, pour la première fois semble-t-il, par MM. Bernard Auger et Alexandre Souriac, avocats au Conseil d'État et à la Cour de Cassation. C'est à l'occasion d'arrêts, rendus par le haut tribunal administratif sur pourvois concernant des coopératives agricoles, que ces deux juristes ont été amenés à exposer leur sentiment en la matière.

Un arrêt du Conseil d'État du 14 décembre 1928, assu-

jettissant une coopérative agricole à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux sous le prétexte qu'elle accomplit en son nom propre des actes donnant lieu à l'application dudit impôt, soulève, de la part de la *Revue des Sociétés* (1929) dont le rédacteur en chef est M. Bernard Auger, des objections extrêmement sérieuses que nous reproduisons, ci-après, en partie : « Nos coopératives, y est-il dit, ne sont au vrai que des groupements d'agriculteurs réunis pour traiter eux-mêmes industriellement leurs produits et les vendre, après transformation, plutôt que de les vendre bruts à un commerçant ou à un industriel quelconque... Ces groupements sont donc les agents de leurs membres ; il intervient entre eux un contrat par lequel lesdits groupements s'engagent : 1° à transformer les produits de leurs adhérents, à prix coûtant ; 2° à vendre les résultats de l'opération au compte de l'adhérent. Jamais ils n'agissent pour leur propre compte ; ils ne sont que des intermédiaires non salariés, des commissionnaires gratuits, ayant assumé non seulement la vente mais encore la transformation des produits de leurs commettants, avec les intérêts de qui leurs intérêts se confondent... »

Dans sa brochure « Les Sociétés Coopératives Agricoles¹ », M. Bernard Auger explique le mécanisme de ce contrat de mandat gratuit : « Il intervient (donc) entre la société et son adhérent un contrat complexe : *contrat de dépôt et de façon*, d'un côté ; *commission de vente*, de l'autre côté. »

C'est la même thèse du mandat gratuit qu'a exposée M. Alexandre Souriac dans son rapport au congrès national des syndicats agricoles de 1929, après avoir d'ailleurs fait remarquer qu'elle est contenue — à tout le moins implici-

1. Librairie des juris-classeurs, éditions. Godde, Paris, 1929.

tement — dans plusieurs décisions du Conseil d'État. Un arrêt du 22 février 1924 (Lebon, 1924, p. 212) est en effet libellé comme suit : « Ministre des Finances contre Société X... Considérant que la Société X... qui est constituée sous forme de société coopérative de production se borne, conformément à son but statutaire, à fabriquer et à vendre du beurre, de la crème et d'autres produits obtenus avec du lait provenant exclusivement des exploitations agricoles de ses adhérents ; que, par application de ses statuts, l'intégralité du produit de ses ventes est répartie entre ceux-ci au prorata des fournitures effectuées par eux, après prélèvement des sommes nécessaires pour payer les frais généraux de la société et l'intérêt des emprunts contractés par elle ; *que, dans ces conditions, ladite société ne saurait être regardée comme réalisant personnellement des bénéfices*¹ ; que dès lors... » (maintien de la décharge de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux). De même, l'arrêt du 15 juin 1928 (Lebon, 1928, p. 759) : « Ministre des Finances contre Société coopérative de propriétaires forestiers de X... Considérant que les produits nets sont répartis chaque année au prorata des quantités de gemmes apportées par les adhérents ; qu'il ne résulte pas de l'instruction que la société ait constitué des réserves au delà du chiffre nécessaire à son fonctionnement ; qu'elle s'est bornée à traiter les produits résineux de ses adhérents ; *que, dans ces conditions, elle ne saurait être regardée comme réalisant personnellement des bénéfices*¹, et qu'elle est par suite fondée à demander décharge de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux... »

Commentant, dans son rapport, la décision précitée du

1. Souligné par nous.

22 février 1924, M. Souriac s'exprime en ces termes : « Cet arrêt... fait une exacte application du principe que l'exemption doit profiter à la coopérative à raison de son organisation, de son caractère juridique, et non des opérations auxquelles elle se livre. Il importe peu, nous dit-il, de rechercher la nature de celles-ci ; l'exemption tient au fait qu'une société ainsi constituée ne réalise pas de bénéfice pour elle-même. En somme, si la coopérative, bénéficiant de la personnalité juridique, a de ce fait, une existence distincte de celle de ses membres, *elle ne constitue néanmoins qu'un mandataire gratuit*¹, chargé de la gestion de leur intérêt commun et à qui les mandants remboursent simplement les sommes et frais qu'il supporte pour l'accomplissement du mandat, comme l'autorise l'art. 1999 C. Civ. : intérêt des emprunts, dépenses d'exploitation, sans qu'il ait aucun droit aux bénéfices. »

Ainsi donc, l'analyse précise du contrat coopératif conduit à assimiler celui-ci à un mandat gratuit. Telle a été, au surplus, l'opinion du législateur quand elle a eu l'occasion de se manifester. Nous lisons en effet, dans le rapport déjà cité de M. Baudouin-Bugnet, député, sur le projet de loi n° 5034 déposé le 28 mai 1931 en vue de fixer le statut des coopératives agricoles, « qu'en vérité, le Conseil d'État s'inspirait très judicieusement de la notion juridique du « mandat gratuit » en admettant qu'une société coopérative bénéficiant de la personnalité juridique avait, de ce fait, une existence distincte de celle de ses membres, mais qu'elle ne constituait néanmoins qu'un mandataire gratuit chargé de la gestion de leurs intérêts communs et auquel les mandants avaient à rembourser simplement les sommes

1. Souligné par nous.

et frais que ledit mandataire pouvait supporter pour l'accomplissement de ce mandat. Dans ces conditions, il est bien certain que le mandataire ne réalisait personnellement aucun bénéfice et ne pouvait être assujéti ni à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ni, par voie de conséquence, à la taxe sur le chiffre d'affaires ».

Mais alors, on se demandera peut-être pourquoi le Conseil d'État a cru devoir, postérieurement aux arrêts sus indiqués, modifier son interprétation. Ce changement de jurisprudence, répondrons-nous, procède de raisons, non juridiques, mais fiscales. L'Administration des Finances imagine, en effet, quand les tribunaux lui eurent opposé le caractère de mandataire gratuit revêtu par les coopératives agricoles, de fonder sa demande sur un prétendu caractère industriel qu'elle décelait dans les opérations desdits organismes. Ce critérium d'imposition fut alors adopté par le Conseil d'État. Mais il est clair que cette jurisprudence « nouvelle manière » n'infirme en rien les bases de la jurisprudence « première manière ». Le fisc était à l'affût, — c'est son rôle, — de la matière imposable. Il a cru la trouver par un argument ingénieux, — mais non fondé, ainsi que nous le verrons plus loin, — d'analogie. Le haut tribunal, en imposant les coopératives du fait de leur « industrialisation », n'a pas renié ses précédents arrêts. Mandataires gratuits étaient, proclamait-il, les coopératives; mandataires gratuits elles restent, bien que dorénavant pénalisées pour crime de progrès technique.

Nous ne serions pas complet si, — abstraction faite évidemment des thèses trop simplistes qui, fortes de vérités révélées, rejettent en bloc l'instrument coopératif, — nous omettions de citer certaines critiques faites à cette théorie du mandat gratuit.

C'est ainsi que M. Alfred Nast, membre du Conseil supérieur de la Coopération, estime dans sa brochure « Les coopératives agricoles devant l'impôt »¹ que cette notion lui paraît « dangereuse, à cause des restrictions dont elle porte le germe.

« Ceux-là mêmes qui veulent réduire le rôle de la coopérative à celui d'un simple mandataire agissant gratuitement déclarent que leur système oblige la collectivité à limiter ses réserves². »

« C'est, d'autre part, en faisant une stricte application de la théorie du mandat que l'administration a pu prendre une mesure fâcheuse pour les coopératives vinicoles et cidricoles à propos de la taxe à la production (arrêté du Ministre du Budget, en date du 1^{er} mai 1930, art. 4, alinéa 5) : les dispositions relatives à l'exemption de la taxe unique leur sont applicables, non seulement à condition que leurs opérations portent exclusivement sur les produits de la récolte de leurs adhérents, mais encore sous réserve que l'expédition sera faite par congé individuel *au nom du récoltant*. »

Les raisons invoquées par M. Nast, bien que procédant

1. Édition des *Cahiers de la Coopération et du Crédit Agricole*, 1931, Paris, 8 et 10 rue d'Athènes.

2. Dans un article de *L'Association Agricole* (organe de la Confédération Nationale des Associations Agricoles), en date du 11 juin 1929, M. Nast exprime la crainte que la limitation des réserves ne serve de prétexte « aux tracasseries du fisc ». « L'Administration prétendra rechercher dans chaque coopérative en particulier si les réserves constituées ne sont pas excessives. L'arbitraire jouera de nouveau, comme actuellement quand il s'agit d'apprécier si telles ou telles opérations rentrent bien dans le cadre normal des exploitations agricoles ». Son opinion se fonde notamment sur un arrêt du Conseil d'Etat du 15 juin 1928, que nous avons cité plus haut, déchargeant de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux une coopérative de résiniers pour plusieurs motifs, dont celui-ci : « qu'il ne résulte pas de l'instruction que la société ait constitué des réserves au delà du chiffre nécessaire à son fonctionnement. »

d'une louable intention, ne nous paraissent pas convaincantes. Car, que l'on admette ou non la théorie du mandat gratuit, l'Administration des Finances pourra toujours, si elle est d'humeur chicanière, contester le bien-fondé de tel ou tel chiffre de réserves.

Les textes relatifs à la constitution des réserves sont en effet rédigés en termes très généraux. Le décret du 9 février 1921 (art. 19) se borne à indiquer que « les statuts doivent spécifier expressément :

... 4° Les dispositions prévues pour la constitution d'une réserve spéciale à prélever sur les excédents annuels de recettes, en vue de l'amortissement du montant des avances reçues ;

5° Que les excédents annuels, déduction faite des charges, amortissements, intérêt du capital, frais généraux et réserve légale, etc., etc., ne pourront être répartis, s'il y a lieu, entre les sociétaires, que proportionnellement aux opérations faites par eux avec la société ».

Nous reconnaissons volontiers qu'il est désirable de laisser aux coopératives la faculté de constituer des réserves suffisantes pour parer à des aléas de fonctionnement toujours possibles, principalement dans l'état mouvant des conditions économiques actuelles. Qu'il soit difficile de fixer à l'avance le chiffre de ces réserves, que le fisc soit tenté de vouloir considérer ces réserves comme un capital destiné à des fins non conformes, nous ne le contestons pas davantage. Mais nous ne voyons pas comment on pourrait obvier à ces difficultés simplement en rejetant la notion de mandat gratuit. Nous craignons fort que, quelle que soit la définition du contrat coopératif adoptée, les prétentions du fisc ne restent inchangées. Et là-contre il n'est d'autre remède qu'une disposition législative formelle. Au surplus, le fait

que l'Administration des Finances ait subordonné, en 1930, l'exonération de taxes sur les boissons à l'expédition des produits du récoltant effectuée sous son nom n'est qu'une mesure vexatoire que les coopératives n'eussent certainement pas évitée par la simple répudiation de l'idée de mandat gratuit...

CHAPITRE IV

NOS ORGANISMES COOPÉRATIFS SONT-ILS CIVILS OU COMMERCIAUX ?

Nous pensons avoir démontré, dans le précédent chapitre, que nos organismes coopératifs ne constituent pas des sociétés. Notre argumentation s'est fondée, en partie, sur une jurisprudence administrative dont, cependant, nous avons dû constater le revirement récent. De celui-ci la raison doit être recherchée, avons-nous dit, dans l'intention délibérée du Conseil d'État d'assujettir à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux les coopératives agricoles qui en étaient exemptes de par la théorie du mandat gratuit. Or ledit impôt a été établi, aux termes de l'article 2 de la loi du 31 juillet 1917, « sur les bénéfices des professions commerciales et industrielles ». L'administration des Finances et le haut tribunal administratif proclament de la sorte le caractère commercial de nos groupements. Un tel point de vue, s'il est fondé, entraîne pour nos groupements des conséquences particulièrement graves : les unes d'ordre fiscal, les autres procédant de l'intérêt qui s'attache à la distinction des actes de commerce et des actes purement civils. Réservant pour un chapitre ultérieur l'étude détaillée du régime fiscal de nos coopératives, nous nous proposons de discuter présentement la thèse de leur commercialité qui, de 1925 à 1935, a été contre elles

invoquée par le fisc et retenue par le Conseil d'État.

La différenciation de l'acte de commerce et de l'acte purement civil se manifeste, dans la vie juridique, en de nombreuses occasions dont nous nous bornerons à rappeler les principales. En ce qui concerne, d'abord, les obligations, l'acte de commerce se caractérise par des règles très spéciales. Le droit commercial :

Édicte, en matière de preuves, des facilités beaucoup plus grandes que celles prévues par les articles 1341 et suivants C. Civ. L'article 109 C. Com. admet la preuve par témoins ou par simples présomptions, quelle que soit l'importance du litige (sauf exceptions rares) ;

Simplifie, en ses articles 91 et 98, les dispositions des articles 2074 et suiv. C. Civ. relatives au gage ;

Réduit, en général, les délais de prescription ;

Supprime les formalités des articles 1325 et 1326 C. Civ. visant la rédaction des actes sous seings privés ;

Fixe le taux de l'intérêt légal à 4 p. 100 au-dessus de celui de l'intérêt en matière civile ;

Réglemente de très nombreuses modalités de l'activité commerciale (fonds de commerce, propriété commerciale, etc...).

En outre, la compétence et la procédure du droit commercial dérogent fréquemment à celles du droit commun. Les litiges nés d'actes commerciaux sont déférés, en principe, à des juridictions spéciales, les tribunaux de commerce, qui suivent une procédure d'exception, prévue aux articles 414 et suiv. du Code de procédure civile. La clause compromissoire n'exige pas l'observation des prescriptions de l'article 1.006 C. proc. civ. De plus, certaines sanctions sont particulières au droit commercial : liquidation judiciaire, faillite, pénalités en matière de concurrence déloyale, de

fraudes alimentaires, de faux en écritures de commerce ou de banque, etc... Enfin les personnes qui ont pour profession de faire des actes de commerce bénéficient, d'une part, de droits particuliers (électorat et éligibilité aux tribunaux de commerce, aux chambres de commerce) ; sont astreints, d'autre part, à l'obligation de tenir des livres, de se conformer à des formalités de publicité, telles que l'inscription au registre du commerce, sans préjudice de l'assujettissement à certaines prescriptions visant telle ou telle profession.

La question se pose dès lors de savoir si les coopératives agricoles de production, de transformation et de vente font acte de commerce. Plus simplement, compte tenu de ce que ces organismes, d'une part, s'identifient intégralement aux membres qui les composent, d'autre part ne font d'autres opérations que celles effectuées séparément par chacun desdits membres, il suffit d'examiner si un agriculteur isolé fait acte de commerce en produisant, transformant ou vendant des denrées de son cru. Le problème se ramène donc, en dernière analyse, à rechercher si l'acte agricole est susceptible, par certaines de ses manifestations, d'être assimilé à l'acte de commerce.

Il convient donc de donner, de ces deux actes, la définition précise. Malheureusement l'acte agricole ne fait, quant à sa nature, l'objet d'aucune disposition légale. De là vient toute la difficulté du sujet.

En ce qui concerne l'acte de commerce, l'article 632, alinéas 1 et 2, du Code de Commerce s'exprime comme suit : « La loi répute actes de commerce : tout achat de denrées et marchandises pour les revendre, soit en nature, soit après les avoir travaillées et mises en œuvre, ou même pour en louer simplement l'usage. » Le Répertoire pratique

Dalloz commente cet article en ces termes : « Ces actes sont de natures très diverses, mais, en général, ils offrent ce caractère commun d'être opérés dans un but de spéculation, c'est-à-dire en vue d'en tirer un bénéfice, et non pas seulement la satisfaction de simples convenances ou de nécessités personnelles. C'est là le trait dominant qui pourrait servir à définir l'acte de commerce. »

A la question de savoir si l'énumération faite à l'article 632 est simplement énonciative, un arrêt de la Cour de Cassation (Civ. 15 mai 1815, R. 248) a répondu par la négative, stipulant que « les articles 632 et 633 contiennent la nomenclature entière et complète de tous les faits qui, seuls, peuvent être considérés comme des actes de commerce ; en conséquence les faits non compris dans ces articles sont étrangers au commerce, et, dès lors, ne peuvent être regardés comme des actes de commerce proprement dits ». Une telle doctrine paraît toutefois trop absolue au Répertoire et, en tout cas, n'ayant pas prévalu, car, dit-il, « on s'accorde pour attribuer le caractère commercial à plusieurs actes qui ne sont pas visés dans l'article 632, *tels que* le louage en vue de sous-louer, la revente des objets achetés pour être revendus, les entreprises de constructions terrestres, les assurances terrestres ».

A la faveur du « *tels que* », que nous avons souligné à dessein, ne peut-on inclure l'acte agricole dans la liste implicite des actes de commerce ? Non, répond le Répertoire, car l'extension précitée ne se justifie « que par l'analogie qui existe entre ces actes et certains d'entre eux qui sont visés expressément par la loi. Là où une telle analogie fait défaut, la commercialité de l'acte ne peut être admise. Comme le dit un arrêt (Angers, 13 février 1877, D. P. 77, 2, 172), il ne suffit pas, pour qu'un acte soit réputé com-

mercial, qu'il soit accompli dans un but de spéculation ; il faut aussi qu'il rentre, *au moins virtuellement*, dans la catégorie de ceux qui ont été qualifiés commerciaux par le législateur ».

En ce qui concerne spécialement l'exploitation agricole, le Répertoire s'exprime ainsi : « L'exploitation du sol n'a en elle-même rien de commercial ; en conséquence ceux qui vendent les produits des fonds de terre dont ils sont propriétaires ou fermiers, ou qu'ils cultivent à un titre quelconque, ne font pas un acte de commerce. La non-commercialité de la vente des produits de la terre par ceux qui les tiennent de leur travail agricole résulte, d'ailleurs, de la disposition formelle de l'art. 638 C. Com. qui exclut de la compétence des tribunaux de commerce « les actions intentées contre un propriétaire, cultivateur ou vigneron, pour vente de denrées provenant de son cru ». (Civ. 2 brumaire an V, R, 136 ; Liège, 21 janvier 1813, R, 138 ; Civ. 14 janvier 1820, R, 33 ; Bourges, 8 février 1847, D. P. 47, 2, 150 ; Bruxelles, 15 mars 1851, D. P. 51, 5, 89 ; Besançon, 6 avril 1859, D. P. 59, 5, 71 ; 14 mai 1859, D. P. 60, 5, 61 ; Req., 26 juin 1867, D. P. 67, 1, 424 ; Paris, 25 juillet 1874, D. P. 76, 5, 243 ; Bruxelles, 18 mars 1879, D. P. 84, 2, 99 ; Pau, 4 février 1884, D. P. 85, 2, 249, et la note 3 ; Aix, 29 juin 1899, D. P. 99, 2, 438 ; Lyon, 5 juillet 1900, D. P. 1901, 2, 164.)

« La jurisprudence a fait de nombreuses applications de ce principe, Ainsi ne fait pas acte de commerce :

Le cultivateur qui vend le miel et la cire provenant de ses ruches (Cons. d'Et., 12 août 1859, D. P. 62, 3, 267 ; 19 décembre 1861, D. P. 62, 5, 234) ;

Le propriétaire qui vend ses bois (Poitiers, 2 décembre 1907, D. P. 1908, 2, 88) ;

Le jardinier pépiniériste qui vend des arbres provenant

de sa pépinière (Colmar, 17 juin 1809, R. 137; Metz, 4 août 1819, R. Com. 39; Toulouse, 12 juillet 1839, D. P. 45, 2, 58; Cons. d'Ét. 24 août 1832, 31 juillet 1833 et 14 juillet 1838, R. Pat. 254);

Celui qui vend des champignons cultivés par lui-même dans des caves et sur des fumiers recouverts de terreau (Orléans, 27 avril 1860, D. P. 61, 2, 80; Trib. Com. Seine, 10 novembre 1874, D. P. 74, 5, 6; Paris, 2 mars 1875, Journal des Trib. de Com., 1876, p. 41 et S. 113;

Celui qui se livre à l'industrie des vers à soie au moyen de feuilles de mûrier qu'il cultive (Cons. d'Ét., 14 juillet 1838, R. Patente 245; Nîmes, 25 août 1847, D. P. 47, 4, 5)... »

Les décisions les plus récentes n'ont fait que consacrer la constance de la jurisprudence. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Cassation du 30 novembre 1931 (Civ. D. H. 83) déclare que la vente des produits d'un fonds rural par le propriétaire, fermier ou cultivateur de ce fonds, constitue un acte civil; que la juridiction commerciale est incompétente rationæ materiæ pour connaître des litiges auxquels peut donner lieu une vente de cette nature.

Au surplus, la non-commercialité de l'acte agricole n'est-elle pas formellement énoncée par le Code de Commerce lui-même en un article suivant de près l'article 632 susmentionné? L'article 638 stipule en effet que « ne seront point de la compétence des tribunaux de commerce les actions intentées contre un propriétaire, cultivateur ou vigneron, pour vente de denrées provenant de son cru ». La question qui nous occupe n'est-elle pas, dès lors, définitivement résolue? On serait tenté de répondre par l'affirmative puisque le texte précité confère le caractère civil à la vente des produits agricoles, quelle que soit cette vente, quels que soient ces produits.

En réalité, la complexité du problème demeure, parce que l'article 632, en son deuxième alinéa, commercialise toute entreprise de manufacture. De sorte que, pour certains, l'acte agricole doit être jugé non pas d'après son origine, mais en fonction de son résultat. Celui-ci est-il médiocre? L'acte reste agricole. Une technique plus évoluée le rend commercial. L'agriculteur, éternel parent pauvre!...

S'agissant de la vente du produit agricole brut ou peu ouvré, la doctrine considère unanimement — ou presque¹ — que l'opération n'est pas commerciale.

1. Les *Principes de Droit Commercial* de MM. Jean Escarra, Edouard Escarra et Jean Rault (Paris, 1934), estiment que la production agricole, même non suivie de transformations, revêt le caractère commercial quand il s'agit « de vastes exploitations agricoles, au chiffre d'affaires très élevé, sur lesquelles travaille un peuple de salariés, de gérants comparables à des directeurs d'usines, où se rencontrent une comptabilité aussi minutieuse que celle d'une entreprise industrielle, l'emploi d'une technique financière spéciale, une organisation commerciale de la vente, la recherche de débouchés, la publicité, etc... ».

Il nous a paru intéressant de dénombrer ces « vastes exploitations agricoles... sur lesquelles travaille un peuple de salariés... »

Nous extrayons de l'*Annuaire statistique*, dressé par la Statistique Générale de la France (50^e vol., 1934, p. 128), les renseignements ci-après :

FORÊTS ET AGRICULTURE								
Etablissements classés d'après le nombre des employés et ouvriers.								
Ensemble.	Aucun salarié.	1 à 5	6 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 500	plus de 500
1 ^o Nombre des établissements.								
2.421.933	1.341.112	1.048.715	23.885	5.754	2.200	240	26	1
2 ^o Personnel des établissements (employés et ouvriers).								
2.126.206		1.790.818	169.705	31.071	64.893	15.617	3.522	570

Il ressort de ce tableau que 54 p. 100 des exploitations agricoles et forestières n'emploient aucun salarié, que 43 p. 100 emploient de 1 à 5 salariés (soit un total de 93 p. 100), et que 3 p. 100 seulement des établissements utilisent une main-d'œuvre dépassant 10 ouvriers. (A noter que l'unique établissement employant plus de 500 salariés a une situation toute spéciale : il s'agit des champs d'épandages de la Ville de Paris.)

« La vente cesse d'être un acte de commerce, expose le *Traité de Droit Commercial* de MM. Thaller et Percerou (8^e édition, p. 16), lorsqu'elle n'a pas besoin d'un achat comme première partie. Il y a des personnes qui vendent des produits sans avoir à les acheter. L'opération demeure civile. Le cultivateur, propriétaire ou fermier, qui vend sa récolte, ses blés, ses produits d'industrie maraîchère, n'accomplit pas un acte de commerce. Il n'est pas commerçant. »

De même, le *Traité de Droit Commercial* de MM. Lyon-Caen et Renault (5^e édition, p. 146), qui cependant, nous allons le voir, commercialise la transformation des produits agricoles — reconnaît que « notre législation a toujours considéré que l'agriculteur n'est pas un intermédiaire, qu'il reçoit directement de la nature ce qu'il vend, en un mot qu'il ne revend pas. En généralisant cette idée, il faut dire que le caractère commercial n'appartient pas aux actes de ceux qui se bornent à mettre en valeur les produits du sol ou de la nature ».

En ce qui concerne, au contraire, la transformation des produits agricoles, la doctrine est partagée.

Une première école estime, en se fondant sur les termes très généraux de l'article 638 C. Com., que le produit agricole, quelque transformé qu'il soit, ne devient commercial qu'une fois entré dans la *circulation*. C'est cette théorie de la circulation qu'invoquent MM. Bonfils (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1892, p. 436 et suiv.), Ripert (*Essai sur la vente commerciale*, p. 87 et suiv.), Thaller et Percerou (*Traité de Droit Commercial*, 8^e édition, p. 17 et 18), Palmade (*Revue politique et parlementaire*, octobre 1925). Pour ces auteurs, la mise en œuvre des denrées agricoles ne peut être qualifiée de manufacture au sens

de l'article 632. « Cette modalité donnée au produit dans des usines adjointes à l'exploitation foncière n'entraîne point la commercialité : elle laisse l'entreprise gouvernée par le droit civil dans toutes ses parties. Il n'en serait différemment que si l'exploitant traitait, outre ses produits, d'autres produits semblables achetés par lui à autrui... Ces solutions s'accordent avec la notion de circulation. Le produit reçoit une forme appropriée à son débouché de la part du producteur lui-même avant d'entrer dans le commerce. L'industriel n'ayant pas eu à acheter, le droit civil lui est applicable. » (Thaller et Percerou, *op. cit.*, p. 18.) — « Ces solutions de droit privé cadrent parfaitement avec la notion de circulation des produits envisagée comme caractéristique de la commercialité. On peut se souvenir à cet égard que l'idée de trafic est apparentée étroitement de par son étymologie même à celle de trajet, *trajecticium*, de circulation par conséquent. Quand l'agriculteur se borne à traiter les produits de sa récolte, il n'achète pas pour revendre, il ne s'entremet pas dans la circulation des produits, les opérations restent du domaine du droit civil. Quand il achète au contraire d'autres produits pour les transformer en vue d'une revente, il s'entremet dans l'opération ; l'opération ressort du domaine du droit commercial. » (Maurice Palmade, *op cit.*)

Une autre école, au contraire, considère que le caractère commercial apparaît à un certain stade de la transformation du produit agricole. C'est ainsi que MM. Lyon-Caen et Renault (*op. cit.*) estiment « à la fois plus conforme aux dispositions des articles 632 et 638, 1^{er} alinéa, Code de Commerce, et plus rationnel, de distinguer suivant le caractère principal ou accessoire de l'exploitation industrielle par rapport à l'exploitation du sol. Si la transformation n'est

qu'un moyen de faire valoir les produits du fonds, par exemple en convertissant du blé en farine, des olives en huile, l'exploitation conserve son caractère civil. Si, au contraire, la main-d'œuvre a une importance considérable, exige l'emploi de machines et de nombreux ouvriers, la spéculation porte principalement sur la transformation des produits du sol, et, si ceux-ci n'ont qu'une valeur accessoire par rapport au résultat de la fabrication, il y a entreprise de manufacture ».

Quant à la jurisprudence, elle présente un curieux balancement de décisions, influencées les unes par la théorie de la circulation, les autres par celle de l'accessoire, cette dernière ne laissant pas de conduire à des solutions souvent contradictoires.

On relève, en effet, dans un arrêt de la Cour de Douai du 22 juillet 1830 (R. 161), que la fabrication du sucre de betteraves ressortit au droit civil, attendu qu'elle « n'a été de la part de V. L. qu'un accessoire de son exploitation rurale et un moyen de tirer un meilleur parti des fruits de ses propres terres — qu'il n'a donc pas fait une entreprise de manufacture dans le sens de l'article 632 du Code de Commerce — qu'il n'est pas devenu commerçant ».

Or un arrêt de la même Cour, en date du 3 avril 1871 (R. 161) déclarait commerciale une fabrication de sucre de betteraves, sous prétexte cette fois qu'elle constituait l'objet principal de l'exploitation.

De même encore, si un arrêt de la Cour d'Aix (28 juin 1899, Sirey 1900, 2, 167) considère « que le fait de transformer en rhum une partie du résidu de ses récoltes de cannes à sucre et de se procurer les matières, en petite quantité d'ailleurs, qui sont indispensables pour opérer cette transformation, ne peut faire perdre à C. sa qualité de proprié-

taire et lui imprimer celle de commerçant ou d'industriel, une semblable manipulation étant pour lui le seul moyen d'utiliser ces sortes de produits », la Cour de Cassation (Req. 4 février 1925, D. H. 138) a jugé comme ayant la qualité de commerçant le propriétaire d'un fonds qui en fait transformer et façonner les produits en vue de leur vente pour une exploitation qui, « en raison de son importance, est devenue une entreprise commerciale ».

Mais c'est surtout dans la jurisprudence administrative qu'il est fait état de la thèse de l'accessoire.

Les décisions les plus anciennes proclament le plus souvent le caractère non commercial de la transformation des denrées agricoles. C'est ainsi que le Conseil d'État répute comme ne faisant pas acte de commerce :

Le propriétaire, cultivateur ou vigneron qui vend ses denrées, non telles qu'elles ont été récoltées, mais après avoir été travaillées, si ce travail n'est qu'un accessoire de son exploitation rurale (5 juin 1845, R. p., 244);

Le propriétaire qui vend ses bois débités en planches ou en traverses de chemins de fer ou convertis en charbon (5 septembre 1846, R. P., 244; 24 mai 1864, D. P. 64, 2, 116); ... alors même qu'il ferait usage d'une scierie mécanique (25 juin 1857, D. P. 58, 3, 28; 29 juillet 1857, *ibid.*).

Le propriétaire qui convertit ses raisins en vin (10 août 1844, 5 juin 1845, 20 février 1846, R. 244; 25 mai 1850, D. P. 52, 5, 402); les produits de son fonds en huile ou en eau-de-vie (5 juin 1845, R. 244); son lait en fromage (13 août 1852, D. P. 53, 3, 11).

Par contre, le haut tribunal administratif dénie la qualité d'agriculteur,

En matière de contribution foncière des propriétés bâties (dont sont exemptés les bâtiments ruraux par l'article 85 de la loi du 3 frimaire an VII), au cultivateur :

Qui fabrique « de l'esprit de betteraves au moyen d'un outillage fixé au sol, comprenant une machine à vapeur de huit chevaux

et un générateur ayant douze mètres cubes de capacité » (30 avril 1880, D. P. 1881, 3, 6) ;

Ou qui soumet à la distillation, au moyen d'un outillage dont une partie est fixée au sol, les eaux qui ont servi à cuire les betteraves provenant de ses terres et destinées à la nourriture de ses animaux (9 décembre 1887, D. P. 5, 131) ;

Ou qui procède à la distillation de son vin, cette opération présentant le caractère d'une fabrication industrielle (6 décembre 1918, Lebon, p. 4109) ;

Ou qui a aménagé un local en vue de la distillation du vin et de l'eau-de-vie au moyen d'un outillage fixé au sol et comprenant deux alambics avec générateur à vapeur (1^{er} août 1924, Lebon, p. 765) ;

En matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de taxe sur le chiffre d'affaires à celui :

Qui opère la distillation des betteraves provenant de sa récolte, cette opération ne pouvant être considérée comme n'étant que l'accessoire ou le prolongement normal des travaux de culture, étant donné le nombre des ouvriers employés, l'importance des installations, des bâtiments et du matériel (4 décembre 1925, Lebon, p. 976) ;

Qui n'emploie que des pommes de terre provenant de sa récolte dans une féculerie annexée à son exploitation agricole (même motif que supra, 4 décembre 1925, Lebon, p. 977) ;

Qui procède à la distillation des betteraves provenant de ses récoltes, cette fabrication présentant le caractère d'une fabrication industrielle (2 juillet 1926, p. 679) ;

Qui transforme des racines de chicorée en cossettes, cette transformation ayant un caractère industriel, même si elle est effectuée par l'agriculteur (12 février 1932, Lebon, p. 173).

Ainsi s'avère de plus en plus la tendance du Conseil d'État à industrialiser les opérations de transformation des denrées agricoles. Le cadre de cette étude ne permet pas d'étudier si cette thèse de « l'industrialisation » est juridiquement fondée ou non¹. Nous nous bornerons à dire qu'elle est d'une appli-

1. Cf. « Définition juridique et fiscale de l'agriculture », rapport pré-

cation singulièrement malaisée, car ses critères sont empiriques autant que mouvants.

Les décisions jurisprudentielles sur la matière font ressortir en effet que l'acte agricole est scruté, s'agissant de le qualifier industriel, sous un double aspect : sa technique, sa destination.

Une technique rudimentaire, routinière et de rendement médiocre, telle est, proclame en substance le Conseil d'État, la première caractéristique de l'acte agricole. Par exemple, un matériel de distillerie, sommaire et amovible, confèrera la qualité d'agriculteur. La fixation au sol d'un alambic, bien que désuet, sera déjà plus suspecte. La mise en œuvre d'un appareillage moderne, à rendement optimum, minimisant les frais de transformation, réduisant le prix de revient sera pénalisée. Être agriculteur, c'est « faire petit » !

La destination du produit agricole sera également recherchée. Si l'agriculteur se contente de livrer ses denrées à l'état brut, il reste agriculteur. S'il les transforme, de deux choses l'une :

Ou il ne leur fait subir qu'un traitement grossier; il se conforme alors à ce que la jurisprudence administrative, — et, qui plus est, la loi (loi du 30 décembre 1928, art. 32 et 33) — appellent, définition savoureuse, « les usages normaux de l'agriculture ».

Ou il tente, par une mise en œuvre plus poussée, de s'affranchir des intermédiaires qui le grèvent et de présenter, au cycle économique de la circulation, des produits plus finis : il perd alors son état d'agriculteur. Être agriculteur, c'est « faire médiocre » !

senté par MM. Lebreton et Salleron à la session générale de la Société des Agriculteurs de France, le 19 janvier 1931.

Mais qui ne voit toute la présomption de s'essayer à différencier l'acte agricole de l'acte industriel à l'aide d'instruments de mesure aussi élastiques que les deux critères précités ? A partir de combien d'ouvriers, de combien de chevaux-vapeur, de quelle année de fabrication du matériel l'acte cesse-t-il d'être agricole ? Que si l'on se réfère à la destination du produit, à quel stade de la transformation est-on en deçà, à quel stade en delà de la frontière industrielle ?

En définitive, nous estimons, quant à nous, que la théorie de l'industrialisation présente ce vice grave de laisser le producteur agricole dans l'ignorance totale des obligations qui peuvent l'atteindre. Le remède, demandera-t-on. Tout simplement, substituer à un critère technique inacceptable un critère juridique déjà existant, celui de l'article 632 du Code de Commerce, à savoir que l'agriculteur reste tel, avec ses devoirs et ses droits, tant que les denrées qu'il produit ou met en œuvre sont celles de son cru.

*
* *

Dès lors, s'agissant des coopératives agricoles de production, de transformation et de vente, il suffit, semble-t-il, de transposer à ces organismes les solutions appliquées à l'agriculteur isolé. Les opérations de celui-ci restant toujours civiles, civil également doit être, par voie de conséquence, l'objet du groupement coopératif. Ce raisonnement inductif n'est en défaut que s'il est prouvé que ledit groupement est plus que l'ensemble, plus que le prolongement de ses membres. Étant admis que l'adhérent s'adonne à des opérations civiles, la coopérative n'en ferait pas moins des opérations commerciales si elle constituait un tiers pour ses membres. L'acte agricole se commercialiserait alors au

moment où le cultivateur se dessaisirait de son produit en faveur de la coopérative.

Nous avons montré dans le précédent chapitre que ledit groupement n'est que le mandataire gratuit de ses membres. L'objection qu'un mandataire, même gratuit, peut avoir des intérêts distincts de ceux de ses commettants présuppose que le mandataire s'occupe d'opérations concernant non seulement les produits des mandants, mais aussi les produits de non-coopérateurs. Or, la participation de non-coopérateurs à la constitution ou au fonctionnement de l'organisme coopératif est interdite par la loi de 1920. Par suite toute coopérative conforme n'a, ne peut avoir d'intérêts distincts de ceux de ses membres.

Vouloir assimiler la coopérative à la société — civile ou commerciale, — c'est méconnaître absolument la signification du concept coopératif. La doctrine est à cet égard unanime. C'est ainsi que le *Traité de Droit Commercial* de MM. Lyon-Caen et Renault — dont nous avons montré qu'il n'accorde pas cependant le préjugé favorable à l'agriculture transformatrice — énonce (3^e édition, tome II, 2^e partie, 1929) qu'« il n'est pas possible d'attribuer la qualité de sociétés dans le sens étroit et technique du mot aux associations constituées dans le but de réaliser des économies ».

L'arrêt déjà cité de la Cour de Cassation (Chambres réunies) en date du 14 mars 1914 (Dalloz, 1914, I, 257) relatif à une coopérative de crédit n'est pas moins formel. Cet arrêt est en effet motivé comme suit : « Attendu que la caisse rurale de M..., société coopérative de crédit à capital variable, constitue non une société mais une association ; — attendu que... cette caisse n'a été créée que pour procurer à ses adhérents le crédit qui leur est nécessaire pour leurs exploitations ; que les associés ne possèdent pas d'actions, ne font

aucun versement et n'obtiennent pas de dividende ; attendu que cet ensemble de dispositions démontre que le seul avantage ainsi assuré aux associés de la caisse consiste dans la faculté de lui emprunter des capitaux moyennant un taux d'intérêt aussi réduit que possible... (Décide que le jugement attaqué a déclaré à tort que la caisse rurale de M... était une société et non une association.) Substituant aux mots « caisse, crédit et capitaux » les termes « coopérative, denrées et moyens de production ou de transformation », nous tirons de cet arrêt la conclusion qu'il confère le caractère désintéressé à tout groupement coopératif conforme.

Hâtons-nous d'ajouter que la jurisprudence administrative se prononce de tout autre façon que la doctrine et la jurisprudence civile. Plus exactement, le Conseil d'État a témoigné en ces dernières années d'un revirement d'opinion que des fins d'ordre juridique ne suffisent pas à expliquer.

Deux arrêts déjà anciens (Société coopérative de G..., 23 janvier 1907, et Société coopérative des propriétaires forestiers d'A..., 8 janvier et 9 juillet 1909) différencient en effet, à juste titre, les intérêts de la société de ceux des adhérents, attendu, pour l'une que les bénéfices de la société ne sont pas entièrement versés entre les mains des adhérents proportionnellement à leurs livraisons, pour l'autre que ses bénéfices sont répartis par des versements de dividendes aux actions.

De même, un arrêt du 28 mai 1925 (Société sucrière X..., Lebon, p. 529) considère que cette société, en raison du fait que les parts peuvent être cédées à d'autres qu'aux récoltants, doit être regardée comme ayant des intérêts distincts de ceux de ses membres.

Ces décisions sont parfaitement fondées parce qu'il est contraire à la stricte observance coopérative de distribuer

des dividendes, de céder des parts à des non-adhérents, de conserver des bonis, etc.

De même, et a contrario, le Conseil d'État témoigne d'une exacte compréhension du concept coopératif par les arrêts ci-après rendus à l'égard de coopératives conformes.

Arrêt du 22 février 1924 (Ministre des Finances contre Société X..., Lebon, p. 212) : « Considérant que la... qui est constituée sous forme de société coopérative de production se borne, conformément à son but statutaire, à fabriquer et à vendre du beurre, de la crème et d'autres produits obtenus avec du lait provenant exclusivement des exploitations agricoles de ses adhérents ; que, par application de ses statuts, l'intégralité du produit de ses ventes est répartie entre ceux-ci au prorata des fournitures effectuées par eux, après prélèvement des sommes nécessaires pour payer les frais généraux de la société et l'intérêt des emprunts contractés par elle ; que, *dans ces conditions, ladite société ne saurait être regardée comme réalisant personnellement des bénéfices*¹ ; que, dès lors... » ;

Arrêt du 15 juin 1928 (Société coopérative des propriétaires forestiers de X..., Lebon, p. 759) : « Considérant que les produits nets sont répartis chaque année au prorata des quantités de gemmes apportées par les adhérents ; qu'il ne résulte pas de l'instruction que la société ait constitué des réserves au delà du chiffre nécessaire à son fonctionnement ; qu'elle s'est bornée à traiter les produits résineux de ses adhérents ; que, *dans ces conditions, elle ne saurait être regardée comme réalisant personnellement des bénéfices*¹, et qu'elle est par suite fondée à demander décharge de... » ;

Arrêt du 14 juillet 1930 (Société de la sucrerie agricole

1. Non souligné dans le texte.

coopérative de ..., : «... attendu que la requérante est une société coopérative agricole qui n'est composée que de porteurs de parts, faisant partie de syndicats agricoles, et ne travaille que les produits de ses adhérents, sans rien acheter à qui que ce soit ; qu'elle présente par suite le caractère d'une société purement civile ; *que c'est à tort que la décision attaquée a relevé cette circonstance que la sucrerie ne saurait être considérée comme récoltant elle-même les betteraves provenant d'exploitations rurales appartenant aux sociétaires, alors qu'il a toujours été reconnu et admis que la sucrerie coopérative était le prolongement des exploitations rurales*¹ des porteurs de parts, dont chacun convertit en sucre le produit de sa récolte... (annulation de l'arrêté attaqué). »

Aux termes de ces arrêts, une société coopérative conforme à la loi du 5 août 1920 ne saurait être considérée comme ayant des intérêts distincts de ceux de ses membres.

Il est à noter que ces décisions ont été rendues de 1924 à 1930. Or, ces décisions vont être contredites, pendant la même période, par des arrêts du même tribunal relativement à des coopératives exactement identiques.

C'est ainsi qu'un arrêt du 26 juillet 1928 (Lebon, p. 953), qu'un autre arrêt du 3 août 1928 (Lebon, p. 954) considèrent « qu'en l'absence de toute disposition exonérant de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux les sociétés coopératives de production, la société requérante qui a *une personnalité distincte de celle de ses adhérents et accomplit, en son propre nom*¹, des actes donnant lieu à l'application de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, *ne peut se prévaloir de son caractère coopératif*¹ pour soutenir

1. Non souligné dans le texte.

qu'elle ne saurait être personnellement imposée... »

Même considérant à l'égard :

D'une société coopérative agricole de féculerie (14 décembre 1928, L., p. 1310);

D'une société coopérative de féculerie (22 mars 1929, L., p. 361);

D'une société coopérative de caséinerie (5 juillet 1929, L., p. 688);

D'une société coopérative de distillerie de betteraves (21 mars 1930, L. p. 334);

D'une société coopérative de distillerie (5 décembre 1930, L. p. 1.037);

D'une société coopérative de sucrerie (22 mai 1931, L., p. 568);

D'une société coopérative de fabrication de choucroute (17 février 1933, L., p. 209).

Arguera-t-on que nos sociétés coopératives sont dotées de la personnalité juridique en vertu de la loi du 12 juillet 1923 ? Mais il n'en résulte nullement que les intérêts de la coopérative doivent être considérés comme distincts de ceux de ses adhérents. La loi de 1923 n'a eu d'autre but que de mettre fin, s'agissant des organismes conformes à la loi du 5 août 1920, à une controverse dont ils auraient pu pâtir : constitués sous forme de sociétés civiles, possèdent-ils la personnalité juridique ? L'affirmative est stipulée par l'article 1^{er} de la loi du 12 juillet 1923 qu'une circulaire du ministre de l'Agriculture en date du 1^{er} août 1923 (*J. O.* du 4 août) commente en ces termes : « Pour mettre fin à des interprétations diverses, la loi spécifie que les sociétés coopératives agricoles..., jouissent de la personnalité juridique, qu'elles soient constituées sous le régime des sociétés civiles régies par les articles 1832 et suivants du Code Civil

ou dans la forme prévue par la loi du 24 juillet 1867 et les lois ultérieures sur les sociétés anonymes... A l'avenir les sociétés coopératives agricoles..., qui contribuent de façon si utile au développement de la prospérité agricole, vont donc pouvoir se constituer avec des facilités nouvelles et qui auront le plus heureux effet sur l'essor de la coopération agricole... Le Parlement et le Gouvernement cherchent toutes les occasions de mettre à la disposition des cultivateurs les lois qui peuvent, tout en améliorant leur situation, contribuer au développement de l'agriculture et à la prospérité générale du pays. » Force est donc de constater que, si le Conseil d'État a puisé l'argumentation de sa jurisprudence « deuxième manière » dans l'article de loi susdit, il a totalement méconnu, ce faisant, l'intention du législateur. Nous nous refusons, quant à nous, à dissocier l'intérêt de la coopérative de l'intérêt de chacun de ses adhérents, notre raisonnement se fondant sur la nature exacte du concept coopératif proclamée par la doctrine et la jurisprudence civile ainsi que par la jurisprudence administrative « première manière. »

Ce problème préjudiciel résolu, notre étonnement sera moins grand de retrouver, quelques critiques qu'elle ait suscitées de notre part, la théorie de l'industrialisation dans des arrêts rendus à l'égard des coopératives agricoles. Mêmes causes, mêmes effets. Le Conseil d'État, pénalisant, nous l'avons vu, l'agriculteur épris de progrès technique, va se montrer pareillement sévère envers l'outillage coopératif qui, par définition, fait plus et mieux que l'outillage individuel. Les qualificatifs de « fabrication industrielle », d'« opération ne pouvant être considérée comme n'étant que l'accessoire ou le prolongement normal des travaux de culture », relevés à la charge de l'agriculteur isolé, vont se

répéter, mot pour mot, dans les arrêts concernant les coopératives agricoles.

La première décision à cet égard est en date du 22 février 1924 (L., p. 211, ministre des Finances contre Laiterie coopérative de Ducey). « Considérant que le lait avec lequel la laiterie coopérative de Ducey fabrique du beurre, dans les bâtiments à raison desquels elle a été imposée, provient exclusivement des exploitations agricoles de ses adhérents ; que cette fabrication, qui constitue une des opérations normales de l'agriculture, ne saurait, dans les conditions où elle est effectuée, être regardée comme présentant un caractère industriel... » (exonération de la contribution foncière bâtie). De même, et a contrario, l'exonération est refusée :

A la société coopérative de distillation d'Ouveillan (27 mai 1927, L., p. 615), attendu que « sa fabrication, dans les conditions où elle s'opère, n'en a pas moins le caractère d'une fabrication industrielle » ;

A la société coopérative des propriétaires-forestiers de X... (15 juin 1928, L. p. 759) : « considérant qu'en égard aux conditions particulières de l'exploitation, notamment à l'importance des installations, du bâtiment et du matériel, les fabrications de la société ne sauraient être regardées comme présentant un caractère agricole... » ;

A la société coopérative de meunerie de X... (16 juin 1933, L., p. 643) : « considérant que les opérations de meunerie ne rentrent pas dans les usages normaux de l'exploitation agricole... »

L'exemption est toutefois accordée, contrairement d'ailleurs aux conclusions du commissaire du gouvernement, à une société coopérative qui s'adonne à la préparation des cornichons (24 février 1933, L., p. 337) : « Considérant que la préparation des cornichons doit être regardée en l'espèce

comme le prolongement normal des travaux de culture des adhérents... »

Pareillement, en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, les arrêts ci-après tiennent compte du caractère plus ou moins industriel de l'exploitation coopérative agricole :

Société sucrière X... contre ministre des Finances (28 mai 1925, L... p. 529) : exonération refusée attendu qu' « alors même que toutes les betteraves traitées à l'usine seraient fournies par les seuls porteurs de parts, elle ne saurait être considérée comme effectuant à titre agricole des opérations qui ne seraient que l'accessoire ou le prolongement normal des travaux de culture de ses membres et comme ne réalisant que des bénéfices de caractère agricole, les profits obtenus revêtant au contraire, eu égard notamment au nombre d'ouvriers employés, à l'importance des installations, du bâtiment et du matériel, le caractère de bénéfices industriels » ;

Id. Société coopérative de traitement de résines de X... (30 juillet 1925, L., p. 765) ;

Id. Société coopérative agricole de féculerie (3 août 1928 L., p. 1041) : « Alors qu'elle dispose à cet effet d'une usine comprenant un outillage mécanique important et qu'elle emploie un personnel spécial comprenant un gérant et plusieurs ouvriers... » ;

Id. Société coopérative agricole de féculerie (14 décembre 1928, L., p. 1310) ;

Id. Société coopérative agricole de féculerie (22 mars 1929, L., p. 361) :

Id. Société coopérative agricole de caséinerie (5 juillet 1929, L., p. 688) ;

Id. Distillerie coopérative de betteraves (21 mars 1930, L., p. 334) ;

Id. Distillerie coopérative de betteraves (5 décembre 1930, L., p. 1037) ;

Id. Sucrerie coopérative (22 mai 1931, L., p. 568) ;

Id. Société coopérative agricole forestière du canton de Captieux et des cantons limitrophes (20 novembre 1931, L., p. 1013) ;

Id. Distillerie coopérative de betteraves (19 juin 1931, L., p. 1328).

Au contraire sont considérées comme dénuées de caractère industriel les opérations :

D'une société récoltant le sel déposé sur ses terres (17 mai 1929, L., p. 523; 24 juillet 1929, L., p. 819, 30 mai 1930, L., p. 104) et se bornant « à faire subir au produit brut recueilli la préparation nécessaire pour le rendre propre à la consommation, sans se livrer à aucune transformation, alors même que pour diminuer ses frais de main-d'œuvre ladite société emploie un outillage mécanique en rapport avec l'importance de son domaine foncier » ;

D'une société qui s'est bornée « à transformer en choucroute les choux de ses adhérents avec l'outillage répondant à l'importance du tonnage des choux fournis annuellement ; que, dans ces conditions, elle ne saurait être regardée comme effectuant des opérations industrielles ».

Nous avons dit plus haut combien cette théorie de l'industrialisation nous paraît critiquable. Toutefois, si les arrêts du Conseil d'État qui l'entérinent soulèvent les plus graves objections de notre part, nous devons ajouter à la décharge du haut tribunal que ses décisions rendues à ce sujet à partir de 1927 ne sont désormais que la consécration d'une disposition légale. En effet, l'article 32 de la loi de finances du 30 décembre 1928 va faire état des « usages normaux de l'exploitation agricole ». Il est ainsi libellé :

« Les sociétés coopératives agricoles et leurs unions, visées au 1^o de l'article 22 de la loi du 5 août 1920, qui se bornent à recevoir, à transformer et à vendre les produits des exploitations agricoles de leurs membres, sont également exemptées de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de la taxe sur le chiffre d'affaires pour celles de leurs opérations qui, entrant dans les usages normaux de l'exploitation agricole, ne donneraient pas lieu à l'application de ces impôts si elles étaient effectuées dans les mêmes conditions par chacun des adhérents desdites sociétés¹. »

Nous aurions mauvaise grâce à ne pas nous incliner devant un texte légal. Nous sera-t-il permis toutefois de citer l'appréciation suivante, portée à son sujet par M. Baudoin-Bugnet, député, dans son rapport en date du 3 juillet 1931 sur le projet de loi n° 5034 : « Ce texte ne pouvait pas donner satisfaction au monde agricole ; il se maintenait dans les domaines du vague et de l'arbitraire et il marquait même certaine ingénuité : comment ne pas comprendre que si les agriculteurs se groupent dans des coopératives de production, c'est évidemment pour chercher à entreprendre dans des conditions meilleures les opérations qu'ils réalisaient jusqu'ici isolément. Les conditions étant « meilleures » sont fatalement « différentes » et ne peuvent, par conséquent, demeurer les « mêmes ». La rédaction de l'article devait en condamner l'application. »

Il sera procédé, dans un chapitre ultérieur, à une étude détaillée de ce texte, de caractère strictement fiscal. Mais il n'est pas sans intérêt d'indiquer que sa mise en vigueur n'a pas peu contribué à déclancher un vaste mouvement

1. Débats parlementaires, Chambre, 1^{re} séance du 12 décembre 1928, p. 3647-3651 ; 2^e séance du 12 décembre 1928, p. 3657-3659. Sénat, 2^e séance du 27 décembre 1928, p. 1625.

de protestation des populations rurales, par suite à faire apparaître plus patente et plus urgente la nécessité de doter la coopération agricole d'un statut adéquat. Ce statut fera l'objet d'un décret-loi du 8 août 1935, entraînant l'abrogation de l'article 32 de la loi du 30 décembre 1928.

. . .

Il nous est maintenant loisible de répondre, en toute connaissance de cause, à la question posée au début du présent chapitre : les coopératives agricoles de production, de transformation et de vente sont-elles des organismes *civils* ou *commerciaux*. Pour faciliter l'intelligence de notre conclusion, rappelons, très en bref, le cadre de notre exposé.

Nous avons montré que l'acte agricole isolé est civil, de l'avis unanime de la doctrine et de la jurisprudence, quand il est de production pure ; s'il met en jeu une transformation suffisamment poussée, une partie de la doctrine et de la jurisprudence le commercialisent. Passant à la coopérative, nous avons constaté l'unanimité de la doctrine et de la jurisprudence civile à proclamer, fortes d'une exacte compréhension du contrat coopératif, l'identification des intérêts des membres et du groupement. La jurisprudence administrative a été au contraire fort indécise à ce sujet, tantôt confondant, tantôt dissociant coopérateurs et groupement. Cette incertitude du Conseil d'État ne nous a point paru faire échec au principe susdit d'identification. Enfin, procédant par voie inductive, nous avons retrouvé pour la coopérative de transformation les solutions appliquées au stade de la mise en œuvre isolée, à savoir la tendance récente et de plus en plus marquée de la jurisprudence administrative à commercialiser l'activité agricole collectivement évoluée.

Cette dernière jurisprudence ne s'appuie sur aucune base logique ou équitable; elle procède de fins exclusivement fiscales qui violent délibérément les données de droit privé.

Or, nous avons montré qu'un groupement coopératif conforme à la loi du 5 août 1920 ne peut posséder d'intérêt qui lui soit propre; cet intérêt n'est que la conjonction indissociable des intérêts particuliers de chacun des adhérents. Et ceux-ci sont des agriculteurs de qui l'effort ne peut se commercialiser par la seule raison qu'il devient collectif. Notre raisonnement nous conduit donc à cette conclusion formelle : les coopératives agricoles de production, de transformation et de vente, constituées et fonctionnant dans les conditions légales, sont des organisme strictement *civils*.

Au surplus, si le Conseil d'État a commercialisé en fait lesdits organismes en les assujettissant aux impôts commerciaux, il n'est pas allé cependant jusqu'à affirmer explicitement leur caractère commercial. Et il est particulièrement significatif de noter que la jurisprudence de droit privé a proclamé très nettement, dans nombre de ses décisions, le caractère civil des coopératives conformes. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour d'appel de Paris, en date du 10 juin 1914 (*Revue des Sociétés*, 1923, p. 386) considère « que la distillerie de G..., constituée sous la forme anonyme à capital et personnel variable, est une association coopérative d'agriculteurs...; que l'objet de la société ainsi limité et qui exclut toute idée de spéculation est *purement civil*; que si l'article premier de ses statuts spécifie qu'elle est régie par les lois du 24 juillet 1867, 1^{er} août 1893 et 29 décembre 1906, on ne peut en conclure que les associés coopérateurs aient voulu constituer une société commerciale, et que chaque coopérateur, nécessairement agriculteur, membre d'un syndicat

agricole¹, et producteur de betteraves, n'a eu d'autre but que celui de distiller en commun et de vendre plus facilement sa récolte ;... que la loi du 1^{er} août 1893 n'a pas entendu modifier l'article 632 du Code de Commerce qui énumère les actes de commerce et que d'ailleurs cette loi vise uniquement les sociétés par actions en commandite ou anonymes ; qu'elle ne s'applique pas à l'association intimée dont le capital est divisé en parts... »

Les tribunaux de commerce ne sont pas moins formels : « Attendu, stipule un jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 23 décembre 1927 (*Revue des Sociétés*, 1928, p. 339), que sans contester la nature toute spéciale des sociétés coopératives agricoles dans la catégorie desquelles il convient évidemment de ranger la sucrerie de M. et sans même s'attacher à la mention qui figure en l'article premier de ses statuts qu'elle serait formée sous le régime de la loi de 1867 sur les sociétés anonymes, — mention qui constitue une inélégance de forme, mais ne peut influer sur sa nature essentielle, laquelle résulte de l'ensemble même desdits statuts... » (le tribunal se déclare néanmoins compétent pour juger une affaire de traites acceptées au nom de la coopérative, motif pris de ce que « les tribunaux de commerce connaissent de toutes les contestations relatives aux engagements commerciaux, même pour les non-commerçants ». Ce jugement a d'ailleurs été confirmé par la Cour d'appel de Paris le 23 novembre 1928 (*Revue des Sociétés*, 1930, p. 63) : « Considérant... que la société de la sucrerie de M... est une société coopérative agricole qui a pour objet d'effectuer et de

1. Aux termes de la loi du 9 décembre 1906, les adhérents des coopératives susceptibles de recevoir des avances de l'Etat devaient être membres d'un syndicat agricole. La loi de 1920 a supprimé cette obligation.

faciliter toutes les opérations concernant la production de betteraves à sucre, leur transformation et la vente du sucre et autres produits provenant exclusivement des exploitations des associés; qu'une telle société conserve le caractère civil... » De même ce jugement du tribunal de commerce de la Seine du 15 mai 1928 (*Revue des Sociétés*, 1929, p. 505) : « Attendu... qu'il convient en effet de remarquer que, nonobstant sa forme anonyme prévue lors de sa constitution, la société de sucrerie coopérative de M... est une coopérative agricole; qu'au regard de la loi elle appartient donc à une catégorie juridique toute spéciale; qu'en effet les sociétés coopératives agricoles ne sont pas des sociétés commerciales; qu'elles ne poursuivent aucun but lucratif; qu'elles sont simplement constituées pour procurer à leurs actionnaires, lesquels leur font des versements non pas en numéraire, mais en matières premières, des économies sur le prix de revient de la transformation de ces matières premières; que, par leur statut légal, elles échappent donc aux règles qui régissent la commercialité des collectivités... »

Dira-t-on qu'à tout le moins le caractère civil ne peut être attribué à une coopérative constituée sous la forme de société anonyme, l'anonymat conférant obligatoirement, de droit commun, le caractère commercial. Mais le chapitre précédent a apporté la démonstration qu'une coopérative conforme n'est pas une société au sens juridique du mot. En conséquence, elle reste civile même constituée sous le régime de l'anonymat. C'est ce à quoi conclut le jugement précité du 23 décembre 1927 : il n'y a pas lieu de « s'attacher à la mention (que la société) serait formée sous le régime de la loi de 1867 sur les sociétés anonymes, — mention qui constitue une inélégance de forme, mais ne peut influencer sur sa nature essentielle. »

Ainsi donc, le caractère civil des coopératives conformes à la loi de 1920 ressort incontestablement de l'analyse juridique des opérations de ces organismes. Il est au surplus expressément énoncé par les décisions de droit privé. Le droit fiscal est seul à se prononcer en sens contraire. Nul n'ignore qu'il tend de plus en plus à s'ériger en droit autonome.

Nous ne ferons point ici le procès d'une telle prétention. Il est en effet d'une meilleure méthode de reporter la critique des théories fiscales après l'exposé des dispositions législatives édictant l'imposition ou l'exonération de nos coopératives agricoles. Cette étude fera l'objet du titre suivant.

TITRE II

LE RÉGIME FISCAL DES COOPÉRATIVES AGRICOLES CONFORMES A LA LOI DE 1920

CHAPITRE PREMIER

LA SITUATION LÉGALE DES COOPÉRATIVES AGRICOLES DEVANT L'IMPOT

Les diverses dispositions réglementant la vie fiscale des coopératives agricoles sont insérées dans nombre de lois, sans ordre aucun. Plutôt que de nous borner à faire le relevé chronologique de ces textes, d'où se dégagerait mal leur esprit, nous exposerons, suivant une division tripartite, les obligations fiscales de la coopérative lors de :

- Sa constitution ;
- Son fonctionnement ;
- Sa dissolution.

I. — OBLIGATIONS FISCALES

ACCOMPAGNANT LA CRÉATION DE LA COOPÉRATIVE AGRICOLE.

1° Droits de timbre et d'enregistrement.

L'article 31 de la loi du 5 août 1920 stipule :

Alinéa 2 : « Les dispositions des lois des 29 juin 1872, 29 mars 1914, relatives à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et celles du titre V de la loi du 31 juillet 1917, relatives à

l'impôt sur les revenus des créances, dépôts et cautionnements, ne sont applicables ni aux parts d'intérêt ni aux emprunts ou obligations (des sociétés de crédit mutuel) et des sociétés coopératives susvisées^{1, 2} ».

Alinéa 3 : « Les actes d'affectation hypothécaire passés en la forme administrative, ainsi qu'il est prévu à l'article 25, seront assujettis au timbre et à l'enregistrement sur la minute dans un délai de vingt jours, comme il est prévu à l'article 78 de la loi du 15 mai 1818³ ».

Ces dispositions sont commentées en ces termes dans une instruction du directeur général de l'Enregistrement en date du 21 février 1921 :

« I. ENREGISTREMENT ET TIMBRE : 4. *Actes constitutifs*. — A défaut d'immunité spéciale édictée par le législateur, les actes constitutifs des collectivités de toute nature visées dans la loi tombent sous l'empire du droit commun en matière de timbre et d'enregistrement. Ils donnent ouverture au droit de 1 p. 100⁴, sans décimes, sur le montant du capital souscrit. (L., 29 juin 1918, art. 15, instr. n° 3544.)

Il est à remarquer toutefois que ces collectivités se constitueront le plus souvent sous la forme de sociétés à capital

1. Les sociétés coopératives agricoles visées à l'article 22 de la loi.

2. Codifié en l'article 127 du Code fiscal des valeurs mobilières (Décret du 21 décembre 1934).

3. Codifié en l'article 85 du Code de l'Enregistrement (Décret du 27 décembre 1934).

4. Codifié en l'article 445 du Code de l'Enregistrement, ledit article ayant, conformément aux lois du 22 mars 1924 (article 3^o et 13 juillet 1925 (article 40), élevé ce droit de 1 à 3 p. 100. Par application du texte précité de la loi de 1925 codifié au deuxième alinéa de l'article 445 susdit, le droit est réduit à 1,5 p. 100 pour les actes de fusion de sociétés déjà existantes au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 13 juillet 1925, pourvu que la durée de la société provenant de cette fusion ne dépasse pas le nombre d'années durant lesquelles devait encore exister celle des sociétés fusionnées dont le terme était le moins éloigné.

variable et, dans ce cas, tout acte ultérieur qui révélerait à l'Administration une augmentation du capital originaire rendrait exigible un complément de droit.

5. *Actes de publicité.* — Une décision des ministres des Finances et de la Justice, en date des 27 juillet-19 août 1895, a spécifié, sous l'empire de la loi du 5 novembre 1894¹ :

1° Que les greffiers des justices de paix et des tribunaux de commerce sont, d'une manière générale et absolue, dispensés de dresser acte des dépôts qui leur sont faits en exécution de l'article 5 de la dite loi ;

2° Que les récépissés que les greffiers des justices de paix délivrent dans tous les cas, lors de ces dépôts, ne sont pas sujets à l'enregistrement dans un délai déterminé, mais qu'ils doivent être rédigés sur papier frappé du timbre de dimension ;

3° Que les pièces à déposer sont exemptes du timbre, à moins qu'elles ne soient établies sous forme d'actes réguliers.

Cette décision est applicable aux formalités de publicité prescrites aux caisses de crédit agricole² par l'article 5 de la loi du 5 août 1920³... »

« 10. *Avances à long terme consenties à certaines collectivités.* — Les diverses collectivités désignées dans l'article 22 de la loi peuvent bénéficier d'avances de l'État (art. 24).

1. Loi qui a institué les caisses de crédit agricoles.

2. Les sociétés coopératives agricoles conformes à la loi du 5 août 1920 doivent-elles être *publiées* ? Cette prescription n'est imposée ni par cette loi ni par aucune autre. Nous en concluons que la publication reste facultative, bien qu'avantageuse pour les coopératives, cette formalité rendant en effet opposable aux tiers, en vertu des articles 1997 et 1998 C. Civ., la limitation statutaire des pouvoirs des personnes habilitées à signer au nom de ces groupements. La publication est d'ailleurs prévue dans les statuts-types dressés par le ministère de l'Agriculture.

3. Dans le même sens, circulaire du ministre de la Justice aux procureurs généraux en date du 24 octobre 1922.

Celles qui sont ou deviennent propriétaires d'immeubles doivent consentir au profit de l'État, représenté par l'Office National de Crédit Agricole, une affectation hypothécaire sur ces immeubles.

En vue de réduire au strict minimum les frais inhérents aux actes d'affectation hypothécaire de l'espèce, qui auraient obligatoirement exigé le ministère d'un notaire, l'article 25 dispose, par dérogation aux prescriptions de l'article 2127 Code Civil, que ces actes seront rédigés dans la forme des actes administratifs, en application de l'article 14 de la loi du 5 novembre 1790.

Ces contrats pourront donc être passés devant les préfets, les sous-préfets, ou même devant les maires, qui ont qualité pour passer les actes intéressant le domaine de l'État (Déc., 26 février 1907).

Sous cet aspect, ils auraient échappé à l'impôt du timbre et de l'enregistrement... Mais, par une disposition expresse, l'article 31 de la loi les a assujettis au timbre et à l'enregistrement sur la minute dans le délai de vingt jours, dans les mêmes conditions que les actes spécialement désignés par l'article 78 (de la loi du 15 mai 1818).

Il est sans difficulté ~~du reste~~ que les avances prévues dans le titre III de la loi et dont pourront bénéficier les diverses collectivités désignées dans l'article 22 constituent de véritables prêts remboursables par annuités et que les actes d'affectation hypothécaire qui les constateront, même incidemment, donneront ouverture au droit de 1 p. 100, ainsi qu'au droit de cautionnement, le cas échéant¹. »

« 16. *Sociétés de personnes. Titres sociaux.* — Les caisses de crédit agricole, ainsi que les sociétés qui leur sont affiliées, lorsqu'elles ont conformé leurs statuts aux dispositions de

1. Actuellement 1,50 p. 100 et 0,75 p. 100.

l'article 23 de la loi (coopératives en situation de bénéficiaire d'avances de l'État) constituent des sociétés de personnes et non de capitaux¹. Il en résulte : 1° qu'elles ne sont pas tenues de souscrire la déclaration d'existence imposée par l'article premier du décret du 17 juillet 1857 aux sociétés dont le capital est divisé en actions² » ;

2° Que leurs titres ne comportent en aucun cas la perception du droit de transmission établi par l'article 6 de la loi du 23 juin 1857 ; elles n'ont à déposer aucun effet relatif aux cessions de parts sociales ;

3° Que ces parts ne sont pas soumises au droit de timbre proportionnel prévu par l'article 14 de la loi du 5 juin 1850. »

« 17. *Titres d'emprunts*. — Il est essentiel de remarquer toutefois que ces solutions ne s'appliquent aux collectivités envisagées qu'à l'égard des titres composant leur capital social. Si donc, en représentation des emprunts qu'elles sont autorisées à contracter (art. 14), ces sociétés venaient à émettre des obligations négociables, elles se trouveraient

1. Dans sa brochure intitulée *Le statut fiscal des sociétés coopératives* (Collection de l'Action nationale, 18, rue Duphot, Paris, 1929), M. Jean Compeyrot, membre de la Société d'Études et d'Informations Économiques, a soutenu la thèse que les sociétés coopératives agricoles, même conformes à la loi du 5 août 1920, sont des *sociétés de capitaux*. « Il convient de ne pas perdre de vue, indique l'auteur, qu'en fait on désigne sous le nom de sociétés coopératives des sociétés de capitaux... Ce pacte social réglementaire (celui imposé par la loi de 1920) ne prive donc pas les sociétés visées du caractère des sociétés de capitaux vis-à-vis des tiers. » On voit que le fisc lui-même repousse la thèse de M. Compeyrot.

2. La loi du 13 juillet 1925 (art. 62) assujettit les sociétés civiles à la déclaration d'existence. Toutefois sont dispensées de cette obligation les sociétés coopératives agricoles constituées sous la forme civile, conformément aux prescriptions des lois du 5 août 1920 et 12 juillet 1923, attendu « qu'il n'a pas été dans l'intention du législateur de viser les groupements de cette nature qui, malgré leur forme de sociétés civiles, n'en conservent pas moins un caractère particulier et ne sont pas habituellement désignées sous le vocable de sociétés civiles. (Lettre du 20 octobre 1925 du ministre des Finances au Président de la Fédération nationale de la mutualité et de la coopération agricoles.)

de ce chef assujetties aux prescriptions des lois de 1850 et 1587, l'article 31 de la loi du 5 août 1920 ne les ayant exemptées, dans cette hypothèse, que de la taxe sur le revenu. »

« 18. *Quittances de souscription.* — Quant à la question de savoir dans quelle forme peuvent être constatées les souscriptions des sociétaires, il n'appartient pas à l'Administration de la trancher, pas plus qu'il ne lui est possible de déterminer d'une manière générale et absolue le droit de timbre qui serait exigible sur des quittances constatant le versement de tout ou partie de la souscription d'un adhérent.

En principe, l'Administration considère comme passibles du timbre de dimension les certificats de parts sociales qui n'affectent pas le caractère d'actions. Spécialement, des quittances établies pour tenir lieu de semblables certificats, et destinées non seulement à constater la libération du souscripteur mais à faire titre de ses droits sociaux, tomberaient sous l'application de la règle générale posée par l'article 42 de la loi du 13 brumaire an VII qui assujettit au droit de timbre en raison de la dimension du papier « tous actes et écritures, extraits, copies ou expéditions, soit publics, soit privés, devant ou pouvant faire titre ou être produits pour obligation, décharge, justification, demande ou défense (Instr. n° 3174, 16.) »

Peut-être convient-il, en dépit de ce long extrait de littérature administrative, de préciser les obligations d'une coopérative agricole naissante en ce qui concerne les droits d'enregistrement et de timbre.

La question se dépouille d'ailleurs de son apparente complexité si l'on prend soin de donner à l'expression « société coopérative agricole » le véritable sens que nous nous sommes attaché précédemment à faire ressortir.

En bref, les obligations fiscales de la coopérative au moment de sa création se présentent comme suit :

I. ENREGISTREMENT. — a) *Assujettissement d'une société en général.* — 1° Droit proportionnel de 3 p. 100 ou droit d'apport exigible des sociétés à but lucratif ;

2° Droit fixe de 22 fr. 50, perçu sur les sociétés sans but lucratif ; l'impôt est limité à l'un ou l'autre de ces droits lorsque le contrat de société ne contient que des « dispositions dépendantes » ;

3° L'insertion de « dispositions indépendantes » dans le contrat entraîne la perception d'un droit particulier à chacune de ces dispositions, sans préjudice d'ailleurs du droit d'apport précité.

b) *Assujettissement d'une coopérative.* — 1° Le fisc impose nos coopératives au droit proportionnel de 3 p. 100. Or nous avons montré qu'elles ne sont pas de véritables sociétés, qu'elles ne poursuivent pas de but lucratif, que leur capital est formé de parts qui ne sont pas des apports. Trois raisons pour lesquelles elles devraient être assujetties au droit fixe de 22 fr. 50 et non au droit proportionnel. Pas d'exemption sans texte, argue le fisc. Mais, aux termes exprès de la loi de 1920, les coopératives conformes ne sont-elles pas des organismes désintéressés ? Dès lors, pourquoi les assimiler, quant à l'impôt, aux sociétés pratiquant la recherche et le partage des bénéfices ?

2° L'insertion de « dispositions indépendantes » dans l'acte constitutif de la coopérative entraîne la perception des droits spécifiques correspondants.

II. TIMBRE. — Une société, en général, est assujettie à un droit de timbre portant sur celles de ses valeurs mobilières

qui ont le caractère d'actions ou d'obligations. Nos coopératives, ayant un capital exclusivement composé de parts, ne sont pas soumises au timbre proportionnel. Elles sont passibles du timbre de dimension pour leur acte de constitution ainsi que pour les documents et quittances délivrés à leurs adhérents à l'effet de faire titre de leurs droits sociaux.

II. — OBLIGATIONS FISCALES DE LA COOPÉRATIVE AU COURS DE SON EXISTENCE.

A. — *Impôts directs.*

1° *Contribution des patentes.* — L'article 34 de la loi du 5 août 1920 énonce : « Les sociétés de crédit agricole sont exemptes du droit de patente. Il en est de même pour les sociétés déterminées à l'article 22 de la présente loi. » L'article 264 du Code Général des Impôts directs et Taxes assimilées précise (paragraphe 5, alinéa 1), que cette exemption de patente est accordée aux « sociétés coopératives agricoles constituées en vue d'effectuer ou de faciliter toutes les opérations concernant la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés. »

2° *Contribution foncière des propriétés bâties.* — L'article 32 de la loi du 5 août 1920 stipule que « les bâtiments affectés à un usage agricole par les sociétés énumérées à l'article 22 jouissent des mêmes exemptions d'impôts que celles dont bénéficient les bâtiments des agriculteurs. » Rappelons que, s'agissant de ces derniers, l'exonération de la contribution foncière bâtie est accordée :

Par l'article 85 de la loi du 3 frimaire an VII, pour « les bâtiments servant aux exploitations rurales, telles que

granges, écuries, greniers, caves, celliers, pressoirs et autres, destinés soit à loger les bestiaux des fermes et métairies, ou à serrer les récoltes... » ;

Par l'article 5 de la loi du 8 août 1890, pour les bâtiments qui servent à loger, indépendamment des bestiaux des fermes et métairies, le gardien de ces bestiaux.

L'article 159 (6°) du C. Imp. Dir. a codifié ces divers textes.

Pour leur application, la Direction Générale des Contributions Indirectes a, dans une Instruction en date du 25 août 1924, indiqué notamment que les exemptions « sont motivées non point par la *nature* même des bâtiments ou locaux envisagés, mais bien par leur *affectation* à des usages agricoles. C'est ainsi que les caves, celliers, écuries, remises, etc., affectés dans une exploitation rurale au logement des bestiaux, des récoltes ou du matériel agricole, doivent être exonérées de la contribution foncière, alors que des locaux identiques utilisés pour l'habitation ou pour les besoins d'un commerce ou d'une industrie, doivent être compris dans l'évaluation... Enfin l'exemption doit être refusée aux bâtiments *dans lesquels les récoltes seraient soumises à des manipulations ou à des transformations ne rentrant pas dans les usages habituels de l'agriculture*¹ ».

3° *Taxe de biens de mainmorte.* — Aux termes de l'article premier de la loi du 20 février 1849, codifié en l'article 229 C. Imp. Dir., l'imposition à la contribution foncière entraîne l'imposition à la taxe des biens de mainmorte : « Il est établi une taxe annuelle, représentative des droits de transmission entre vifs et par décès, sur les biens immeubles, passibles de la contribution foncière, appartenant... aux

1. Non souligné dans le texte.

sociétés anonymes et toutes collectivités qui ont une existence propre et qui subsistent indépendamment des mutations qui peuvent se produire dans leur personnel. »

4° *Impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole.* — Créé par l'article 16 de la loi du 31 juillet 1917, il a été codifié par les articles 51 à 59 C. Imp. Dir. : « Un impôt annuel est établi sur les bénéfices de l'exploitation agricole. » Ces bénéfices sont considérés, d'après l'article 52, comme égaux « au revenu d'après lequel les terres exploitées sont imposées à la contribution foncière ». Si toutefois l'évaluation forfaitaire excède 5.000 francs, il peut lui être substitué un chiffre d'imposition calculé et justifié.

Par Instruction en date du 31 juillet 1928, l'administration des Contributions Directes a fait connaître que « les bénéfices de l'exploitation agricole embrassent d'une façon générale les profits résultant, pour l'exploitant, de la vente des produits de tous terrains propres à la culture... Les produits de l'élevage, comme ceux de la culture proprement dite, rentrent également dans la catégorie des produits de l'exploitation, à laquelle appartiennent, d'une manière générale, tous les produits du sol ».

De prime abord, il apparaît qu'une telle doctrine n'est que la consécration fiscale de la définition de l'acte agricole donnée par l'article 638 Code de Commerce déjà cité, à savoir que ne sont pas commerciales les ventes par « un propriétaire, cultivateur ou vigneron... de denrées provenant de son cru ».

Mais la portée de cette doctrine est singulièrement réduite par la prétention, dont nous discuterons au chapitre suivant, que s'arroge le fisc d'industrialiser à sa guise l'acte agricole et de l'imposer comme tel.

5° *Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.* —

L'article 1^{er} de la loi du 31 juillet 1917, codifié en l'article 1^{er} C. Imp. Dir., établit un impôt annuel sur les bénéfices des professions commerciales et industrielles. Le Code précise, en son article 2, que « l'impôt est dû à raison des bénéfices réalisés ». En son article 3 (15°), reprenant les dispositions de l'article 32 de la loi du 30 décembre 1928, il affranchit de l'impôt « les sociétés coopératives agricoles et leurs unions visées au 1° de l'article 22 de la loi du 5 août 1920, qui se bornent à recevoir, à transformer et à vendre les produits des exploitations agricoles de leurs membres, pour celles de leurs opérations qui, entrant dans les usages normaux de l'exploitation agricole, ne donneraient pas lieu à l'application de l'impôt si elles étaient effectuées dans les mêmes conditions par chacun des adhérents desdites sociétés ».

Ce dernier texte est la consécration légale de la théorie administrative de l'industrialisation. Il a été abrogé, ainsi que nous le verrons dans le titre suivant, par le décret-« loi » du 8 août 1935.

6° *Taxe d'apprentissage*. — Cette taxe a été instituée par l'article 25 de la loi du 29 avril 1926, codifié par les articles 34 à 47 C. Imp. Dir. L'article 34, alinéa 1^{er}, dudit Code est ainsi libellé : « Toute personne ou société passible de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux est assujettie à une taxe, dite d'apprentissage, dont le produit, inscrit au budget de l'État, contribue aux dépenses nécessaires au développement de l'enseignement technique et de l'apprentissage, ainsi qu'à celles des laboratoires scientifiques ».

Une circulaire du sous-secrétariat de l'Enseignement Technique en date du 8 juillet 1926 avait interprété ce texte comme entraînant l'imposition des coopératives constituées

1. Pour nous conformer à l'usage, nous adopterons cette terminologie inexacte, mais commode.

sous la forme commerciale : « En ce qui concerne les coopératives agricoles, précise l'Instruction, elles sont généralement commerciales et il convient de faire la déclaration prévue pour l'assiette de l'imposition dont il s'agit. Il n'en serait cependant pas ainsi si une coopérative avait pour objet une entreprise spécifiquement agricole; la société devrait alors être considérée comme société civile, à moins qu'elle n'ait emprunté, en se constituant, la forme de la commandite ou de l'anonymat. Je rappelle en effet qu'aux termes de la loi du 1^{er} août 1893 il y a lieu de déclarer une société à objet civil commerciale lorsqu'elle s'est constituée sous les règles relatives aux sociétés en commandite ou anonymes; la forme emporte ici le fond. »

La partie prenante prétend de la sorte assujettir à la taxe les coopératives constituées sous la forme civile et dont l'objet ne serait pas « spécifiquement agricole », ainsi que celles qui, bien que satisfaisant à ce dernier critère, auraient adopté l'anonymat. Mieux vaut pécher par excès que par défaut ! Le fisc lui-même, tout en restant fidèle à sa théorie de l'industrialisation, a été plus mesuré; l'Instruction de l'Administration des Contributions Indirectes du 30 avril 1931 précise en effet que « la taxe d'apprentissage n'est pas applicable aux... sociétés coopératives agricoles et unions qui fonctionnent dans les conditions requises pour être exonérées de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ».

7° Droits sur les valeurs mobilières.

a) *Droit de timbre* (voir, supra, obligations fiscales accompagnant la création de la coopérative).

b) *Droit de transmission*. — L'Instruction précitée du 21 février 1921 indique (16, 2°), s'agissant des coopératives conformes, « que leurs titres ne comportent en aucun cas la perception du droit de transmission établi par l'article 6 de

la loi du 23 juin 1857; elles n'ont à déposer aucun état relatif aux cessions de parts sociales ».

c) *Droit de transfert*¹ : les cessions de parts dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions entraînent l'application du droit de transfert dont le taux est actuellement (art. 344 C. Enr.) de 1,25 p. 100.

8° *Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers*. — L'article 31 de la loi du 5 août 1920 (codifié en l'article 127 C. Val. Mob.) exonère de cet impôt les sociétés coopératives pour leurs parts d'intérêt, emprunts ou obligations.

9° *Impôt sur le revenu des créances, dépôts et cautionnements*. — L'exonération est de droit en vertu de l'article 31 susdit. L'Instruction du 21 février 1921 précise que « l'immunité profite aux seules opérations *passives* des sociétés envisagées, c'est-à-dire à celles qui comportent de leur part un service d'intérêts ».

B. — *Impôts indirects*.

1° *Impôt sur le chiffre d'affaires*. — L'article 59 de la loi du 25 juin 1920 a établi « un impôt sur le chiffre des affaires faites en France par les personnes qui, habituellement ou occasionnellement, achètent pour revendre ou accomplissent des actes relevant des professions assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels ou commerciaux institué par le titre 1^{er} de la loi du 31 juillet 1917 ».

Une Instruction de la Direction générale des Contributions Indirectes en date du 29 août 1920 souligne que les coopératives de production « sont soumises sans distinction à

1. Droit auquel la loi du 28 décembre 1922 a assujetti les cessions de parts en vertu, non de la loi de 1857, mais de celle du 22 frimaire an VII.

l'impôt sur le chiffre d'affaires puisque le titre 1^{er} de la loi du 31 juillet 1917 ne contient, en leur faveur, aucune exemption de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ».

Comme suite à la loi de finances du 13 juillet 1925, une circulaire du 22 juillet 1926 a précisé en ces termes la situation fiscale des coopératives agricoles de production : « ...dans l'état actuel de la législation, les coopératives de production en général sont passibles, en principe, tant de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux que de la taxe sur le chiffre d'affaires. Toutefois, étant donné que les agriculteurs réalisant isolément les produits de leur récolte sont exemptés de ces deux impôts dès lors qu'ils vendent ces produits, soit à l'état naturel, soit après leur avoir fait subir certaines transformations d'usage courant, il est admis que les mêmes immunités profitent, dans les mêmes conditions, aux coopératives de production agricoles lorsque celles-ci ne peuvent être considérées comme achetant pour revendre et qu'elles opèrent sur des produits provenant de leurs sociétaires ».

« Mais ces groupements ne sauraient bénéficier d'immunités plus étendues que celles dont jouissent les agriculteurs opérant isolément dans le cadre normal de l'exploitation agricole. Par suite, lorsque, en raison des conditions dans lesquelles s'effectuent les transformations auxquelles elles se livrent, elles revêtent le caractère de véritables établissements industriels, les coopératives de production agricoles rentrent dans le droit commun et sont, en conséquence, passibles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et, par suite, de la taxe sur le chiffre d'affaires. »

... « La question de savoir si une coopérative de pro-

duction agricole doit ou non être imposée à la contribution sur les bénéfices industriels et commerciaux et à la taxe sur le chiffre d'affaires est donc, en définitive, une question de fait qui doit être résolue d'après les particularités propres à chaque espèce. »

L'exigibilité de cet impôt étant liée à celle de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, — la réciproque toutefois n'est pas exacte, — la légitimité de l'assujettissement des coopératives sera examinée dans le chapitre suivant.

2° *Taxes « uniques »*. — Aux termes du titre III du Code de la taxe sur le chiffre d'affaires (décret de codification du 27 décembre 1934), sont exonérées de la taxe sur le chiffre d'affaires et soumises à une taxe unique de remplacement les opérations de vente portant sur les produits désignés aux articles 39 à 80 dudit titre.

L'article 40 précise que cette taxe est exigible, sauf disposition contraire, « quelle que soit la situation des personnes imposables ». Il en résulte que les coopératives agricoles de production, transformation et vente sont assujetties aux taxes ci-après :

a) *Taxe sur les vins et cidres* (art. 47); fusionnée avec le droit de circulation et de consommation, elle est actuellement de 21 francs par hectolitre pour les vins, 10 fr. 50 pour les cidres expédiés par les coopératives sous réserve que l'envoi en soit effectué sans intermédiaire à des particuliers n'exerçant pas le commerce des boissons. (La vente à un intermédiaire entraîne une majoration du droit de 5 francs par hectolitre pour les vins, 2 fr. 50 pour les cidres.) Il est perçu une surtaxe de 2 fr. 50 par hectolitre sur les vins à appellation d'origine.

b) *Taxe d'abatage* (art. 48); les abattoirs coopératifs sont

soumis à la taxe générale d'abatage dont le taux est fixé comme suit :

Bovidés (autres que les veaux) .	0 fr. 15	par kg. de poids vif.	
Veaux	0 fr. 20	—	—
Ovidés et caprins	0 fr. 20	—	—
Equidés	0 fr. 40	—	—
Suidés	0 fr. 25	—	—

c) *Taxe sur le sucre* (art. 51); son taux est de 6 p. 100 de la valeur moyenne annuelle du sucre n° 3 coté en bourse de commerce de Paris. A cette taxe dite « unique » s'ajoutent, par quintal, un droit de 85 francs et une taxe de surveillance de 0 fr. 25. (Les raffineries paient une taxe de raffinage de 2 francs par quintal.)

d) *Taxe sur les produits résineux* (art. 56); 2,50 p. 100.

e) *Taxe sur les corps gras* (art. 59); s'échelonnant, suivant la nature du produit, de 4 à 12 p. 100, sauf réduction en cas de vente sans intermédiaire.

f) *Taxes sur les produits d'alimentation* (art. 72 : ces taxes varient suivant la nature et la destination du produit.

g) *Taxe à la mouture*; établie par la loi du 10 juillet 1933 (art. 21 et 22), elle a été fixée par l'article 72 de la loi du 31 décembre 1935 à un taux de 5 francs par quintal de farine livrée à la consommation humaine, compte tenu d'une exonération à la base de 2.000 quintaux par an pour chaque moulin produisant moins de 8.000 quintaux de farines.

3° *Taxes diverses* :

a) *Droits fiscaux sur l'alcool*; les articles 22 à 27 C. Contr. Ind. assujettissent l'alcool à un droit de :

1.350 francs par hectolitre pour les quantités fabriquées par les producteurs récoltants et réservées à leur propre consommation; pour les quantités servant à la préparation des vins doux naturels ou destinés à des usages de pharmacie ou de parfumerie;

2.500 francs pour tous autres produits (dont 1.000 francs pour tenir lieu de la taxe de luxe et 150 francs pour tenir lieu de la taxe unique).

Un régime spécial concerne les bouilleurs de cru, c'est-à-dire, aux termes de l'article 32 du Code susdit, « les propriétaires, fermiers, métayers ou vigneron qui distillent ou font distiller des vins, cidres et poirés, marc, lies, cerises, prunes et prunelles provenant exclusivement de leurs récoltes et qui ne se livrent pas au commerce des alcools dans le canton du lieu de distillation et des communes limitrophes ». L'article 33 prévoit que les distillations opérées par les bouilleurs de cru « peuvent avoir lieu soit en atelier public, soit par des associations coopératives ». Les droits peuvent être payés à forfait dans les conditions prévues par les décrets du 25 juin, 4 et 30 octobre 1935.

b) *Droit de licence*; les articles 100 à 121 C. Contr. Ind. énoncent les obligations des « marchands en gros » exerçant le commerce des alcools. L'article 116 oblige tout marchand en gros souscrivant une déclaration de profession à se munir d'une licence. Aux termes de l'article 103 : « Ne sont pas considérés comme marchands en gros : ...3° Les sociétés coopératives agricoles, constituées dans les conditions prévues à la loi du 5 août 1920, vendant exclusivement les récoltes de leurs membres, vinifiées, distillées ou transformées en commun ».

c) *Taxe sur les poids et mesures*; les coopératives acquittent les taxes générales prévues aux articles 239 et 240 C. Imp. Dir.; (pour la facilité de l'exposé, nous avons cru devoir mentionner ces taxes sous la rubrique « Impôts indirects », bien qu'elles constituent des impôts directs « perçus en remboursement de frais ».) Est frappée de ces taxes la vérification des poids et mesures en général, ainsi

que, le cas échéant, la vérification des alcoomètres et des densimètres.

III. — OBLIGATIONS FISCALES DE LA COOPÉRATIVE LORS DE SA DISSOLUTION

La dissolution d'une société entraîne des formalités qui sont, en général, assez complexes mais qui, dans le cas d'une coopérative conforme, sont très simplifiées du fait des dispositions impératives du décret du 9 février 1921 visant la dévolution de l'actif social. L'article 19 (7°) dudit texte stipule en effet qu'il est fait application des prescriptions de l'article 20 de la loi du 5 août 1920 relatives aux caisses de crédit. Cet actif, « y compris les réserves, est, après paiement des dettes sociales et remboursement du capital effectivement versé, affecté à une œuvre d'intérêt agricole, sur décision de l'assemblée générale, approuvée par le ministre de l'Agriculture, et, à défaut de cette décision, désignée par le ministre, après avis de la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole ».

Il ne peut donc, en l'occurrence, y avoir partage, c'est-à-dire répartition de l'actif net entre les associés. Les seules opérations juridiques susceptibles de se présenter sont donc la *dissolution* proprement dite et la *liquidation* de la société :

a) *Dissolution*; ses causes sont celles du droit commun, aucune disposition spéciale n'ayant été édictée à l'égard de nos coopératives. Sociétés de personnes, elles s'éteignent dans les cas prévus par l'article 1865 Code Civil : expiration du temps pour lequel elles ont été contractées, extinction de la chose ou consommation de la négociation, etc. Sociétés anonymes, leur dissolution peut résulter notamment, aux

termes des articles 37 et 38 de la loi 24 juillet 1867, de la perte des trois quarts du capital social ou de la réduction à moins de 7 du nombre des associés.

Si la dissolution n'est pas l'effet d'une convention entre sociétaires, — tel sera le cas dans les deux hypothèses susdites de la loi de 1867, — l'acte la constatant sera passible du seul droit fixe de 56,50 fr. établi par l'article 332 C. Enr. sur les « actes de dissolution de société qui ne portent ni obligation, ni libération, ni transmission de biens meubles ou immeubles entre les associés ou autres personnes ».

b) *Liquidation*; cette opération suppose la présence d'un actif. Il convient alors de régler les droits et les obligations des associés entre eux et de la société vis-à-vis des tiers.

Chaque adhérent reprend le montant de ses parts, rien de plus. Cette reprise n'entraîne pas mutation puisque le propriétaire des parts n'a pas changé; le droit de mutation n'est donc pas perçu. Par contre, il est exigé un droit de partage de 0,75 p. 100 (art. 437 C. Enr.) sous prétexte que la disparition de la société crée un état d'indivision de toutes les valeurs du fonds social, indivision que seul le partage est de nature à faire cesser. (Cass. req., 17 octobre 1911).

..

Après cet exposé général des dispositions légales qui régissent la vie fiscale des coopératives agricoles constituées conformément à la loi du 3 août 1920, il reste à examiner dans quel esprit ces textes ont été appliqués.

Nous ne ferons pas à nouveau la critique de certaines impositions dont la légitimité est discutable, mais l'incidence

faible. Au contraire, l'assujettissement des coopératives à la patente, à la contribution foncière, à la taxe de mainmorte, à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, à la taxe sur le chiffre d'affaires affecte gravement la vie financière de ces organismes; il se fonde au surplus sur une théorie qui, fausse en droit, n'a pas même l'avantage d'être aisée en son application. Le chapitre suivant montrera comment nos organismes ont été imposés par le fisc et condamnés par le Conseil d'État au nom de cette théorie dont la décade d'existence, 1925-1935, a constitué la période héroïque de la coopération agricole de production et de transformation.

CHAPITRE II

LA COOPÉRATION AGRICOLE FACE AU DILEMME FISCAL : ROUTINE OU RUINE

La loi du 5 août 1920 a consacré trois articles, très brefs, aux immunités fiscales accordées aux coopératives agricoles. L'article 31 exempte ces sociétés du droit de patente ainsi que de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et sur le revenu des créances, dépôts et cautionnements. Les articles 32 et 33 les assimilent aux agriculteurs pour l'exonération de l'impôt foncier bâti et du droit de licence. En d'autres termes, le premier de ces textes a trait à la « société », les deux autres visent le « groupement » d'agriculteurs.

En doit-on conclure que l'intention du législateur ait été, d'une part d'attribuer des faveurs spéciales à la coopération considérée comme une entité distincte, d'autre part de la laisser, pour le reste, soumise au droit commun régissant les producteurs ruraux? Nous estimons que cette discrimination, — au demeurant parfaitement intelligible, — n'a pas été voulue par la loi de 1920. Celle-ci procédant, comme la loi de 1867, de la crainte assez peu courageuse d'éveiller certaines susceptibilités, s'est bien gardée de favoriser la coopération agricole en tant que telle; elle s'est bornée à reconnaître à un agrégat de cultivateurs les mêmes droits que ceux-ci possèdent isolés. C'est ce qu'énonce en termes

formels le rapport¹ présenté au Sénat par M. Clémentel préalablement à la discussion du texte qui allait devenir la loi du 5 août 1920 : « La patente est un impôt sur les bénéfices commerciaux. Les agriculteurs n'y sont pas soumis; les sociétés coopératives agricoles, lorsqu'elles restent fidèles à leurs principes, ne doivent pas y être soumis davantage. »

Nous retirons de cette affirmation un double enseignement : d'abord l'assimilation légalement reconnue et proclamée des agriculteurs et de leurs groupements; en outre, que l'agriculteur, ne faisant pas de bénéfices commerciaux, les opérations coopératives demeurent extra-commerciales.

Remarquons incidemment qu'il est inexact de classer la patente au nombre des impôts commerciaux; mais nous nous félicitons d'une telle erreur car elle montre pertinemment que le législateur de 1920 n'a pas imaginé un seul instant qu'il fût possible d'assujettir ses coopératives à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ou à la taxe sur le chiffre d'affaires. La lecture des Débats parlementaires intervenus pour le vote de la loi est à cet égard pleinement édifiante. Jamais, au cours desdits débats, l'éventualité d'appliquer ces deux impôts aux coopératives conformes n'a été évoquée.

En définitive, la loi de 1920 n'a pas édicté de faveurs spéciales pour la coopération agricole : elle s'est contentée d'indiquer que coopérateurs et agriculteurs s'identifieraient fiscalement.

Il reste maintenant à examiner si les modalités d'exécution du texte ainsi voté ont été pleinement adéquates à l'intention du législateur.

1. *Documents parlementaires*. Sénat, séance du 22 avril 1920, p. 151.

En ce qui concerne d'abord la patente, le rapport de M. Clémentel rappelle que « les agriculteurs n'y sont pas soumis ; les sociétés coopératives agricoles ne doivent pas y être soumises davantage ». Effectivement, l'article 17, 3^o de la loi du 15 juillet 1880, exempte de cet impôt « les laboureurs et cultivateurs, seulement pour la vente et la manipulation des récoltes et fruits provenant des terrains qui leur appartiennent ou par eux exploités, et pour le bétail qu'ils y élèvent, qu'ils y entretiennent ou qu'ils y engraisent. » Néanmoins, le fisc a interprété à sa manière cette disposition légale et s'est cru autorisé à réclamer, à maintes reprises, le paiement de la patente à des cultivateurs ou à des groupements agricoles dûment exonérés. Fort heureusement, une telle prétention n'a pas été admise par le Conseil d'État duquel nous relevons notamment, s'agissant de coopératives conformes, les arrêts suivants :

4 août 1922, Lebon, p. 720, société coopérative La Lexovienne, contre arrêté du Conseil de préfecture du Calvados : — « Considérant que la société coopérative La Lexovienne s'est bornée à traiter le lait provenant des exploitations agricoles des membres qui la composaient ; que c'est à tort qu'elle a été imposée... en qualité de « fabricant de fromages de pâte grasse en gros » et de « fabricant de beurre par procédés mécaniques »... ;

8 août 1923, L., p. 667, société anonyme de la sucrerie agricole coopérative de Maisse contre arrêtés du Conseil de préfecture de Seine-et-Oise : — « Considérant que cette société a pour objet la production et la vente en commun de sucre et de mélasse fabriqués avec des betteraves récoltées et fournies par les seuls porteurs de parts... ; que, dans ces conditions, les intérêts des sociétaires n'étant pas distincts de ceux de la société, celle-ci est fondée à se préva-

loir de l'exemption établie par l'article 17, 3°, de la loi du 15 juillet 1880 en faveur des cultivateurs pour la vente et la manipulation des récoltes provenant des terrains qui leur appartiennent ou par eux exploités » ;

Id. 27 juin 1924, sucrerie de Maise ;

Id. 23 janvier 1931, 26 juin 1931, etc.

Compte tenu de cette jurisprudence, parfaitement adéquate à l'esprit et à la lettre des lois de 1880 et de 1920, la question se pose maintenant de savoir pourquoi, s'agissant d'autres impôts dont l'exonération est de droit, le fisc et le Conseil d'État se sont crus autorisés à y assujettir les coopératives agricoles.

En premier lieu, pour ce qui est de l'impôt foncier, l'article 32 de la loi du 5 août 1920 dispose que « les bâtiments affectés à un usage agricole par les sociétés énumérées à l'article 22 jouissent des mêmes exemptions d'impôts que celles dont bénéficient les bâtiments des agriculteurs ».

Que signifie cette phrase ? Tout simplement que le législateur a voulu, ainsi que nous l'avons montré, donner aux agriculteurs coopérateurs les mêmes avantages fiscaux qu'aux agriculteurs isolés. En d'autres termes, il a entendu poursuivre le parallèle déjà évoqué pour la patente : pas d'impôt foncier pour la coopérative, puisque l'agriculteur en est exempt. Mais, sitôt la loi votée, le fisc intervient pour dire : erreur n'est pas compte ; l'article 32 n'exonère pas de l'impôt foncier comme l'article 31 exonère de la patente. Celui-ci est catégorique : « Sont exemptes du droit de patente » les sociétés coopératives. L'article 32 est, au contraire, beaucoup moins formel ; il contient une réserve, il n'accorde aux bâtiments coopératifs d'autres exemptions que « celles dont bénéficient les bâtiments des agriculteurs ». Or, continue le fisc, j'impose, moi, fisc, nombre d'agricul-

teurs à la contribution foncière, à savoir tous ceux dont j'estime qu'ils ne font pas suffisamment petit, suffisamment médiocre, la chose agricole étant pleinement définie par ces deux épithètes. Et le fisc de renchérir que telle a toujours été sa doctrine, entérinée au surplus par le Conseil d'État, ainsi qu'en fait foi, par exemple, cet arrêt du 30 avril 1880 rendu contre un agriculteur distillateur de betteraves (D. P., 1881, 3, 6) : « Considérant qu'il résulte de l'instruction que, dans les locaux pour lesquels il a été imposé, le sieur Sainte-Beuve procède à la fabrication de l'esprit de betteraves, au moyen d'un outillage fixé au sol comprenant une machine à vapeur de 8 chevaux et un générateur ayant 12 mètres cubes de capacité ; que si le requérant ne distille que les betteraves provenant de sa récolte, les conditions dans lesquelles il fabrique ne sauraient faire considérer les locaux qu'il emploie à cet effet comme des bâtiments ruraux exempts de la contribution foncière aux termes de l'article 85 de la loi du 3 Frimaire, an VII. De même, un arrêt du 9 décembre 1887 imposant un cultivateur qui, au moyen d'un outillage dont une partie est fixée au sol, ne soumet à la distillation dans le bâtiment dont s'agit que les eaux qui ont servi à cuire les betteraves provenant de ses terres et destinées à la nourriture de ses animaux (D. P., 1888, 5, 131). Solution dont l'annotateur de l'arrêt fait ressortir la rigueur, étant donné que les eaux ainsi utilisées servaient à un usage spécifiquement agricole, la préparation d'aliments pour le bétail, et que le cultivateur ne disposait d'autre procédé que celui incriminé pour retirer de ses eaux les produits nutritifs qu'elles contenaient.

Une telle jurisprudence portait en germe condamnation de nos coopératives. Il est bien évident en effet que si cent agriculteurs s'agrègent en coopérative, c'est pour faire plus

et mieux que ne ferait chacun d'eux. L'action de groupe implique obligatoirement la mise en œuvre de matériels plus importants et plus perfectionnés, de procédés plus rentables, que ceux auxquels sont astreints les mêmes cultivateurs isolés.

Le fisc de dire alors à nos coopérateurs : libre à vous de vous grouper, mais payez l'impôt auquel j'assujettis l'agriculteur qui transforme sa récolte. L'Administration des Contributions Indirectes précisait sa doctrine à cet égard dans une Instruction déjà citée du 25 août 1924 : « L'exemption doit être refusée aux bâtiments dans lesquels les récoltes seraient soumises à des manipulations ou à des transformations ne rentrant pas dans les usages habituels de l'agriculture. »

Doctrine fiscale et jurisprudence administrative vont de pair. Le Conseil d'État industrialise à sa convenance, pour le pénaliser, l'acte agricole.

Tantôt l'opération est déclarée spécifiquement agricole, comme dans les arrêts suivants :

22 février 1924, Leb., p. 211, ministre des Finances contre laiterie coopérative de Ducey : « Considérant que le lait avec lequel la laiterie coopérative de Ducey fabrique du beurre, dans des bâtiments à raison desquels elle a été imposée, provient exclusivement des exploitations agricoles de ses adhérents ; que cette fabrication, qui constitue une des opérations normales de l'agriculture, ne saurait, dans les conditions où elle est effectuée, être regardée comme présentant un caractère industriel ; que, dès lors, c'est avec raison que le conseil de préfecture a décidé que les bâtiments dont il s'agit servaient à une exploitation rurale et devaient pour ce motif, en vertu des dispositions de..., être exemptées de la contribution foncière des propriétés bâties... »

Id. 31 juillet 1924, Leb., p. 773, laiterie coopérative de Taizé ;

Id. 22 mai 1931, Leb., p. 566, huilerie coopérative, attendu que l'extraction d'huile d'olives « constitue une des opérations normales de l'agriculture » ;

Id. 12 juin 1931, Leb., p. 625, société coopérative laitière de Ceffonds ;

Id. 3 juillet 1931, Leb., p. 728, société coopérative oléicole de Bonifacio : « Considérant... que l'importance de l'outillage du moulin à farine et à huile ne dépasse pas les besoins collectifs de ses adhérents ; qu'ainsi, la fabrication résultant de la mise en œuvre de cet outillage ne saurait, dans les conditions où elle s'effectue, être regardée comme présentant un caractère industriel... » ;

Id. 24 février 1933, Leb., p. 237, société coopérative agricole : « Considérant... que la fabrication des cornichons à laquelle se livre la société défenderesse, eu égard tant à la nature de cette opération qu'à la simplicité des moyens mis en œuvre pour la réaliser, doit être regardée en l'espèce comme le prolongement normal des travaux de culture des adhérents de ladite société... »

Au contraire le Conseil d'État refuse le caractère agricole aux opérations faisant l'objet des arrêts ci-après :

27 mai 1926, Leb., p. 615, société coopérative de distillation d'Ouveillan ; fabrication industrielle, stipule l'arrêt, attendu que la distillation est effectuée « au moyen d'un outillage fixé au sol, comprenant notamment des cuves en ciment armé d'une contenance de 1.230 hectolitres, 2 appareils à distiller les vins, 2 chaudières, une cuverie de 24 cuves de diffusion en maçonnerie et ciment d'une contenance approximative de 4.500 hectolitres... » ;

Id. 15 juin 1928, Leb. p. 759, société coopérative de X... —

« Considérant... qu'eu égard aux conditions particulières de l'exploitation, notamment à l'importance des installations, des bâtiments et du matériel, les fabrications de la société ne sauraient être regardées comme présentant un caractère agricole... » ;

Id. 29 janvier 1931, Leb., p. 104, société coopérative de distillation de la région de Rieux-Minervois.

Concluons. Grâce à la très ingénieuse théorie de l'industrialisation, le fisc et le haut tribunal administratif estiment être à même de tracer une ligne de nette démarcation entre le domaine agricole et le domaine industriel. A considérer le nombre et le genre d'activités des coopératives qui ont introduit un recours en Conseil d'État contre les prétentions du fisc, il paraît bien que celui-ci ne s'embarrasse pas de vaines distinctions et qu'à ses yeux toute coopérative agricole s'adonne à d'autres fins que celles exonérées de l'impôt foncier par les lois de 1880 et de 1920. Le tribunal administratif fait preuve cependant de plus d'éclectisme : le critérium de discrimination est, pour lui, la « simplicité des moyens mis en œuvre », selon les termes de l'arrêt sus indiqué du 24 février 1933. Des arrêts précités, il ressort que le Conseil d'État concède le caractère agricole, eu égard à cette simplicité des moyens, aux coopératives s'occupant de laiterie, huilerie, mise en conserve de cornichons... Au contraire, les coopératives de distillerie (alcools de vins, alcools de betteraves...) sont, d'après cette jurisprudence, des entreprises industrielles, assujetties de par cette qualité à l'impôt foncier bâti.

Nous ne ferons pas à nouveau la critique de cette théorie de l'*industrialisation*. Nous nous bornerons à poser la question suivante :

Est-ce qu'au moment du vote de la loi de 1920 le gouvernement et le parlement ont eu l'intention de répartir les coopératives agricoles en deux classes, savoir :

Une classe inférieure réunissant les coopératives mineures, pauvres en moyens et en résultats : laiteries, huileries, etc... Compte tenu de leur bonne volonté évidente à faire persévérer leurs adhérents dans la routine, elles seraient dites agricoles et déchargées de l'impôt;

Une classe supérieure admettrait les coopératives moins conformistes : distilleries, sucreries, etc..., toutes entreprises coupables de modernisme, qualifiées dès lors de supra-agricoles, d'extra-agricoles ou de tous autres termes pareillement élogieux et dont le prix serait l'assujettissement à l'impôt.

Un tel mobile a-t-il guidé le législateur ? Malgré ce que cette hypothèse a d'absurde, nous nous sommes efforcé d'en trouver trace dans les rapports, les exposés, les interventions qui ont précédé le vote de la loi. Est-il besoin d'ajouter que nos recherches ont été vaines. Bien au contraire, il apparaît à la lecture de tous ces textes que la loi a entendu faire bénéficier les coopératives, toutes les coopératives agricoles, sans souci de nobles ou de roturières, des avantages fiscaux inhérents à la profession agricole. Dira-t-on que le législateur savait, ou aurait dû savoir, que l'agriculteur isolé, dont le régime fiscal était étendu aux organismes coopératifs, était déjà pénalisé quand il se livrait à des transformations d'allure industrielle ; que le législateur savait, ou aurait dû savoir, que les coopératives « industrialisées » seraient, en conséquence, pareillement imposées. A cela nous répondrons qu'en rédigeant le texte de l'article 32, les auteurs de la loi n'ont pu imaginer que l'exonération qu'ils accordaient serait limitée à telle catégorie de coopératives. Admettre le contraire serait suspecter d'un singulier machiavélisme les

auteurs de la loi de 1920. Le ministre de l'Agriculture ne déclarait-il pas à son sujet¹ : « Ce projet est attendu par le monde agricole depuis près de dix ans déjà. C'est vous dire avec quelle satisfaction on le verra enfin paraître. » Aussi bien l'élaboration de la loi s'était accompagnée d'une large consultation des organismes coopératifs. Leur adhésion au texte final fut sans réserves : peut-on supposer les représentants des coopératives de distillerie ou de sucrerie faisant chorus avec l'Administration des Finances pour réclamer leur imposition au nom de la théorie de l'industrialisation ?...

Nous pensons avoir suffisamment montré combien cette théorie est contraire à l'esprit et à la lettre de la loi à laquelle elle prétend s'appliquer. Aussi serons-nous bref en ce qui concerne l'assujettissement, procédant de la même théorie, de nos coopératives à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et à la taxe sur le chiffre d'affaires.

Nos coopératives, organismes spécifiquement agricoles, sont encore moins passibles de ces impôts que de l'impôt foncier. Les agriculteurs n'échappent à ce dernier que par voie d'exception, nommément indiquée dans la loi de Frimaire, tandis qu'aucune loi ne mentionne qu'ils doivent être assujettis ou non à ces deux impôts B. I. C. et T. C. A. Rien de plus logique d'ailleurs car la loi de 1920 a traité la coopération agricole, non à la coopération industrielle ou commerciale. Le fisc reconnaît que sa prétention est arbitraire au plus haut point, étant donné qu'il ne cherche même pas à la justifier en droit, ou plutôt qu'il fait fi des axiomes juridiques les plus solidement établis. A preuve l'Instruction de l'Administration des Contributions Directes en date du 31 janvier 1928 : — art. 5. « Si les indications fournies par le

1. Sénat, séance du 30 juillet 1920, *Débats parlementaires*, p. 1619.

Code de Commerce sont à retenir en vue de la distinction qui doit être établie pour l'assiette de l'impôt entre les professions commerciales et les professions non commerciales, la jurisprudence résultant des jugements des tribunaux de commerce ne peut servir de guide absolu. »

« ... Au surplus, pour décider du classement d'une profession dans la catégorie des industries et commerces imposables, il faut s'attacher, le cas échéant, à l'analogie des actes accomplis avec les opérations dont le caractère industriel ou commercial est indiscuté. »

A l'article suivant, l'Instruction fait un exposé catégorique de la théorie de l'industrialisation : « Quand la transformation des produits agricoles est effectuée par une entreprise dont elle est l'unique objet elle rentre, sans aucun doute, dans la catégorie des professions industrielles passibles de l'impôt. »

« Mais si elle est exercée par un agriculteur et porte sur les seuls produits de son exploitation agricole, il y a lieu de faire une distinction.

« Lorsqu'elle n'est que le prolongement normal et usuel des opérations agricoles, les profits qui en résultent constituent un élément du revenu qui est atteint par l'impôt B. A. Ainsi l'agriculteur qui fabrique du fromage ou du beurre avec le lait de ses animaux, le viticulteur qui distille le marc de sa vendange ou le vin de sa récolte ne sont pas susceptibles d'être assujettis de ce chef à l'impôt B. I. C. attendu que ces opérations sont d'usage courant dans les exploitations agricoles ou viticoles.

« Par contre, lorsque les transformations effectuées sortent des usages normaux de la profession agricole et comportent la possession d'une installation industrielle, l'agriculteur qui s'y livre en retire des profits qui ne rentrent plus dans la

cédule des B. A. et qui appartiennent à celle des bénéfices industriels.

« La situation fiscale des coopératives agricoles de production ou de transformation doit être réglée suivant les mêmes principes », etc...

Le droit fiscal se proclame de la sorte droit autonome.

Les décisions nées d'une telle prétention ont été, comme bien l'on pense, déferées au Conseil d'État. Ce tribunal s'est ainsi trouvé devant la tâche fort malaisée de découvrir le substratum juridique d'une doctrine dont le plus grand mérite était, aux yeux du fisc, son hétérogénéité aux données du droit commun. Le caractère arbitraire de l'assujettissement de nos coopératives aux impôts B. I. C et T. C. A s'est alors traduit tant par la variabilité des arrêts que par l'inconstance des arguments invoqués pour les motiver. Il est fort suggestif, nous semble-t-il, de retracer, à tout le moins dans ses grandes lignes, la jurisprudence intervenue en la matière.

Elle s'échelonne en trois phases :

1° Phase de l'exacte compréhension du concept coopératif.

C'est en 1924 que se situe le premier arrêt rendu sur la question. La coopérative de Ducey obtient, le 22 février 1924, (Leb. p. 212) le maintien de la décharge de l'impôt B. I. C. pour ce motif que, se conformant exactement aux obligations de la loi de 1920, « elle ne saurait être regardée comme réalisant personnellement des bénéfices ». Le même considérant se retrouve dans la décision du 15 juin 1928 (Leb., p. 759) concernant la coopérative de propriétaires forestiers de X.

En d'autres termes, l'organisme coopératif fidèle aux prescriptions de la loi de 1920 n'est purement et simplement que le mandataire gratuit de ses membres. Ce mandataire ne

réalise pas de bénéfices propres : la matière imposable fait défaut.

2° *Phase de l'industrialisation.* — Dès le 28 mai 1925, un arrêt concernant la société coopérative sucrière de X énonce (Leb., p. 529) que cette entreprise « alors même que toutes les betteraves traitées à l'usine seraient fournies par les seuls porteurs de parts, ne saurait être considérée comme effectuant à titre agricole des opérations qui ne seraient que l'accessoire ou le prolongement normal des travaux de culture de ses membres et comme ne réalisant que des bénéfices de caractère agricole; les profits obtenus revêtant au contraire, eu égard notamment au nombre d'ouvriers employés, à l'importance des installations, des bâtiments et du matériel, le caractère de bénéfices industriels ».

Même considérant en ce qui concerne :

La société coopérative de traitement de résines de X... (30 juillet 1925, Leb. p. 765);

La laiterie coopérative de Marans (26 juillet 1928, Leb., p. 935), imposée à la taxe C. A., attendu que cette laiterie fabrique, avec le lait apporté par ses adhérents, du beurre, du fromage et de la caséine industrielle, la fabrication de ce dernier produit revêtant le caractère industriel en raison notamment de l'importance du matériel technique employé;

La société coopérative agricole de féculerie de X... (14 décembre 1928, Leb., p. 1310).

Ces arrêts entérinent la thèse chère à l'administration des Finances : l'impôt B. I. C. et la taxe C. A. devant frapper l'agriculture « industrialisée ». Sans se soucier d'établir si les coopératives en cause réalisent personnellement des bénéfices, le Conseil d'État les assujettit à ces deux impôts sous ce prétexte qu'elles s'adonnent à des opérations finalement identiques à celles d'entreprises industrielles ou com-

merciales. Il importe uniquement, énoncent en substance les arrêts, de savoir, non *par qui*, mais *comment* sont effectuées lesdites opérations.

L'argument est si peu fondé en droit, si exorbitant des critères généralement invoqués en matière fiscale que le tribunal administratif va s'efforcer bientôt de l'étayer en lui adjoignant un motif supplémentaire. Alors que les arrêts « première phase » appliquaient le principe de la coopérative « mandataire gratuit », une troisième phase va s'ouvrir qui prendra exactement le contre-pied de la première et proclamera, sans qu'aucun fait nouveau soit intervenu, qu'une coopérative, strictement conforme à la loi de 1920, à des intérêts distincts de ceux de ses adhérents ! Dans l'espoir, peut-être, d'obtenir un argument passable par l'addition d'arguments médiocres ou nuls, le Conseil d'État imposera désormais les coopératives conformes sous le double prétexte d'industrialisation et d'autonomie.

3° Phase de la coopérative assujettie à l'impôt pour industrialisation et autonomie. — L'arrêt, cité sous la phase 1, du 15 juin 1928, concernant une société coopérative forestière, exposait que l'organisme « ne saurait être regardé comme réalisant personnellement des bénéfices ». Moins de deux mois plus tard, s'agissant d'une coopérative strictement conforme, comme la précédente, à la loi de 1920, un arrêt (3 août 1928) refuse la décharge de l'impôt en arguant « qu'en l'absence de toute disposition exonérant de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux les sociétés coopératives de production, la société requérante, qui a une personnalité distincte de celle de ses adhérents et accomplit, en son propre nom, des actes donnant lieu à l'application de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, ne peut se prévaloir de son caractère coopératif pour sou-

tenir qu'elle ne saurait être personnellement imposée ;... »

Le même considérant, et celui du caractère industriel de la transformation incriminée, vont se retrouver ne varietur dans tous les arrêts ultérieurs (liste supra, titre II, chap. iv).

Aussi bien, à partir de 1929, le problème change d'aspect par la consécration que l'article 32 de la loi du 30 décembre 1928 accorde à la théorie de l'industrialisation : « Les sociétés coopératives et leurs unions visées au 1^o de l'article 22 de la loi du 5 août 1920, qui se bornent à recevoir, à transformer et à vendre les produits des exploitations agricoles de leurs membres, sont également exemptées de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de la taxe sur le chiffre d'affaires pour celles de leurs opérations qui, entrant dans les usages normaux de l'exploitation agricole, ne donneraient pas lieu à l'application de ces impôts si elles étaient effectuées dans les mêmes conditions par chacun des adhérents desdites sociétés. » Il est bien évident que les critiques que nous avons adressées à la théorie de l'industrialisation en tant que construction doctrinale ou jurisprudentielle subsistent nonobstant son caractère désormais légal. Les prochains chapitres feront d'ailleurs connaître les conditions dans lesquelles cette disposition législative est intervenue, les difficultés qu'ont soulevées ses tentatives d'application, enfin son abrogation par le décret-loi du 8 août 1935.

Entre temps, le problème qui nous occupe s'est posé une nouvelle fois après le vote de la loi du 11 mars 1932 relative aux allocations familiales. Les prétentions émises à ce sujet par le ministère du Travail à l'égard des coopératives agricoles s'inspirent également de la théorie de l'industrialisation. Très en bref, indiquons que la loi de 1932 a posé le principe de l'affiliation obligatoire des employeurs à des caisses de compensation chargées de servir des alloca-

cations familiales aux ouvriers et employés. Les modalités d'application de la loi seront fixées, a-t-elle prévu, par un règlement d'administration publique. Jusqu'au décret-loi du 30 octobre 1935 précisant que les coopératives de la loi du 5 août 1920 exercent la profession agricole, le ministère du Travail a considéré ces organismes comme des entreprises industrielles et a dressé contravention aux dites coopératives qui, invoquant leur caractère agricole, refusaient de s'affilier, en l'absence du texte à intervenir, à des caisses de compensation industrielles. Tendant à justifier les poursuites engagées, le ministre du Travail exposait au ministre de la Justice (lettre du 20 mars 1935) que « pour déterminer le caractère industriel ou non d'un établissement, il convient de rechercher la nature des opérations effectuées dans cet établissement, sans se préoccuper de la forme coopérative ou non sous laquelle cet établissement est constitué ni du but poursuivi par celui-ci ». Argumentation des plus contestables et, en tout cas, rejetée par l'immense majorité des jugements rendus en l'occurrence. Bien que la question soit désormais tranchée par le décret-loi du 30 octobre 1935, il n'en était pas moins intéressant de noter cette ultime tentative de rattacher au monde industriel des organismes spécifiquement agricoles.

En résumé, l'année 1928 devait laisser dans les annales de la coopération agricole le souvenir d'une époque particulièrement néfaste. Les décisions « troisième phase » du Conseil d'État dès juillet, la consécration par la loi du 30 décembre de la théorie de l'industrialisation plaçaient les coopératives les plus évoluées en face de ce dilemme : ou délaisser les techniques désormais frappées par le fisc, revenir à la routine et abandonner aux entreprises capita-

listes tous les débouchés péniblement acquis; ou s'incliner devant les prétentions fiscales et, pour y satisfaire, puiser dans les réserves. Du fait de l'insuffisance, voire, le plus souvent, de l'inexistence de celles-ci, une telle solution comptable impliquait la liquidation immédiate de l'organisme coopératif.

Les coopératives ne pouvaient manquer d'en appeler aux pouvoirs publics des arrêts de mort ainsi édictés contre elles. La lutte qu'elles engageaient pour sauvegarder leur existence allait nécessiter de longs efforts. Le titre suivant fera, transposé sur le plan législatif et gouvernemental, l'historique de ces efforts et de leur aboutissement.

TITRE III

L'ÉLABORATION DU STATUT JURIDIQUE ET FISCAL DE LA COOPÉRATION AGRICOLE

CHAPITRE PREMIER

LA BATAILLE COOPÉRATIVE : 1928-1935

Au préalable, il n'est pas sans intérêt d'indiquer que la loi du 30 décembre 1928, dont les articles 32 et 33 entérinent la doctrine et la jurisprudence de l'industrialisation, est une loi de finances.

Sans doute est-ce à cette circonstance que les articles susdits relatifs aux coopératives agricoles doivent leur rédaction vicieuse et leur illogisme criant. L'article 32, rappelons-le, exonère de l'impôt B. I. C. et de la taxe C. A. les coopératives agricoles régies par la loi de 1920, et leurs unions, « pour celles de leurs opérations qui, entrant dans les usages normaux de l'exploitation agricole, ne donneraient pas lieu à l'application de ces impôts si elles étaient effectuées dans les mêmes conditions par chacun des adhérents desdites sociétés ». (Déb. parlem. Ch., 1^{re} séance du 12 décembre 1928, p. 3647-3651 ; 2^e séance du 12 décembre 1928, p. 3657-3659. — Sénat. 2^e séance du 27 décembre 1928, p. 1625). L'illogisme apparaît à vouloir que des agriculteurs ne fassent, groupés, rien de mieux qu'en travaillant isolément. Pourquoi, dès lors, s'astreindraient-ils aux obligations

coopératives si l'œuvre coopérative est condamnée aux « mêmes conditions » que l'œuvre individuelle? Le texte précité est la négation même du concept coopératif.

L'article 33 n'est pas moins critiquable; il pose que « le montant des droits réclamés en matière de chiffre d'affaires à la suite de l'arrêt du Conseil d'État du 26 juillet 1928 aux laiteries-caséineries coopératives ne pourra en aucun cas porter sur les sommes dues antérieurement à la date dudit arrêt ». Ce texte s'essaie, sans y réussir, à atténuer ce que l'article précédent présente d'excessif aux yeux du législateur lui-même. Les organismes frappés par l'article 32 obtiennent remise, à titre de délai de survie sans doute, de l'arriéré de leurs impôts B. I. C. et T. C. A. Intention louable, mais pourquoi en limiter le bénéfice aux seules laiteries-caséineries comme si les coopératives de sucrerie, distillerie, etc... ne méritaient pas pareille sollicitude; pourquoi en outre en limiter l'effet aux impôts dus jusqu'à la date, arbitraire s'il en est, de l'arrêt sus évoqué? A la vérité, ces objections ne paraissent pas avoir retenu l'attention du législateur. Il insérait à la hâte dans la loi de finances deux articles qui, destinés à calmer les légitimes inquiétudes des coopératives, n'allaient pas manquer, au contraire, de les aviver. Rien n'est plus significatif des conditions fâcheuses dans lesquelles est intervenu ce vote que la lecture du libellé initial de l'article 33 : « le montant des droits réclamés *en vertu* de l'arrêt du Conseil d'État... » Sur l'observation que le Conseil d'État est chargé d'appliquer la loi, non de la faire, l'expression « *à la suite* » fut substituée à celle, erronée, d'« *en vertu* ».

Au demeurant, le peu de soin apporté à la confection du texte précité a tenu, indépendamment de son insertion dans une loi de finances, à ce qu'il ne devait être qu'éphémère.

Conformément en effet aux promesses du ministre des Finances, un statut définitif de la coopération agricole allait être élaboré sans délai.

Effectivement, un arrêté du ministre des Finances du 4 février 1929 institua une « commission du statut fiscal des coopératives agricoles » (*J. O.* des 4 et 5 février 1929). Cette commission « chargée de préparer un projet de loi » comprenait un inspecteur général des finances, président, neuf fonctionnaires, dont quatre appartenant au ministère des Finances et deux au ministère de l'Agriculture, et quatre membres non fonctionnaires, à savoir deux représentant les coopératives agricoles et deux représentant les chambres de commerce. L'administration des Finances ne pouvait mieux faire éclater la défaveur avec laquelle elle jugeait les coopératives agricoles qu'en n'accordant à celles-ci qu'une infime représentation. Les questions relatives aux coopératives agricoles allaient être débattues par des commerçants en nombre égal à celui des agriculteurs. Un arrêté du ministre des Finances du 13 février (*J. O.* du 17) corrigea, sans la supprimer, cette situation anormale en augmentant de trois membres la représentation des intérêts agricoles.

Sans vouloir attacher une importance excessive à ce dosage plus ou moins équitable de la représentation, au sein de la Commission, des divers intérêts en cause, nous voyons néanmoins dans les difficultés qui ont ainsi surgi pour la simple constitution d'un organisme doté seulement d'attributions consultatives un indice pertinent de la défaveur, voire de l'hostilité, portée aux groupements agricoles. Aussi bien, faussée dans sa constitution, la Commission s'avéra bientôt dans l'impossibilité de mener à bien cette œuvre, paradoxale au possible, de faire établir par des *commerçants* le statut

fiscal de groupements agricoles. Le 4 juin 1929, la Fédération nationale de la mutualité et de la coopération agricoles¹ se voyait dans l'obligation de faire toutes réserves devant la Commission sur le projet de statut élaboré, faute pour ce statut de « s'inspirer uniquement des principes établis par la loi du 5 août 1920 ».

Le 30 mai 1929, une proposition de loi était présentée par MM. Gouin, Albertin et Sixte-Quenin, députés, en vue d'exonérer « de tous les impôts du commerce, notamment de la patente, de l'impôt foncier pour les bâtiments affectés à l'usage de la coopérative, de la licence, de l'impôt B. I. C. et de la taxe C. A. ou taxes assimilées » les coopératives agricoles répondant à la double condition suivante :

a) Satisfaire aux obligations prévues aux articles 22 de la loi du 5 août 1920 et 19 du décret du 9 février 1921 ;

b) Être constituées sous forme de société civile, un délai de six mois après la promulgation de la loi étant accordé aux coopératives à forme commerciale pour adopter la forme civile.

Les dispositions précitées s'appliqueraient aux unions et fédérations de coopératives.

L'adoption de la proposition Gouin aurait-elle mis fin, comme elle se le proposait, au duel du fisc et des coopératives ? Nous en doutons fortement. Dans l'état actuel de la doctrine et de la jurisprudence, il ne suffit pas, ainsi que nous l'avons indiqué au début du chapitre II, titre I, qu'une société revête la forme civile pour être civile quant au fond. Nonobstant son pavillon, une société à forme civile court toujours le risque de se voir taxer de commercialité quand elle s'adonne à des opérations qui constituent ou évoquent des actes de commerce.

1. 129, boulevard Saint-Germain, Paris ; M. P. Vimeux, secrétaire général.

La proposition, renvoyée à la Commission des Finances, ne paraît pas avoir été examinée.

La question du statut coopératif n'allait pas tarder à rebondir. Le 16 avril 1930, M. Germain Martin, ministre du Budget, prenait l'engagement, devant la Chambre et le Sénat, de déposer avant la fin de la session ordinaire un projet de loi réglant ledit statut. Cette promesse était confirmée neuf jours plus tard par M. Paul Reynaud, ministre des Finances, qui déclarait en outre, dans l'attente du projet à intervenir, suspendre les poursuites en cours et se borner à l'application de mesures conservatoires.

Le projet de loi ainsi annoncé était déposé le 26 juin 1930 sur le bureau de la Chambre. Inscrit sous le n° 3566, le projet « portant fixation du statut fiscal des coopératives agricoles de production » était revêtu du contreseing des quatre ministres du Budget, des Finances, de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie.

L'exposé des motifs faisait, en premier lieu, le procès de la loi du 30 décembre 1928 qui, expliquait-il, « n'a arrêté ni les contestations, ni les instances. Ne fixant pas, en effet, un principe clair, précis et incontesté, elle laisse les associations coopératives dans une incertitude qui nuit à leur développement; d'autre part, elle place les administrations financières dans une position délicate, puisqu'elles sont obligées de trancher chaque cas d'espèce ».

Puis vient un éloge de la coopération agricole. « Le Gouvernement sait que le sort de notre agriculture est lié à celui de la coopération. Économiquement, socialement, la coopération agricole doit être encouragée. »

Par quels moyens, dans quelles limites? On exigera la réalité du caractère coopératif par la conformité à la loi du 5 août 1920; la réalité du caractère agricole en imposant

certaines frontières à l'activité transformatrice. « Sans doute, doit-il être bien entendu que ni le perfectionnement de leur outillage, ni l'importance même de leurs établissements ne peuvent s'opposer au caractère agricole des coopératives. Mais il n'en serait plus de même si la série des transformations subies par les produits agricoles s'étendait au delà de certaines limites ou si l'orientation des ventes s'écartait des habitudes normales du monde agricole. »

Ces principes admis, quelle formule pratique adopter ? Ce sera « un ensemble de règles suffisamment précises qui évite, à l'avenir, pour interpréter un texte trop général et trop vague à la fois, le recours constant aux tribunaux administratifs ».

« C'est dans cet esprit que le projet de loi détermine trois clauses limitatives à l'action des coopératives agricoles exemptée d'impôts commerciaux.

« En premier lieu, elles ne pourront dépasser un certain stade dans la série des transformations que peuvent subir les produits récoltés par leurs adhérents. La définition pratique en sera fournie par la comparaison entre la valeur des produits fabriqués et la valeur des récoltes apportées : le pourcentage d'écart entre ces deux valeurs sera limité à un certain chiffre qui ne sera fixé que par un décret et, par conséquent, sera susceptible de tous les ajustements que l'expérience ferait apparaître comme désirables.

« En deuxième lieu, si les coopératives agricoles ne peuvent exclusivement traiter que les produits récoltés par leur adhérents, le processus de leurs fabrications peut exiger cependant l'incorporation de certaines matières qui ne proviennent pas des exploitations agricoles (condiments, agents de transformation et de conservation, etc.). Pour que ces fabrications gardent le caractère agricole qui conditionne

l'exonération d'impôts commerciaux, la valeur de ces produits étrangers ne pourra dépasser une certaine proportion de la valeur des récoltes apportées. Ici encore, le chiffre ne sera fixé que par un décret.

« Ainsi donc, pour définir la transition entre le caractère agricole et le caractère industriel des produits obtenus, le nouveau texte remplace les interprétations qualitatives, toujours sujettes à discussion, par le contrôle de certains chiffres que les comptabilités les plus simples feront apparaître sans difficultés.

« Enfin, et en troisième lieu, les sociétés coopératives agricoles ne pourront, en franchise des impôts commerciaux, exploiter, pour la vente au détail, des magasins distincts de leur établissement principal, pas plus d'ailleurs que ne pourrait le faire un agriculteur agissant pour son propre compte. Il nous a semblé toutefois équitable de stipuler que dans le cas où elles utiliseraient de tels magasins, les coopératives supporteraient l'impôt B. I. C. et la taxe C. A. sur les seules ventes effectuées dans ces établissements. »

En conséquence, le projet de loi se présentait comme suit :

L'article premier portait exonération de l'impôt B. I. C. et de la taxe C. A. en faveur des coopératives agricoles, et de leurs unions, régies par la loi de 1920, « qui se bornent à recevoir, à conserver, à transformer et à vendre les produits des exploitations agricoles de leurs membres,... sous la triple condition :

« 1° que la différence entre le prix de vente des produits obtenus et la valeur des produits agricoles récoltés et apportés par les coopérateurs, telle que cette valeur se trouve déterminée par les mercuriales, ne dépasse pas un certain pourcentage de ladite valeur ;

« 2° Que la valeur des produits étrangers entrant dans la

composition des produits fabriqués ne dépasse pas un certain pourcentage de la valeur des produits agricoles récoltés et apportés par les coopérateurs et déterminée comme il est dit ci-dessus ;

« 3° Qu'elles n'organisent ni n'exploitent un magasin distinct de leur établissement principal pour la vente au détail, c'est-à-dire pour les ventes consenties à des personnes qui achètent pour leur consommation personnelle ou familiale, et non pour revendre ou alimenter leur commerce.

« Les pourcentages visés aux alinéas 1° et 2° seront fixés par décret pris sur la proposition d'une Commission nommée par décret rendu sur proposition des ministres du Budget, de l'Agriculture et du Commerce. »

Au cas où cette troisième condition ne serait pas satisfaite, l'exonération continuerait, en vertu de l'article 2, à être accordée aux ventes faites dans le magasin principal, les ventes effectuées dans les autres magasins étant seules assujetties à l'impôt.

Les articles suivants prévoyaient les conditions de contrôle des coopératives bénéficiaires et portaient abrogation de toutes dispositions contraires, notamment de l'article 32 de la loi du 30 décembre 1928.

L'économie de ce projet répondait-elle aux intentions qui l'avaient inspiré ? Toute la substance de ce texte tient en son article premier qui énumère les trois conditions auxquelles est subordonnée l'exemption des impôts commerciaux.

La première condition fixe une limite supérieure à la plus-value résultant de la mise en œuvre coopérative. Qu'est-ce à dire sinon que cette disposition est la consécration pure et simple, sous une forme pseudo-scientifique, de la théorie de l'industrialisation. Que se propose-t-elle en effet ? De

pénaliser fiscalement toute opération qui, bien que spécifiquement agricole, engendre un produit que jugera trop ouvré un texte, non législatif, mais *réglementaire*, à savoir un « décret pris sur la proposition d'une Commission nommée par décret rendu sur proposition des ministres du Budget, de l'Agriculture et du Commerce ». Que sera cette Commission sinon celle sus évoquée, de l'arrêté du ministre des Finances du 4 février 1929, dont il paraît douteux qu'elle se montre plus compréhensive des intérêts agricoles du fait de la désignation de ses membres par le ministre du Commerce? Autre objection : le texte de loi ne prévoit pas quels contreseings ministériels revêtiront les décrets à intervenir pour la fixation du pourcentage. Il est à présumer qu'ils seront les mêmes que ceux portant constitution de la Commission. Mais encore la voix du ministre de l'Agriculture ne risque-t-elle pas d'être couverte par celles, connexes en l'occurrence, de ses collègues des Finances et du Commerce? D'autant que le texte légal n'imposant pas la conformité des décrets futurs aux résolutions adoptées par la Commission, les intérêts agricoles sont subordonnés aux sentiments que sont libres d'exprimer à leur égard, dans un délai d'ailleurs indéterminé, ces deux départements ministériels.³ Nous reprochera-t-on d'exagérer un conflit de compétences? Nous nous sommes laissé dire qu'il conditionnait très souvent le sort des plus graves décisions...

Examinant quant au fond la solution proposée, il convient de ne pas s'abuser sur l'apparente rigueur de l'appareil mathématique qu'institue le projet de loi, avec autant de solennité que de candeur, pour tracer une démarcation désormais incontestée entre opérations agricoles et actes de commerce. « Quel pourcentage pourra-t-on établir, demandait judicieusement l'Union Nationale des Coopératives

Agricoles¹, entre 100 kilogrammes de raisin et 1 hectolitre de vin, entre 100 kilogrammes de pommes et 1 litre d'alcool, entre 100 litres de lait et un poids de fromage, et, pour suivre l'Administration dans ses craintes concernant les transformations, entre 1 litre de lait et une douzaine de boutons en galalithe ? »

Admettons même que par des calculs précis en théorie, mais combien discutables en pratique, ces pourcentages puissent être déterminés. Constitués en barèmes, ils vont servir à cataloguer les coopératives que nous appelions plus haut, suivant le cas, nobles ou roturières, en coopératives d'infra ou de supra-pourcentage, celles-ci imposées, celles-là exonérées. Le fin du fin de l'art coopératif consistera à tendre vers l'état idéal d'équi-pourcentage. Ces calculs ne sont sans doute que jeux d'enfants pour les agents du Trésor, mais est-il raisonnable de demander pareille compétence à des groupements agricoles auxquels on ne saurait reprocher de se soucier davantage de ventes rémunératrices que de spéculations algébriques.

En outre, ces calculs seront effectués, prévoit le texte, d'après les mercuriales. Mais quelles mercuriales ? Elles font défaut pour nombre de produits : raisin, lait, etc... Celles qui existent, dressées, il faut bien le dire, avec un soin et selon des méthodes souvent discutables, présentent cet inconvénient majeur de se rapporter aux transactions effectuées dans les grands marchés urbains. Est-il possible et exact de se servir des cours ainsi établis pour déterminer ceux pratiqués dans les localités rurales où sont situées les coopératives ?

1. Voir *La Coopération Agricole* (1930), revue mensuelle de documentation sur le mouvement coopératif en France, éditée par l'Union Nationale des Coopératives agricoles de production, de transformation et de vente, 123, rue de Lille, Paris.

En résumé, le projet de loi ne tenait rien moins qu'à continuer les errements de la théorie de l'industrialisation, aggravée par cette circonstance que les prétentions du fisc, invoquant des barèmes impératifs, devenaient pratiquement sans appel.

Pareil texte était par suite inacceptable pour les coopératives. Cette conclusion nous dispensera de nous étendre longuement sur le reste du projet. Disons simplement que la deuxième condition imposée par l'article premier soulève les mêmes objections que la première ; que l'article 5, en faisant régler par décret le sort des coopératives qui se créeront après le vote de la loi, entraîne d'injustifiables différences de traitement entre coopératives identiques ; qu'aucune indication, enfin, n'est fournie en ce qui concerne l'impôt foncier.

La nécessité d'amender le projet de loi susdit a provoqué le dépôt d'une proposition de loi (n° 4217), le 18 décembre 1930, par M. Prosper Blanc, député. Délaissant volontairement toute considération juridique, cette proposition tend exclusivement à préciser les dispositions de la loi de 1920 concernant la situation fiscale des coopératives. L'article premier exonère les coopératives conformes à la loi de 1920, et leurs unions, des six impôts ci-après : B. I. C. ; T. C. A. ; impôt sur les valeurs mobilières et créances ; patente ; licence ; contribution foncière. L'exposé fait valoir qu'il ne doit être « tenu compte ni de l'importance du personnel employé, ni du matériel ou des procédés mis en œuvre ». « Toutefois, les denrées alimentaires d'origine agricole ou les matières d'origine agricole destinés à l'industrie ne devront contenir de produits étrangers au moment de leur vente qu'en proportion essentiellement accessoire quant à leur valeur et leur quantité. En outre, les matières d'origine

agricole, destinées à l'industrie, ne devront pas avoir subi de transformations pouvant leur conférer le caractère d'objets ayant reçu un commencement de façon. » Le reste de la proposition ne diffère du projet 3566 qu'en ce qui concerne les conditions du contrôle des coopératives.

Le principal mérite de la proposition Prosper Blanc a été de faire ressortir les défauts les plus notoires du projet 3566, de ce dernier rejetant en particulier les dispositions fondées sur la théorie de l'industrialisation, énumérant en outre les exemptions fiscales dont les coopératives devaient bénéficier.

Le 30 janvier 1931, une proposition de loi (n° 4420) « concernant le statut fiscal des coopératives agricoles de production, de transformation et de vente » était déposée sur le bureau de la Chambre par MM. Edouard Barthe, Baudouin-Bugnet, de Monicault et 351 de leurs collègues, au nom du groupe de défense paysanne de la Chambre des Députés. Cette proposition était la résultante des travaux auxquels s'était livrée une Commission constituée spécialement à la suite d'une assemblée générale extraordinaire, tenue en mai 1929, de l'Union Nationale des Coopératives agricoles. Formée des membres du Parlement et des représentants qualifiés de la coopération agricole, cet organisme avait provoqué par ses interventions le dépôt du projet n° 3566, lequel avait soulevé, ainsi que nous l'avons vu, les légitimes récriminations des milieux coopérateurs et qu'il convenait dès lors d'amender.

Cette proposition posait en principe que la loi du 5 août 1920 suffit à définir la situation juridique des coopératives. L'exonération de l'impôt B. I. C. et de la taxe C. A. sera, en conséquence, accordée à toute coopérative conforme aux prescriptions de la loi de 1920 complétées par cette clause « que la proportion des produits étrangers, entrant à titre

accessoire et dans les conditions normales de la technique, dans la composition des produits obtenus et vendus par les coopérateurs ne dépasse pas un certain pourcentage qui sera fixé par décret » (art. 1^{er}, in fine). Dans les mêmes conditions il sera fait dispense de l'impôt foncier. Enfin la proposition portait annulation des rôles et contraintes émis, antérieurement à son adoption, contre les coopératives et leurs unions au titre des impôts susdits.

A notre sens, cette proposition ne s'est pas suffisamment dégagée des errements du projet 3566. La clause visant « les conditions normales de la technique » rappelle trop celle « des usages normaux de l'agriculture » pour ne pas laisser craindre, à sa faveur, un retour offensif de la théorie de l'industrialisation.

Cependant, et quelques critiques qu'elles suscitent, ces diverses ébauches de statut fiscal montraient l'intention très réelle du Gouvernement et du Parlement d'aboutir au plus tôt dans un sens favorable à la coopération agricole. Compte tenu des objections formulées au projet 3566, profitant en outre de l'enseignement dégagé par les différentes propositions de loi susindiquées, le Gouvernement déposait, le 28 mai 1931, sur le bureau de la Chambre, un projet n° 5034 « sur le statut des coopératives agricoles et leurs unions ». Revêtu de la signature de MM. Tardieu, ministre de l'Agriculture, Piétri, ministre du Budget, Flandin, ministre des Finances, Rollin, ministre du Commerce, il se présentait sous la forme d'une vaste synthèse des caractères juridiques et des obligations fiscales des coopératives agricoles.

L'exposé des motifs faisait connaître que le projet différerait du projet 3566 notamment par la suppression de la « condition relative à l'écart maximum de valeur entre le produit récolté et le produit transformé ». Il innovait par « une for-

mule de discrimination qui restreint l'exonération fiscale, pour ce qui est des opérations de transformation, à celles qui concernent les produits destinés à l'alimentation de l'homme ou des animaux et les sous-produits bruts en provenant ». Les conditions 2 et 3 du précédent projet subsistaient légèrement améliorées. Du point de vue juridique, le projet énonçait les obligations personnelles et réelles de la coopérative; l'emploi de cette dénomination était réglementé. La contre-partie fiscale était l'exonération susindiquée des impôts B. I. C. et C. A. avec effet rétroactif jusqu'au 1^{er} janvier 1929.

Ce projet étant le plus complet de tous les textes dont le législateur ait eu à connaître, nous croyons utile de le reproduire intégralement.

Article premier. — Pour pouvoir prendre le nom de « coopérative agricole », les sociétés, ainsi que leurs unions, constituées uniquement entre agriculteurs :

1^o En vue d'effectuer ou de faciliter les opérations concernant la production, la transformation, la conservation, le mélange ou la vente des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés ;

2^o En vue d'acheter en commun et de répartir à leurs adhérents les produits nécessaires à leur exploitation agricole, doivent se conformer aux dispositions de la présente loi, à celles des lois du 5 août 1920, 30 décembre 1922 et du 12 juillet 1923, ainsi qu'aux prescriptions non contraires qui régissent les coopératives en général.

Elles doivent notamment :

1^o Être administrées gratuitement par un conseil d'administration élu par l'assemblée générale des associés ;

2^o Répartir entre les sociétaires, et proportionnellement aux opérations faites par eux avec la coopérative, les excédents annuels, déduction faites des charges, amortissements, intérêts du capital, frais généraux et réserves, le montant maximum de ces dernières ne pouvant dépasser trois fois le capital social ;

3^o Constituer leur capital, s'il en est créé un, au moyen de parts

nominatives réservées exclusivement à des agriculteurs, transmissibles seulement par voie de cession et dont le taux d'intérêt ne pourra dépasser le taux maximum fixé par la législation sur le crédit agricole;

4° Stipuler dans leurs statuts que le montant des parts sociales ne pourra, en aucun cas, dépasser le taux initial;

5° Stipuler, dans les conditions fixées par le ministre de l'Agriculture, qu'en cas de dissolution l'excédent d'actif sera dévolu à à des œuvres d'intérêt général agricole.

Lorsque des dispositions légales ou réglementaires ont pour effet d'obliger ou d'autoriser les coopératives visées par la présente loi à incorporer dans le produit fabriqué des produits non récoltés par leurs membres, ces associations pourront, à titre exceptionnel, et sans perdre le bénéfice des exonérations fiscales, acquérir, transformer et vendre des produits provenant d'exploitations agricoles autres que celles de leurs associés, pourvu que le pourcentage des produits incorporés ne dépasse pas le maximum réglementaire autorisé.

Article 2. — Aucune entreprise ne peut se servir dans sa dénomination, sa publicité, ses marques, conditionnement, emballages et documents de quelque nature qu'ils soient émanant d'elle, des mots « coopérative agricole » ou d'une expression quelconque susceptible de créer une confusion ou une assimilation entre elle et une coopérative agricole, si elle ne satisfait pas à la définition et ne se conforme pas aux règles posées par la présente loi.

Article 3. — Toute infraction aux dispositions de l'article précédent sera punie des peines prévues aux articles 479 et 480 du Code Pénal.

En cas de récidive, le propriétaire, les administrateurs, directeurs ou gérants de l'établissement ayant usurpé le titre de coopérative agricole seront punis de six jours à deux mois d'emprisonnement et d'une amende de 16 à 10.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 4. — Les statuts de chaque coopérative, avec la liste complète des administrateurs ou directeurs et des sociétaires indiquant leur nom, leur profession, leur domicile et le montant de leur souscription, sont déposés en double exemplaire au greffe de la justice de paix du canton où la coopérative a son siège principal. Il en est donné récépissé.

Ce dépôt est effectué dans le délai d'un mois à dater de la promulgation du décret visé à l'article 9 de la présente loi, ou de la constitution de toute coopérative nouvelle.

Toutes modifications aux statuts d'une coopérative seront déposées de même dans le mois de leur adoption.

Un des exemplaires des statuts et des modifications qui peuvent y être apportées et un des exemplaires de la liste des membres de la coopérative sont, par les soins du juge de paix, transmis au ministre de l'Agriculture qui tient un registre des coopératives agricoles.

Article 5. — L'article premier de la loi du 12 juillet 1923 est complété par les alinéas suivants :

« Les statuts peuvent, quel que soit le mode de constitution de la société, imposer aux membres l'obligation de ne pas s'en retirer avant l'expiration d'un certain délai qui ne devra point excéder dix ans.

« Il peut être stipulé que cette obligation subsistera durant des périodes pouvant également atteindre dix ans, si le sociétaire n'a pas, au moins six mois avant la fin de la dernière année de son engagement, exprimé à la société son intention de ne plus en faire partie.

« La société peut néanmoins accepter à toute époque la démission d'un membre qui cesse d'exercer la profession agricole, quand les parts sociales doivent être exclusivement réservées à des agriculteurs, par application de l'article 23 de la loi du 5 août 1920 et de l'article premier de la présente loi.

« Les statuts peuvent conférer aux administrateurs le pouvoir de refuser les services de la société aux sociétaires qui contreviennent aux obligations reconnues comme essentielles par le pacte social et, notamment, en cas de fraude. Cette suspension est effective jusqu'à l'assemblée générale suivante qui est appelée à se prononcer sur l'exclusion définitive desdits sociétaires dans les conditions prévues aux alinéas 2, 5, 7 et 9 de l'article 2 de la présente loi. »

Article 6. — L'article 18 des lois codifiées relatives aux impôts cédulaires et à l'impôt général sur le revenu (décret du 15 octobre 1926) est complété comme suit :

« Les coopératives agricoles et leurs unions sont également exemptées de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de la taxe sur le chiffre d'affaires, sous la double condition :

« 1° Que la proportion des produits ne provenant pas des exploitations des associés et entrant à titre accessoire dans la composition des produits obtenus et vendus par la coopérative ne dépasse pas un certain pourcentage qui sera fixé par décret;

« 2° Qu'elles n'organisent ni n'exploitent un magasin distinct de leur établissement principal pour la vente au détail.

« Toutefois, les coopératives qui, par dérogation à cette deuxième condition, effectuent des ventes au détail en utilisant des magasins distincts de leur établissement principal, ne sont redevables de la taxe sur le chiffre d'affaires que pour lesdites ventes, à la condition que ces ventes soient retracées dans une comptabilité distincte.

« En ce qui concerne les opérations de transformation, les exonérations prévues par le présent article ne porteront que sur les produits destinés à l'alimentation de l'homme, ainsi que sur les sous-produits bruts en provenant. »

Article 7. — Les exemptions prévues ci-dessus seront acquises par exercice d'exploitation d'après la situation, pour l'exercice précédent, de chaque société, au regard des conditions énoncées à l'article 6.

Article 8. — Les coopératives agricoles et leurs unions sont tenues de fournir à toute réquisition des agents de contrôle désignés par le ministre de l'Agriculture toutes justifications, de quelque nature qu'elles soient, tendant à prouver qu'elles fonctionnent conformément aux prescriptions de la présente loi.

Elles sont en outre tenues, sous les sanctions prévues à l'article 32 de la loi du 31 juillet 1920, de fournir à toute réquisition des agents du Trésor ayant au moins le grade de contrôleur ou d'inspecteur-adjoint tous les livres de comptabilité et pièces annexes et toutes justifications utiles tendant à prouver leurs droits aux exonérations prévues par la présente loi.

Article 9. — Des décrets rendus sur la proposition des ministres de l'Agriculture, du Budget, du Commerce et des Finances régleront les conditions d'application de la présente loi.

Article 10. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles qui précèdent, notamment celles faisant l'objet de l'article 22 de la loi du 30 décembre 1928.

Le montant des droits réclamés en matière de chiffre d'affaires

aux organismes remplissant les conditions exigées par la présente loi et non recouvrés ne pourra, en aucun cas, porter sur des opérations effectuées postérieurement au 1^{er} janvier 1929.

Les impositions à la cédule des bénéfices industriels et commerciaux établies après le 1^{er} janvier 1929 au nom des coopératives qui sont en situation de se prévaloir des dispositions de l'article 6 de la présente loi seront allouées d'office en dégrèvement.

Seront admis en non-valeurs les frais de poursuites et majorations afférents aux impositions ci-dessus visées.

Ce projet a fait l'objet d'un très remarquable rapport¹ de M. Baudouin-Bugnet au nom de la Commission des Finances de la Chambre. Nous regrettons de ne pouvoir donner que les grandes lignes de ce document qui, après avoir posé excellemment les termes du problème coopératif, a soumis à une critique pertinente les solutions proposées par le projet gouvernemental.

Analysant l'article premier, M. Baudouin-Bugnet approuve l'intention qui s'y manifeste de « d'abord définir les sociétés coopératives afin d'éviter un emploi abusif de cette dénomination. La définition doit être assez large pour s'appliquer à diverses coopératives et suffisamment précise pour exclure les fausses coopératives ». L'énoncé des conditions et restrictions imposées à la constitution de ces organismes, et d'ailleurs inspirées directement de la loi de 1920, ne soulève pas d'objection de principe, sauf en ce qui concerne la limitation des réserves au triple du capital social. Ce maximum paraît trop faible au rapporteur qui préconise une formule plus souple pour tenir compte notamment « des circonstances économiques actuelles et des variations toujours possibles dans la relation des différentes valeurs ». L'article présente toutefois une omission en ce qu'il ne précise, s'agissant des

1. Rapport n° 5518, annexe au procès-verbal de la séance du 3 juillet 1931.

« unions » de coopératives, ni leur nature, ni leurs conditions d'existence et d'accès.

Les articles 2 et 3 relatifs à l'usage du terme « coopérative » et aux sanctions punissant son abus reçoivent l'agrément du rapporteur.

L'article 4, qui fait intervenir dans l'ordre agricole la notion de publicité des groupements sous le double aspect de la « centralisation » et de la « simplification » de cette publicité, gagnerait à être précisé en ce qui concerne les coopératives placées sous la forme anonyme. La question se pose en effet de savoir si lesdites sociétés ne seront astreintes qu'aux nouvelles formalités ou continueront à obéir aux articles 55 et suivants de la loi du 24 juillet 1867 prescrivant le dépôt au tribunal de commerce et les insertions dans les journaux. En outre la liste complète des sociétaires exigera une mise à jour incessante qui rendrait préférable le dépôt de la liste des fondateurs, administrateurs et directeurs seulement.

L'article 5 « pose un principe exorbitant du droit commun : l'obligation de ne pas se retirer avant l'expiration d'un certain délai. La Commission des Finances a cru devoir ajouter à cette obligation personnelle une obligation réelle portant sur le non-retrait des parts qui sont la propriété de l'associé ». Cette interdiction du retrait se justifie par l'intérêt qu'a la coopérative à pouvoir compter sur une certaine stabilité de son effectif et de ses moyens d'action.

En résumé, la Commission des Finances a maintenu les dispositions essentielles des cinq premiers articles, ces articles formant le « titre juridique » du projet de loi. Par contre, elle a fait subir au « titre fiscal » d'importantes modifications.

L'article 6 du projet accordait un régime fiscal de faveur

tant aux coopératives de production, de transformation et de vente qu'aux coopératives d'achat en commun et de répartition. La Commission a replacé ces dernières dans le droit commun.

Faisant ensuite un exposé de la théorie de l'industrialisation — exposé dont nous nous sommes plu à citer des extraits au cours de notre étude — M. Baudouin-Bugnet explique que la Commission des Finances a adopté une attitude beaucoup plus favorable aux coopératives que celle résultant du projet gouvernemental, qui limitait les exonérations fiscales aux produits et sous-produits destinés à l'alimentation de l'homme et des animaux. Un amendement de M. André Hesse tendant à supprimer la limitation prévue par l'article 6 in fine n'a pas été retenu par la Commission, « mais elle s'est ralliée au sentiment qui l'inspirait et elle a modifié la rédaction du projet du Gouvernement en décidant que, « en qui
« concerne les opérations de transformation, les exonérations
« prévues par l'article 6 ne porteront, soit que sur les pro-
« duits destinés à l'alimentation de l'homme ou des animaux,
« ainsi que sur les sous-produits bruts en provenant, soit
« que sur les produits et sous-produits pouvant être utilisés à
« titre de matières premières par l'agriculture et l'industrie ».

Enfin, le rapporteur estime regrettable que l'article 6 ne fournisse aucune indication à l'égard de l'impôt foncier et ne se dissimule pas que la distinction invoquée par le fisc à son sujet « est des plus subtile et grosse de conséquences à tous points de vue ». Néanmoins la Commission n'a pas suivi M. Margaine dans sa proposition tendant « à faire rentrer les cultivateurs et leurs coopératives dans le droit commun d'où le fisc n'aurait jamais dû les faire sortir ».

Aucune objection n'est présentée par le rapporteur aux articles 7 (exemptions acquises par exercice d'exploitation),

8 (agents et conditions du contrôle), 9 (extension des dispositions nouvelles aux coopératives de Moselle, Bas-Rhin et Haut-Rhin).

L'article 10 relatif à l'annulation des droits réclamés a été modifié par la Commission des Finances dans un sens favorable aux coopératives. Alors que le Gouvernement fixait au 1^{er} janvier 1929 la date limite du bénéfice de l'exemption, la Commission a été d'avis de remonter à l'époque, mai 1925, à laquelle le Conseil d'État a modifié sa jurisprudence au désavantage des coopératives.

Le projet de loi 5034 a fait l'objet d'un avis de la Commission de l'Agriculture ¹ de la Chambre. Rédigé par M. Thureau-Dangin, il conclut à l'adoption du projet gouvernemental sous le bénéfice des observations ci-après :

1° L'article premier prévoit que les coopératives agricoles doivent être constituées uniquement entre agriculteurs. Il paraît donc écarter les anciens agriculteurs. Le concours de ces derniers est cependant très désirable car ils pourront faire bénéficier la gestion coopérative de leurs connaissances et de leurs loisirs.

2° Il est fréquent que les coopératives n'aient pas de capital initial. La constitution de réserves est alors rendue impossible par la limitation de leur montant au triple du capital social. Cette limitation devrait donc être supprimée.

3° Il est excessif d'exiger la liste nominative des sociétaires ; celle des dirigeants suffit.

4° Les contestations et les instances remontent bien au delà de la date du 1^{er} janvier 1929 retenue par le projet. Il y a donc lieu de prononcer une amnistie totale sans préoccupation de date.

1. N° 6133, annexe au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1932.

L'avis de la Commission de la Législation civile et criminelle ¹, présenté par M. Mallarmé, s'est inspiré des observations formulées par MM. Baudouin-Bugnet et Thureau-Dangin pour demander que le projet de loi du Gouvernement soit modifié comme suit :

PROJET N° 5034

AVIS N° 6286

ARTICLE PREMIER

...constituées uniquement entre agriculteurs.

le montant maximum de ces dernières (réserves) ne pouvant dépasser trois fois le capital social.

...parts nominatives réservées à des agriculteurs.

...parts ...transmissibles seulement par voie de cession...

...constituées uniquement entre agriculteurs et anciens agriculteurs, ces derniers, à la condition qu'ils soient inscrits sur la liste des électeurs appelés à désigner des membres de la Chambre d'Agriculture.

(supprimé.)

...ou anciens agriculteurs, ces derniers inscrits... (id. que plus haut).

...parts transmissibles seulement par voie de cession et avec l'agrément de la société donné par le conseil d'administration, à moins que les statuts le réservent à l'assemblée générale.

(nouveau.) Chaque union sera administrée par des délégués nommés et révocables par l'assemblée générale des sociétaires des différentes coopératives agricoles qui la constituent, dans les limites prévues par les statuts.

(Le dernier paragraphe de l'article 1^{er} est supprimé et rétabli sous forme d'un article 6 bis.)

1. N° 6286, annexe au procès-verbal de la séance du 2 février 1932.

ARTICLE IV

Les statuts de chaque coopérative, avec la liste complète des administrateurs ou directeurs et des sociétaires...

Toutes modifications aux statuts d'une coopérative seront déposées...

...et un des exemplaires de la liste des membres...

...registre des coopératives agricoles...

Les statuts de chaque coopérative et de chaque union, avec le nombre des sociétaires et avec la liste complète des administrateurs ou directeurs...

...aux statuts ou à la liste des administrateurs ou directeurs...

...de la liste des administrateurs ou directeurs et de ses modifications...

...et de leurs unions...

ARTICLE V

Les statuts peuvent, quel que soit le mode de constitution de la société...

...imposer aux membres l'obligation de ne pas s'en retirer...

La société peut néanmoins accepter à toute époque la démission d'un membre qui cesse d'exercer la profession agricole.

Les statuts peuvent, quel que soient la forme et le mode de constitution de la société...

...ni de retirer leurs parts...

(supprimé).

ARTICLE VI

Les coopératives agricoles et leurs unions sont également exemptées de l'impôt B. I. C...

...produits obtenus et vendus par la coopérative.

Les coopératives agricoles de production, de transformation, de conservation, de mélange et de vente des produits agricoles provenant exclusivement des associés et leurs unions sont également exemptées...

...par la coopérative ou l'union...

Les exonérations... ne porteront que sur les produits destinés à l'alimentation de l'homme, ainsi que sur les sous-produits bruts en provenant.

...ne porteront, soit que sur les produits destinés à l'alimentation de l'homme ou des animaux, ainsi que sur les sous-produits bruts en provenant, soit que sur les produits et sous-produits pouvant être utilisés à titre de matières premières par l'agriculture ou l'industrie.

Les coopératives et les unions qui effectueront à la fois des opérations de production, de transformation, de conservation, de mélange et de vente des produits agricoles et des opérations d'achat en commun et de répartition à leurs adhérents des produits nécessaires à leur exploitation agricole, bénéficieront des exemptions fiscales ci-dessus prévues pour les revenus et les affaires se rapportant aux premières opérations. Pour bénéficier de ces exemptions, lesdites coopératives et unions devront tenir une comptabilité distincte pour chacune des deux catégories d'opérations.

ARTICLE IX

(Ajouter.) La présente loi est applicable aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Les articles 6, 7 et 8 s'appliquent également aux coopératives agricoles de production, de transformation, de conservation, de mélange ou de vente, ainsi qu'à leurs unions, qui sont régies par la législation sur les sociétés coopératives provisoirement maintenues en vigueur dans les mêmes départements.

La présente loi sera étendue à l'Algérie par un décret, rendu sur la proposition des ministres de l'Intérieur et de l'Agriculture, qui déterminera les conditions de cette application.

ARTICLE X

...Le montant des droits réclamés en matière de chiffre d'affaires aux organismes remplissant les conditions exigées par la présente loi et non recouvrés ne pourra, en aucun cas, porter sur des opérations effectuées postérieurement au 1^{er} janvier 1929.

Les impositions à la cédule des bénéfices industriels et commerciaux établies après le 1^{er} janvier 1929 au nom des coopératives qui sont en situation de se prévaloir des dispositions de l'article 6 de la présente loi seront allouées d'office en dégrèvement.

...Le montant des droits réclamés en matière de chiffre d'affaires aux organismes remplissant les conditions exigées par la présente loi et non recouvrés, ainsi que les impôts de la cédule des bénéfices industriels ou commerciaux au nom des coopératives et des unions qui sont en situation de se prévaloir des dispositions de l'article 6 de la présente loi, sont allouées d'office en dégrèvement.

Ainsi mis, par l'avis Mallarmé, le point final aux travaux législatifs préparatoires, comment furent-ils accueillis ? Le sentiment en la matière des groupements agricoles est intéressant à connaître, non moins que la réaction, plus difficilement justiciable, des milieux commerciaux.

En ce qui concerne, en premier lieu, les organisations professionnelles agricoles, l'on doit dire qu'elles ont en l'occurrence forgé leur destin. Nous avons placé le présent chapitre sous le signe de la « bataille coopérative » ; cette bataille, les forces agricoles l'ont livrée et gagnée. Elles refusaient, dès mai 1934, d'accepter le projet de loi gouvernemental. L'Union Nationale des Coopératives Agricoles de Production, de Transformation et de Vente, — dont

nous signalons à titre indicatif qu'elle groupait à cette époque plus de 3.700 coopératives (laitières, betteravières, de fleurs à parfum, de distillerie, de vinification, de résineux, de meunerie, de féculerie, etc.) ayant fait en 1931 un chiffre d'affaires de 3.297.500.000 francs¹, — motivait son attitude par les considérations ci-après :

1° Le texte projeté consacrait, par son silence, l'assujettissement des coopératives à l'impôt foncier dans les conditions d'arbitraire imposées par l'administration des Finances.

2° La limitation aux seules coopératives fabriquant des produits alimentaires de l'exonération des impôts commerciaux créait une scission dans l'organisation coopérative agricole et donnait par là même gain de cause aux théoriciens de l'industrialisation. Restaient en effet imposables les distilleries de betteraves à sucre, de résines, de plantes à parfum, les féculeries, les coopératives de teillage et de rouissage de lin et de chanvre, les étouffoirs coopératifs de cocons, etc.

3° La trop réduite rétroactivité d'une loi, — qui cependant, du point de vue fiscal, n'avait qu'un caractère interprétatif — devait entraîner la disparition de nombre de coopératives, et des plus intéressantes.

Des réserves du même ordre étaient présentées à plusieurs reprises, et notamment dans une conférence du 2 juillet 1934, radiodiffusée, par la Fédération Nationale de la Mutualité et de la Coopération agricoles.

Ces protestations et ces efforts trouvèrent, nous l'avons vu, leur écho dans les travaux parlementaires. De ces doléances, le rapport Baudouin-Bugnet, déposé le 3 juillet, fait état. « Ce dernier texte, lit-on dans le *Bulletin* d'oc-

1. Rapport de M. Jean Achard, secrétaire général de l'U. N. C. A. P. T. V. in *La Coopération Agricole*, mars 1932.

tobre 1931 de l'U. N. C. A. P. T. V., est celui que le bureau de l'Union avait approuvé et proposé aux parlementaires intéressés à la question ; c'est peut-être un des plus satisfaisants qui ait été trouvé. »

En définitive, et tout en persistant à demander que soit explicitée l'exemption de l'impôt foncier, la coopération agricole accordait son adhésion à la rédaction du projet 5034 issue des travaux des Commissions parlementaires.

Quant au grand commerce, ses protestations s'étaient également fait entendre, — et pour des raisons d'ailleurs opposées — dès le dépôt du projet de loi. Un rapport de la Chambre de Commerce de Paris, adopté et converti en délibération le 8 juillet 1931, se livre à une critique de ce projet, violente autant que peu pertinente. Il énonce notamment qu'« un premier criterium (« du point où cesse l'exploitation agricole et où commence l'exploitation industrielle et commerciale ») avait été trouvé dans la définition même de la coopérative qui doit se borner à grouper les commandes de ses adhérents, ne vendre qu'à eux et leur distribuer ses bonis au prorata de leurs achats. Quoique cette notion fût parfaitement juste et conforme au principe de la coopération qui prétend répartir et non vendre, les protestations des intéressés l'ont fait abandonner ».

(L'on comprend maintenant pourquoi l'accord n'a pu se faire entre agriculteurs et commerçants réunis dans la Commission du statut fiscal créée par l'arrêté du 4 février 1929. Coopérer, affirment ces derniers, c'est répartir et non vendre. Que ne suggèrent-ils au fisc, sur ces données, une théorie de la commercialisation, sœur jumelle de celle de l'industrialisation?...)

« Avec le vote de cette loi, termine le rapport, tout le commerce d'alimentation est menacé ; en outre les coopé-

ratives et leurs unions auraient toutes facilités pour s'emparer peu à peu d'industries nombreuses, telles que : meunerie, pâtes alimentaires, conserves, confitures, lait condensé, fromagerie, caséinerie, amidonnerie, sucrerie, distillerie, huilerie, etc...; on peut évaluer à des centaines de millions les recettes qui feraient alors défaut dans les caisses du Trésor. Le jour où le commerce sera défaillant, il faudra bien astreindre à l'impôt les coopératives victorieuses, à moins que, comme en Russie, on les transforme en organismes officiels, avec monopoles concédés, chez lesquels l'État pourra puiser les ressources dont il aura besoin. »

« Le projet n° 5034 constitue donc un pas décisif vers le socialisme d'État le plus caractérisé puisque, de l'aveu même de ses théoriciens, le coopératisme est la marche vers la socialisation des moyens de production. On peut entrevoir comme premier aboutissement la disparition de la classe moyenne qui se transformera en fonctionnaires ou en salariés des coopératives. »

Nous nous abstiendrons de prendre parti en cette polémique. Toutefois, compte tenu de l'étroite parenté qui lie le projet n° 5034 à la proposition Barthe, de Monicault, Baudouin-Bugnet, nous avons eu la curiosité de nous reporter à la liste des 351 cosignataires de ladite proposition. Il est à présumer qu'on indignerait fort un grand nombre d'entre eux en leur prêtant les ténébreux desseins susévoqués par la sévère Compagnie...

. . .

Quoi qu'il en soit, début 1932, les matériaux étaient à pied d'œuvre ; l'édification paraissait prochaine d'un statut solide de la coopération agricole.

Il devait cependant en être tout autrement. A la date, 3 février 1932, du dépôt de l'avis Mallarmé, la quatorzième législature touchait à sa fin. Dans les préoccupations de la dernière heure, le projet de loi n° 5034 fut délaissé.

Il allait rester en sommeil pendant trois ans. Non que les amis de la coopération, parlementaires ou représentants des groupements agricoles, ne s'efforçassent maintes fois de le tirer de cette dangereuse léthargie. Mais la Chambre, — dont pourtant la quinzième législature fut consacrée en grande partie à l'étude des problèmes agricoles — s'abstint, faute de temps croyons-nous, de voter les dispositions toutes prêtes qui, améliorant l'organisation de la profession agricole, auraient profité de l'économie nationale tout entière.

Il fallut attendre 1935, une fois votées les grandes « lois de défense et d'assainissement » des divers marchés de produits agricoles, pour que la question coopérative fût reprise. Un décret du 28 mars 1935 créa un Conseil supérieur de la coopération agricole. « Le Conseil, énonce l'article 1^{er} du décret, est consulté par le ministre de l'Agriculture sur toutes les questions concernant la coopération agricole qu'il estimerait devoir soumettre à son examen, notamment sur les dispositions statutaires à adopter par les sociétés coopératives agricoles conformément aux principes de la loi du 5 août 1920 et, de façon générale, sur toutes les mesures qu'il jugera utile de proposer pour assurer le développement de la coopération agricole. » L'article suivant énumère les 11 membres de droit du Conseil, et les 22 membres nommés par le Ministre au nombre desquels 10 représentants « des sociétés coopératives agricoles de production, de transformation, de conservation ou de vente des produits agricoles ou de leurs unions ». Sans tarder, le Conseil procédait à l'élaboration d'un avant-projet de loi établissant un

statut de ces coopératives sur la base des travaux législatifs mis au point en 1931 et 1932.

Le 8 juin 1935, le Gouvernement recevait pouvoir de prendre, par décrets, « toutes dispositions pour défendre le franc ».

C'est un de ces décrets, daté du 8 août 1935, qui allait clore — ou sembler clore — la bataille coopérative.

Ce décret et ses conséquences seront étudiés dans le chapitre final suivant.

CHAPITRE II

LE DÉCRET-LOI DU 8 AOUT 1935

En soumettant ce décret à la signature du Président de la République, MM. Cathala, ministre de l'Agriculture, et Régnier, ministre des Finances, exposaient que son texte « a pour but d'apporter quelques précisions indispensables au statut des sociétés coopératives agricoles et de leurs unions. Il reprend les dispositions d'un projet de loi qui a été élaboré par le comité permanent du Conseil supérieur de la Coopération agricole et tient compte des principes posés à ce sujet par les organisations intéressées.

« Le développement des véritables institutions de coopération agricole présente une grande importance au point de vue de l'organisation d'une des branches primordiales de la production française; ces institutions peuvent jouer, en effet, un rôle particulièrement efficace pour diriger les agriculteurs dans le choix des cultures nécessaires et rémunératrices et protéger le marché de leurs divers produits. Elles sont donc susceptibles de favoriser la reprise d'une activité économique normale dans nos campagnes, reprise qui entraînerait le réveil de nombreuses transactions commerciales et contribuerait ainsi à la défense du franc.

« C'est pourquoi les mesures qui font l'objet du présent décret et qui ont pour but de protéger les véritables sociétés coopératives agricoles contre la concurrence d'entreprises

qui prendraient le même titre sans se conformer aux mêmes règles ont paru pouvoir être prises dans les formes prévues par la loi du 8 juin dernier. »

TEXTE DU DÉCRET

Article premier. — Sont seules autorisées à prendre le titre de « sociétés coopératives agricoles » les sociétés constituées conformément aux dispositions des articles 22 (alinéas 1 et 2) et 23 de la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles, des lois du 30 décembre 1922 et du 12 juillet 1923 et aux prescriptions du présent décret.

Ces sociétés peuvent, dans l'une des formes prévues par l'article premier de la loi du 12 juillet 1923 et conformément aux dispositions de l'alinéa précédent, constituer entre elles des unions qui bénéficient du même régime juridique et fiscal que les coopératives qui les composent.

Article 2. — Les statuts des sociétés coopératives agricoles et des unions visées à l'article précédent doivent être approuvées par le ministre de l'Agriculture, après avis du Conseil supérieur de la coopération agricole dont l'organisation est fixée par décret.

L'agrément ainsi donné serait retiré si la coopérative ou l'union cessait de fonctionner conformément aux dispositions du présent décret.

Article 3. — Les statuts doivent contenir des dispositions réglementant le droit de retraite des sociétaires.

Ils doivent stipuler expressément qu'à l'expiration de la société ou de l'union, ou, en cas de dissolution, l'excédent de l'actif net social effectivement versé est obligatoirement dévolu à une œuvre d'intérêt général agricole sur décision de l'assemblée générale approuvée par le ministre de l'Agriculture, et, à défaut de cette décision, désignée par le ministre après avis du Conseil supérieur de la coopération agricole.

Article 4. — Les sociétés coopératives de production, transformation, conservation et vente des produits agricoles et leurs unions fonctionnant conformément aux dispositions ci-dessus, sont exemptées de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de la taxe sur le chiffre d'affaires visée par l'article 13 du

décret du 27 décembre 1934 portant codification des lois relatives à la taxe sur le chiffre d'affaires et aux taxes uniques, sauf pour les opérations effectuées dans un magasin de vente au détail distinct de leur établissement principal.

En ce qui concerne les opérations de transformation, les exemptions visées à l'alinéa ci-dessus ne portent que sur les produits ou sous-produits destinés à l'alimentation de l'homme et des animaux ou pouvant être utilisés à titre de matières premières par l'agriculture ou l'industrie.

Article 5. — Sont abrogées toutes dispositions contraires, notamment celles faisant l'objet de l'article 4, paragraphe 15, du décret du 27 décembre 1934 portant codification des lois relatives aux impôts directs.

Article 6. — Le présent décret est applicable aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Article 7. — Un décret simple, rendu sur la proposition des ministres de l'Agriculture et des Finances, fixera les conditions d'application du présent décret et notamment les délais pour l'approbation des statuts prévue à l'article 2.

Il déterminera aussi les conditions d'approbation des statuts des sociétés coopératives créées antérieurement à la loi du 5 août 1920 et dont le fonctionnement est conforme aux principes indiqués par cette loi.

Analysons ce texte. A ne considérer que son titre, « décret fixant le statut fiscal des sociétés coopératives agricoles », on serait tenté de n'y chercher que des dispositions fiscales. Ce n'est pourtant pas le cas. Trois articles, 1^{er}, 2 et 3, sont consacrés à des dispositions d'ordre juridique, les deux suivants stipulent des exonérations fiscales, le dernier remet à plus tard le règlement des modalités d'application, principalement en ce qui concerne le point de vue juridique.

De ce décret portant statut fiscal, on peut donc dire qu'il légifère davantage le juridique que le fiscal. Cette constatation faite, étudions-le quant au fond.

Article premier. — La dénomination de « sociétés coopératives agricoles » est réservée aux organismes visés par la loi du 5 août 1920, article 22, alinéas 1 et 2, à savoir (mis à part les organismes d'achat en commun et d'approvisionnement cités par l'alinéa 2), aux « sociétés coopératives agricoles constituées en vue d'effectuer ou de faciliter toutes les opérations concernant la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés ». En bref, une coopérative doit ne mettre en œuvre que les produits de ses adhérents.

Cependant, une deuxième règle est imposée : la conformité à l'article 23 de la loi de 1920. Or, cet article énonce les conditions auxquelles est tenu de satisfaire le capital desdites sociétés coopératives. En doit-on conclure que celles-ci devront désormais, pour avoir droit au titre, se constituer un capital ? Certains juristes autorisés ont manifesté cette crainte. Pour notre part, nous estimons qu'elle n'est pas fondée. L'article 23 prescrit en effet que le capital doit être, si l'on peut dire, d'essence coopérative, tant par son mode de constitution que par sa rémunération. Mais il est clair que, lorsqu'une coopérative se crée sans capital, ce dernier ne peut être affecté par des spéculations non conformes ; l'article 23 est respecté. Il y aurait eu néanmoins intérêt, — la discussion le prouve, — à préciser ce point ; ainsi ailleurs que s'en était préoccupé le projet n° 5034, dont l'article premier, 3°, était ainsi rédigé : « constituer leur capital, s'il en est créé un... ».

Le deuxième paragraphe de l'article premier étend aux unions de coopératives le bénéfice du régime juridique et fiscal des organismes constituants. Ces unions répondent, indiquons-le brièvement, à des besoins qu'un étage unique

de la coopération agricole serait impuissant à satisfaire, savoir : provoquer des ententes entre mêmes producteurs, rationaliser les techniques, organiser la recherche et le maintien des débouchés, adapter les productions et les prix aux exigences de la consommation, réaliser des contacts et des accords avec les utilisateurs, notamment avec les coopératives de consommation... Ces unions existent déjà, à tout le moins en fait, sous des dénominations variées : coopérative centrale, comptoir général, fédération coopérative, etc. Le présent texte donne une existence légale à ces organismes du second degré. Mais comment les organismes de base entreront-ils dans une union, comment seront réparties les responsabilités, avec quelles ressources fonctionneront ces groupements ? Il est à craindre que le silence du décret à cet égard ne soit la source de difficultés dont il eût mieux valu ne pas laisser à un décret simple le règlement éventuel.

Article 2. — En contre-partie des avantages fiscaux qui leur sont accordés, les coopératives doivent se prêter à un contrôle de leurs statuts et de leurs conditions de fonctionnement.

Article 3. — Cet article impose l'insertion statutaire d'une réglementation du droit de retraite des sociétaires.

Il est nécessaire, avons-nous dit, que les coopératives puissent compter sur une certaine permanence d'effectif et de durée. Jusqu'à l'actuel décret, elles dépendaient à cet égard du bon vouloir de leurs adhérents. En effet, l'article 52 de la loi du 24 juillet 1867 : « chaque associé pourra se retirer de la société lorsqu'il le jugera convenable, à moins de conventions contraires » était interprété, en dépit de ses

derniers mots, comme laissant entier le droit à démission. Supprimer statutairement ce droit, décideraient le plus souvent la doctrine et la jurisprudence, entraînerait la non variabilité du personnel et du capital de la société dont l'essence est précisément d'être à personnel et capital variables.

Le nouvel article permettra-t-il aux statuts de soumettre les démissions à des conditions quasi-prohibitives? Ce serait certainement abusif, et l'homologation ministérielle des statuts exigée par l'article 2 pare à ce danger. Il eût cependant été indiqué de préciser la durée maximum de l'engagement sociétaire. En sens inverse, la faculté aurait dû être donnée aux coopératives d'exclure, après un processus prédéterminé, les sociétaires indésirables, en cas de fraude notamment.

Le deuxième paragraphe de l'article 3 ne fait qu'étendre à toutes les sociétés bénéficiant de l'appellation « coopérative » l'obligation de céder, en cas d'expiration ou de dissolution, leur actif social à une œuvre d'intérêt général agricole. Cette disposition, précédemment limitée aux sociétés ayant reçu des avances de l'État, est justifiée par les avantages dévolus à la coopérative au cours de son existence.

Article 4. — Il porte exemption de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de la taxe sur le chiffre d'affaires pour les opérations de production, de conservation et de vente des denrées agricoles (sauf pour celles faites dans des magasins de détail).

L'exemption est acquise aux opérations de transformation relatives aux « produits ou sous-produits destinés à l'alimentation de l'homme et des animaux, ou pouvant être

utilisés à titre de matières premières par l'agriculture ou l'industrie ».

Ce texte est la condamnation absolue de la théorie de l'industrialisation. La formule adoptée est, presque mot pour mot, celle qu'avait suggérée le rapport Baudouin-Bugnet. Elle vise deux catégories de denrées : produits alimentaires et matières premières. Il est clair que la première rubrique ne peut prêter à aucune équivoque. Mais la controverse est possible sur le sens à donner à l'expression générique « matières premières ». Le fisc ne cherchera-t-il pas, par une interprétation restrictive de cette expression, à rebâtir une théorie de l'industrialisation comme celle précédemment fondée sur « les usages normaux de l'agriculture »... Un avenir prochain dira si nos appréhensions sont injustifiées.

Article 5. — Il abroge toutes dispositions fiscales contraires à celles édictées par le présent décret, notamment l'article 32 de la loi du 30 décembre 1928 invoquant les usages agricoles dits normaux.

Article 7. — Un décret simple précisera les modalités d'application du décret-loi. Il devra régler en particulier la situation des coopératives qui, créées antérieurement à 1920, ne s'étaient pas intégrées dans le cadre de la loi du 5 août ou des lois suivantes.

Après cette analyse des articles du décret-loi, il convient de dégager les principales critiques dont son ensemble est susceptible. A vrai dire, comparé au projet 5034 amélioré par les propositions Baudouin-Bugnet et Mallarmé, le décret-loi du 8 août 1935 apparaît comme n'en étant qu'une copie

infidèle, tronquée et à trop petite échelle. Ce n'est pas une tautologie de dire qu'il manque à celui-ci tout ce que contient en plus celui-là.

La carence de ce texte s'avère plus particulièrement regrettable sur les points ci-après :

1° Le titre de « coopérative agricole » est désormais réglementé. Mais les infractions sont pas sanctionnées et le décret simple à intervenir ne pourra, en la matière, édicter de pénalités. Dira-t-on que l'agrément ministériel sera refusé à une coopérative non conforme ? Il n'en reste pas moins qu'un organisme pourra impunément, sans être ni agricole ni coopératif, se prévaloir de ce titre et abuser de la confiance des utilisateurs ou des consommateurs.

2° La théorie de l'industrialisation est condamnée, mais le décret n'indique pas si ses dispositions auront un effet rétroactif. Les coopératives devront-elles alors payer l'arriéré des impôts litigieux dont le montant est, croyons-nous savoir, de l'ordre de 150 millions de francs ? Une telle mesure serait à la fois irrationnelle et inéquitable. Serait-ce favoriser « la reprise d'une activité économique normale dans nos campagnes » évoquée par le rapport accompagnant le décret, que de réclamer pareille somme à des organismes spécifiquement agricoles et, comme tels, durement atteints par la dévalorisation des produits du sol. Au surplus, le ministère des Finances a proclamé à maintes reprises, par la voix de ses différents titulaires, que les impositions des coopératives n'avaient, dans l'attente du statut à intervenir, qu'un caractère strictement conservatoire. Cette attente a duré sept ans, en dépit de l'urgence invoquée par les coopérateurs et reconnue par les pouvoirs publics. Durant cette période, les prétentions du fisc ont sans cesse inquiété, parfois compromis, la coopération agricole. En conséquence,

pourquoi le décret n'a-t-il pas précisé jusqu'à quelle date il doit rétroagir. Dans une lettre¹ à M. Louis Guillon, député, président de l'Union Nationale des Coopératives Agricoles, en date du 20 février 1936, M. Paul Thellier, ministre de l'Agriculture, fait connaître que, lors des travaux préparatoires, les représentants de l'Administration des Finances ont demandé « que le principe de cette rétroactivité ne soit pas inscrit dans un texte afin de ne pas créer pour l'avenir un précédent dont pourraient se réclamer d'autres bénéficiaires d'exonération fiscale ». Nous permettra-t-on d'ajouter que de pareils errements nous paraissent profondément regrettables. Le fisc semble de la sorte accorder une faveur aux coopératives, et une faveur telle qu'il vaut mieux la garder secrète. Mais il ne s'agit nullement d'une faveur ; le décret n'édicte pas d'exonérations nouvelles puisqu'il a « pour but, ainsi que l'indique le rapport explicatif lui-même, d'apporter quelques précisions indispensables au statut des sociétés coopératives agricoles et de leurs unions. » L'engagement pris par l'Administration des Finances de donner au décret effet rétroactif paraît toutefois devoir être tenu, si l'on s'en rapporte à l'Instruction parue au *Bulletin*² des Contributions Directes et du Cadastre d'avril 1936 : « En principe, les nouvelles dispositions ne sont applicables qu'à partir du 1^{er} janvier 1936. Toutefois, elles seront considérées comme réglant pour le passé la situation des sociétés qui satisfont aux conditions prévues à l'article 4 du décret-loi et dont l'imposition a été différée... » « Quant aux impositions établies au nom des coopératives qui, bien que remplissant les mêmes conditions, ont été portées dans

1. *La Coopération Agricole*, mars 1936, p. 44.

2. Bulletin, — nullement* confidentiel —, édité 4, rue du Bouloi, Paris.

des rôles mis en recouvrement depuis le 1^{er} janvier 1929, il y aura lieu d'en prononcer d'office le dégrèvement dès que sera intervenue, en exécution du décret prévu à l'article 7 du décret-loi, l'approbation des statuts de ces entreprises. »

3° La théorie de l'industrialisation a sévi, non seulement en matière d'impôt B. I. C. et de taxe C. A., mais aussi à l'occasion de l'assujettissement à l'impôt foncier et, par voie de conséquence, à la taxe de main-morte. En ce qui concerne ces deux impôts, le décret est muet. Le fisc n'en arguera-t-il pas que le statu-quo est maintenu, à savoir que l'assujettissement continuera dans les conditions indiquées par la jurisprudence « nouvelle manière » du Conseil d'État? Le décret entraînera par suite cette conséquence absurde que l'épithète « agricole » aura fiscalement un sens différent suivant qu'elle accompagnera le mot « coopérative » ou le mot « usage ». Dans le premier cas, les « coopératives agricoles » bénéficieront de l'exemption de l'impôt B. I. C. et de la taxe C. A. Dans le second cas, ces coopératives agricoles devront payer l'impôt foncier et la taxe de main morte sur leurs bâtiments, « affectés à un usage agricole » et exonérés à ce titre par la loi de 1920, sous le fallacieux prétexte que le dit usage n'est pas agricole!...

4° Le décret porte exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires. Or, celle-ci tend de plus en plus, depuis quelques années, à être remplacée par des taxes uniques, dites de production. Ces taxes ne sont pas visées par le décret : les coopératives agricoles y sont donc assujetties. Fait plus grave, il suffira au fisc de substituer intégralement ces taxes à la taxe C. A. dans tous les cas où cette dernière est perçue pour que ne joue plus l'exonération décrétée.

La crainte est loin d'être vaine puisque, moins d'un mois après la parution du décret-loi une taxe à la production a été établie par l'administration des Finances sur les dérivés et sous-produits du lait : le décret-loi du 5 septembre 1935, « tendant à simplifier le mode d'imposition » défini par le décret de codification du 27 décembre 1934, crée une taxe de 2 p. 100 applicable à la seule transaction d'origine¹.

On imagine avec quelle amertume les coopératives laitières, qui jusqu'alors ne payaient pas la taxe C. A. sur les beurres et fromages, ont accueilli le décret du 5 septembre dont le rapport explicatif expose qu'il « assure l'égalité dans la concurrence commerciale ». Indépendamment de l'accroissement de charges ainsi imposé à une branche particulièrement intéressante de la production agricole, — les coopératives de laiterie ne sont-elles pas à l'origine du mouvement coopératif français ? — il est, du point de vue national, profondément regrettable de diviser, par des mesures fiscales, le monde coopératif.

Cette réserve faite, nous ne combattons pas, en droit, cette imposition nouvelle. Il convient en effet de ne pas oublier que la taxe à la production n'est pas un impôt sur le commerce, mais, comme son nom l'indique, un impôt frappant le producteur quel qu'en soit l'état. Notre travail a eu pour but de montrer l'illogisme de l'assujettissement aux impôts commerciaux de non-commerçants : les agriculteurs et leurs groupements. Que ceux-ci soient désormais menacés de payer ces mêmes impôts au titre de taxes uniques, que cette transposition fiscale ne procède pas d'un état d'esprit particulièrement bienveillant envers les coopératives agricoles, nous n'en disconviendrons pas. Mais le problème

1. La taxe est réduite de 50 p. 100 pour les ventes aux établissements qui groupent des consommateurs (hospices, restaurants...).

dépasse le cadre de cette étude. C'est le procès de la taxe à la production qui dès lors est à faire. Personnellement, nous estimons que la substitution de taxes uniques à la taxe C. A. a été et sera de plus en plus dommageable aux intérêts tant du Trésor que de la profession agricole, pour ne profiter qu'aux seuls intermédiaires. « Il n'est nullement certain, écrit M. le doyen Allix en conclusion à une remarquable étude¹ sur la question, que la taxe à la production, qui tend plutôt à augmenter le prix d'achat pour le consommateur, ne tende, d'autre part, à réduire le prix de vente à la propriété². »

S'agissant en particulier des coopératives agricoles, la généralisation des taxes à la production rendra presque illusoires les avantages que leur aura initialement concédés le décret du 8 août³.

1. « La taxe à la production et l'agriculture », Edgard Allix, in *Revue des Agriculteurs de France*, mai 1930.

2. « Suivant le mot très juste de M. Caziot, surtout dans les temps de crise comme ceux que l'agriculture traverse, « en agriculture, les impôts « jouent en dedans, à la différence de ceux du commerce qui jouent en « dehors. » (E. Allix, *op. cit.*)

3. Une proposition de résolution (n° 6962) a été présentée le 12 mars 1936 par MM. Georges Bureau et du Luart, députés, invitant « le Gouvernement à prendre des dispositions en vue de la suppression de toute taxe sur le chiffre d'affaires ou taxe de remplacement sur les produits laitiers ». (Proposition renvoyée à la Commission de l'Agriculture.)

CONCLUSION

En dépit des critiques qu'il soulève, le décret-loi du 8 août 1935 a néanmoins marqué, pour la coopération agricole de production et de transformation, l'aboutissement de dix ans d'efforts. On eût évidemment souhaité que le statut qu'il édicte fût plus précis et plus complet : l'incertitude et la mouvance de ses dispositions fiscales, l'insuffisance de sa partie juridique obligent à le considérer, non comme une fin, mais comme une étape.

Vers quel but doivent tendre désormais les artisans du mouvement coopératif agricole, sur quelles bases prendre appui, quels écueils éviter ? Du devenir coopératif, création continue s'il en est, des auteurs éminents se sont essayés à préparer les voies. D'aucuns ont prétendu régenter la coopération en général, sans se soucier de la compartimenter. D'autres, — moins ambitieux ou plus sagaces, — ont accepté, ou conseillé, d'en respecter les divisions. C'est à cette dernière école que se rattache la proposition de loi, tendant à créer un statut juridique de la coopération, déposée sur le bureau de la Chambre des Députés le 11 juillet 1932 par M. Ramadier et 126 de ses collègues. La tentative n'est pas nouvelle, puisqu'elle reprend la proposition Frédéric Brunet (6 juillet 1928) laquelle venait elle-même après bien d'autres, témoin l'effort infructueux de Paul Doumer pour

faire aboutir la grande loi coopérative préparée dès 1893 par Waldeck-Rousseau. Il ne peut s'agir de commenter ici, même succinctement, ces textes. De la proposition Ramadier, cependant, nous retiendrons deux idées-force :

D'une part, elle définit et organise juridiquement les coopératives en général, à l'égard desquelles elle édicte des dispositions, les unes impératives, les autres facultatives;

D'autre part, — et de ce souci procède le caractère simplement facultatif de certaines de ses parties —, elle laisse subsister, pour les coopératives (civiles) de la loi du 5 août 1920, le droit de persévérer dans les cadres juridiques préétablis.

Pareil éclectisme nous paraît louable. Les coopératives agricoles se différencient en effet non seulement des entreprises extra-coopératives adonnées aux mêmes fins, mais aussi, par leur recrutement, leurs modes d'activité et leurs besoins, des organismes coopératifs extra-agricoles. Il n'en est pas moins vrai que l'ébauche actuelle du statut de nos coopératives agricoles gagnerait très certainement à se parfaire par des emprunts, nombreux bien qu'adaptés, à la proposition Ramadier. Au risque de paraître manquer de vues pratiques, nous sommes convaincu qu'un statut juridique de la coopération agricole doit précéder et conditionner le statut fiscal. Cette nécessité apparaîtra d'autant plus fortement, croyons-nous, que l'organisation de la profession agricole sur le plan coopératif est appelée à se généraliser et à s'accroître. Cette organisation groupe, présentement, près d'un demi-million de producteurs sous l'égide de la loi de 1920, et un nombre plus considérable encore de coopérateurs libres. Une telle masse est une force : d'aucuns s'en félicitent, d'autres s'en lamentent, personne ne la nie. Un groupe social de cette importance ne pouvant vivre en marge de la loi,

force est donc d'élaborer au plus tôt ses assises juridiques.

Les réalistes diront peut-être : qu'importe le juridique ; c'est le statut fiscal, amplement compréhensif des gens et des choses de la terre, qu'il nous faut. Mais celui-ci ne découlera-t-il pas naturellement de celui-là ?

Labeur de longue haleine, objectera-t-on encore. Mais c'est précisément pourquoi le décret du 8 août 1935, malgré ses imperfections et ses lacunes, n'aura pas fait œuvre vaine. Son mérite essentiel, à nos yeux, est d'avoir porté condamnation, — sans appel, aimons-nous à croire —, de la théorie de l'industrialisation. Aux docteurs qui l'avaient érigée, subtile à souhait et meurtrière au possible, nous tirons notre chapeau. C'est le métier des collecteurs d'impôts que de remplir les caisses du Trésor. C'est la fonction des juges administratifs que de départager parties prenantes et cédantes. Mais, n'était-ce notre respect pour les membres du haut tribunal, nous les prions de nous dire les scrupules que connurent certainement leurs esprits de juristes à rédiger les décisions d'industrialisation. N'est-il pas l'expression même de ces scrupules cet arrêt du 24 février 1933, rendus en faveur d'une coopérative mettant en conserve des cornichons, pour ce motif que ladite préparation, « eu égard tant à la nature de cette opération qu'à la simplicité des moyens mis en œuvre pour la réaliser doit être regardée en l'espèce comme le prolongement normal des travaux de culture... » ? *Arrêt rendu contrairement aux conclusions du commissaire du Gouvernement*, précise la note sous-jacente. La voilà donc la limite de l'acte agricole, la démarcation de l'activité rurale et de l'opération industrielle : on reste agriculteur même si l'on fait tremper des cornichons dans du vinaigre ! Les augures ont-ils pu se regarder sans rire ?...

Quoi qu'il en soit, le décret-loi du 8 août 1935 supprime,

ou plus exactement réduit, la possibilité de pareils cas de conscience. Quant à nous, — qui apprécions le prix d'une confirmation légale accordée, avant que nous n'eussions achevé notre étude, aux vues qui l'inspiraient —, nous nous félicitons, autant pour la paysannerie française que pour ceux qui ont le lourd honneur de l'imposer et de la juger, que l'agriculteur ait été reconnu juridiquement apte à être, sans déroger à son état, plus et mieux qu'un confiseur de cornichons.

VU :

Le Président de Thèse,

R. PICARD.

VU :

Le Doyen,

RIPERT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Ouvrages de droit commercial.

- ARTHUIS. — *Traité des sociétés commerciales*, 3^e éd. (1917).
- AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français*, 5^e éd. (1920), t. VI, revu et mis au courant par M. E. BARTIN.
- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — *De la société, du prêt, du dépôt*, 3^e éd. (1907).
- COLIN et CAPITANT. — *Cours élémentaire de droit civil français*, 5^e éd. (1929), t. II.
- COPPER-ROYER. — *Traité des sociétés anonymes*, 4^e éd. (1931).
- DECUGIS. — *Traité pratique des sociétés par actions*, 7^e éd. (1931).
- DUVERGIER. — *Du contrat de société* (1839).
- ESCARRA (Jean), ESCARRA (Edouard) et RAULT. — *Principes de droit commercial* (1934).
- HOUPIN et BOSVIEUX. — *Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales et des associations*, 7^e éd. (1935).
- LACOUR et BOUTERON. — *Précis de droit commercial* (1933).
- LYON-CAEN et RENAULT. — *Traité de droit commercial*, 5^e éd. avec la collaboration de M. A. AMIAUD (1929).
- PIC et BOUVIER. — *Traité général théorique et pratique de droit commercial* (1924).
- PLANIOL et RIPERT. — *Traité pratique de droit civil français* (1932), t. XI, avec la collaboration de MM. ROUAST, SAVATIER et LEPARGNEUR.
- THALLER (E.) et PERCEROU (J.). — *Traité général théorique et pratique de droit commercial* (1909-1913).
- *Traité élémentaire de droit commercial*, 8^e éd. (1931), revue et mise à jour par M. J. PERCEROU.
- THÉOPLONG. — *Du contrat de société civil et commercial* (1843).
- VAVASSEUR (A. et J.). — *Traité des sociétés civiles et commerciales*, 7^e éd. refondue par MM. BONNECASSE, MOLIÉRAC et RAULT (1931).

II. — Ouvrages de science et législation financières.

1^o OUVRAGES GÉNÉRAUX :

- ALLIX (Edgard). — *Traité élémentaire de science des finances et de législation financière françaises*, 6^e éd. (1931).

- JÈZE (Gaston). — *Cours de science des finances et de législation financière française* (1928).
LEFÈVRE (R. et J.). — *Les sociétés françaises. Traité fiscal des sociétés anonymes* (1928).
MICHEL (Jean). — *Guide pratique du droit fiscal des sociétés* (1932).
MAGUÉRO et TASSIN. — *Répertoire fiscal du commerce et de l'industrie*, 2^e éd. (1928).
TROTABAS (Louis). — *Précis de science et législation financières*, 3^e éd. (1933).

2^o OUVRAGES SPÉCIAUX :

a) *Enregistrement et taxes des valeurs mobilières.*

- ALLIX (E.) et LECERCLÉ (M.). — *Les impôts français. Les droits d'enregistrement* (1933).
CASTILLON. — *Manuel formulaire de l'enregistrement, des domaines et du timbre*.
MAGUÉRO. — *Traité alphabétique des droits d'enregistrement*, 3^e éd. (1928-1931).

b) *Impôts directs.*

- ALLIX (E.) et LECERCLÉ (M.). — *Les impôts français. L'impôt sur le revenu. Impôts cédulaires et impôt général* (1926).
BESSON. — *Traité pratique des impôts cédulaires*, 4^e éd. (1927).
BOCQUET (L.). — *L'impôt sur le revenu*, 3^e éd., 1928.

c) *Contributions indirectes.*

- ALLIX (E.) et LECERCLÉ (M.). — *Traité des contributions indirectes. Les impôts français. La taxe sur le chiffre d'affaires* (1927).
HOURCADE. — *Manuel encyclopédique des contributions indirectes*, 7^e éd. (1928).
MORILLOT et GARDES. — *L'impôt sur le chiffre d'affaires* (1928-1930).

d) *Régime fiscal des sociétés.*

- ALLIX (E.). — *Le régime fiscal des sociétés. Cours pour le doctorat* (1933-1934).

III. — **Recueils de jurisprudence, répertoires et revues**
(droit commercial et législation financière).

- Annales de droit commercial et industriel, français, étranger et international*, fondées par E. THALLER, dirigées par J. PERCEAU.
Bulletin des contributions directes (ministère des Finances).
Bulletin des contributions indirectes (ministère des Finances).

Bulletin de statistique et de législation comparée (ministère des Finances).
DALLOZ. — *Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine. Recueil hebdomadaire de jurisprudence.*

Dictionnaire du notariat. Répertoire général du droit civil et fiscal.

Le Droit, journal des tribunaux (quotidien).

La Gazette du Palais (quotidien et mensuel).

La Gazette des sociétés et du droit financier.

Journal de l'Enregistrement et des Domaines (mensuel).

Journal des sociétés civiles et commerciales, revue pratique de jurisprudence, de doctrine et de législation publiée par HOUPIŒ et Bos-VIEUX (mensuel).

Journal des tribunaux de commerce.

Les Lois nouvelles (SCHAFFHAUSER).

Questions pratiques de droit industriel et commercial (Paul PIC, fondateur; Jean KRÉHER, réd. en chef).

Recueil général des lois et arrêts (SIREY).

Recueil juridique des sociétés (Jean MICHEL).

Recueil de droit commercial et de droit social (Paul PIC et Roger PIGARD, réd. en chef).

Recueil des questions fiscales (Jean MICHEL et Bernard AUGER).

Répertoire général alphabétique du droit français (CARPENTIER).

Revue critique de législation et de jurisprudence.

Revue de l'enregistrement, des hypothèques, du timbre et du domaine (MAGUÉRO, TASSAIN, MOLAS).

Revue des impôts sur le commerce et l'industrie (MAGUÉRO, TASSAIN, MOLAS).

Revue de science et de législation financière (G. JÈZE).

Revue des sociétés (VAVASSEUR).

IV. — Documents d'économie politique, rurale et sociale.

L'Académie d'Agriculture de France (Comptes rendus hebdomadaires des séances de).

L'Action coopérative (mensuel).

Annuaire statistique. Statistique générale de la France (Présidence du Conseil).

L'Association agricole (bulletin de documentation économique des groupements agricoles, 33, rue d'Amsterdam).

Annales de la mutualité et de la coopération agricoles (129, boulevard Saint-Germain).

AUGÉ-LARIBÉ (M.). — *Syndicats et coopératives agricoles* (1926).

Le Bulletin agricole (Maison de l'Agriculture, 129, boulevard Saint-Germain).

Bulletin mensuel d'Etudes et d'Informations économiques (21, boulevard Haussmann).

La Coopération agricole (mensuel, 123, rue de Lille).

L'Economiste français (9, rue Bleue).

- GIDE (Charles). — *Les Associations coopératives agricoles, Cours au Collège de France* (1924-1925).
- LAVERGNE (Bernard). — *Philosophie et avenir de l'ordre coopératif* (1928).
Machinisme agricole et équipement rural (129, boulevard Saint-Germain).
- Ministère de l'Agriculture, Caisse Nationale de Crédit Agricole. Législation relative au crédit mutuel et à la coopération agricoles.
Bulletin de l'Office des renseignements agricoles.
- Le Musée social* (mensuel, 5, rue Las Cases).
- NAST (Alfred). — *Code de la coopération* (1928).
- POISSON (Ernest). — *Un plan de développement pour le mouvement coopératif* (1931).
- Démocratie et coopération* (1932).
- RAMADIER (Paul). — *Le droit des coopératives en France* (1932).
- La Réforme économique* (42, rue du Louvre).
- Revue des agriculteurs de France* (8, rue d'Athènes).
- Revue des Études coopératives* (Bernard LAVERGNE, réd. en chef).
- Revue Internationale d'Agriculture* (Institut International d'Agriculture, Rome).
- ROCHE-AGUSSOL. — *Économie et législation rurales, Cours pour le doctorat* (1933-1934).
- Société des Nations, Bureau International du Travail, Conférence économique internationale, Genève, 4 mai 1927. Rôle des organisations coopératives dans le commerce international du blé, des produits laitiers et de quelques autres produits agricoles.

V. — Thèses.

- DESIGAUZ (Charles). — *De la coopération dans les beurreries des Charentes et du Poitou* (1905).
- ROULEAU (A.). — *L'action de l'Etat sur le développement des coopératives agricoles* (1907).
- LUGAS (L.-M.). — *Les coopératives agricoles en France* (1908).
- BLANC (R.). — *Les sociétés coopératives agricoles en France* (1912).
- COLL-ESCLUSE. — *Les coopératives agricoles* (1912).
- NAST (Alfred). — *Le régime juridique des coopératives* (1919).
- BLAS (Alfred). — *Le régime fiscal des sociétés coopératives de production agricole* (1925).
- VIDELAINE (David). — *Le régime fiscal des coopératives agricoles* (1925).
- BÉZARD-FALGAS (Guy). — *Impôts susceptibles d'atteindre les coopératives agricoles* (1927).
- BONNEFOY (Georges). — *Le régime fiscal des sociétés coopératives en France* (1927).
- DRAPPIER (Jean). — *Le régime fiscal des sociétés coopérative en France* (1931).
- GEULESCO (Georges). — *Coopératives et ententes agricoles* (1931).
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS.	1

TITRE LIMINAIRE

TABEAU STATISTIQUE DE L'ORGANISATION COOPÉRATIVE DE PRODUCTION, DE TRANSFORMATION ET DE VENTE DES DENRÉES AGRICOLES	3
--	----------

Relevé des sociétés coopératives visées à l'article 22 de la loi du 5 août 1920 ayant obtenu des avances à long terme . . .	3
--	---

TITRE PREMIER

LE RÉGIME JURIDIQUE DES COOPÉRATIVES AGRICOLES DE PRODUCTION, DE TRANSFORMATION ET DE VENTE	11
--	-----------

CHAPITRE PREMIER. — Types juridiques offerts aux sociétés coopératives agricoles	11
---	----

CHAPITRE II. — Le régime coopératif de fait	17
---	----

CHAPITRE III. — De la nature juridique des coopératives agricoles de production, de transformation et de vente.	27
--	----

CHAPITRE IV. — Nos organismes coopératifs sont-ils civils ou commerciaux?	42
--	----

TITRE II

LE RÉGIME FISCAL DES COOPÉRATIVES AGRICOLES
CONFORMES A LA LOI DE 1920

71

CHAPITRE PREMIER. — La situation légale des coopératives
agricoles devant l'impôt 71

CHAPITRE II. — La coopération agricole face au dilemme
fiscal : routine ou ruine 91

TITRE III

L'ÉLABORATION DU STATUT JURIDIQUE
ET FISCAL DE LA COOPÉRATION AGRICOLE

109

CHAPITRE PREMIER. — La bataille coopérative : 1928-1935. . 109

CHAPITRE II. — Le décret-loi du 8 août 1935 139

CONCLUSION. 151

BIBLIOGRAPHIE 155

IMPRIMERIE
BÉRISSEY
:: ÉVREUX ::